collectif paroles

revue culturelle et politique haïtienne

nº 15 — décembre 1981-janvier 1982

collectif paroles

revue culturelle et politique haïtienne
n° 15 — décembre 1981-janvier 1982

Éditeur
Les Éditions Collectif Paroles Inc.
Boîte postale 6
Station Outremont
Outremont (Québec)
Canada H2V 4M6

Rédacteur en chef
Claude Moïse
Rédactrice en chef adjointe
Marie-Josée Glémaud

Comité de rédaction
Yves Flavien
Marie-Josée Glémaud
Cary Hector
Claude Moïse
Daniel Holly
Émile Ollivier
Henri Piquion
Pierre Simon
Micheline Labelle

Collaborateurs
Gérard Baptiste
André Bellamy
Antoine Dodard
Serge Larose
Charles Manigat
Max Manigat
Charles Pierre-Jacques
Séverine Saget
Elder Thébaud

Graphisme/Illustration
Gérard Baptiste

Composition et montage
Composition Solidaire Inc.

Collectif Paroles Inc.
Boîte postale 6
Station Outremont
Outremont (Québec)
Canada H2V 4M6

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque d'Ottawa
1er trimestre 1982

Sommaire

À NOS ABONNÉS ET LECTEURS

Avec ce numéro 15, la revue Collectif Paroles *commence une troisième série. C'est donc le moment du renouvellement des abonnements, pour lequel nous poussons nos amis de nous accorder encore une fois leur confiance.*

Le Collectif Paroles, pour éditer des livres et la revue, ne bénéficie d'aucune subvention. Il ne peut non plus miser sur la publicité. Son tirage est limité. Sans la générosité de ses membres et de quelques amis il n'aurait pu survivre à ses difficultés financières. Nos obligations augmentent avec nos responsabilités et avec les coûts de production. Nous sommes ainsi obligés d'augmenter les tarifs d'abonnement qui passent de 15 $ à 18 $ ou de 18 $ à 24 $ et à 30 $ suivant le pays de résidence de l'abonné ou sa situation (particulier ou institution).

Nous souhaitons voir nos abonnés actuels faire diligence pour renouveler, acquitter et nous amener de nouveaux abonnés.

Une promte réponse de leur part nous sera précieuse, certes. Elle ne nous permettra cependant pas de faire face à nos obligations. Aussi nous comptons entreprendre bientôt une campagne de financement à plusieurs facettes à l'occasion de laquelle nous ferons appel à la générosité de tous.

C'est en comptant sur leur bienveillance que Collectif Paroles aborde avec confiance sa troisième année de publication.

Montréal
le 10 novembre 1981

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souscris un abonnement à COLLECTIF PAROLES, à partir du n° ______

6 numéros :	Canada	18 $	☐
	États-Unis/Haïti	18 $US	☐
	Autres pays	24 $US	☐
	Institutions	30 $	☐

Ci-joint, mandat ☐ ou chèque bancaire ☐

Nom ______________ Prénom ______________

Adresse ______________________________

____

• La position du collectif

... Le moment est venu, nous semble-t-il, de faire le point sur un ensemble de questions touchant le Le Collectif Paroles, *entreprise d'animation et de participation, vouée principalement à la lutte politique et idéologique dans l'espace haïtien.*

Cette mise au point nous apparaît doublement nécessaire, en ce sens que d'une part notre propre dynamisme de cohésion interne et d'autre part la tournure prise par la conjoncture actuelle exigent une clarification de notre position et une décantation des groupes politiques significatifs de la diaspora de façon à identifier leur vision des questions haïtiennes.

De là, à ce moment-ci, la publication de ce texte qui fait état et présente un éventail de balises, d'idées cardinales et de points de repère pour notre action présente et future.

1 Dans l'espace de gauche.

L'itinéraire de la plupart d'entre nous, nos convictions affirmées, l'orientation de nos analyses ont fait situer d'emblée le *Collectif Paroles* dans *l'espace de gauche*, pour employer une expression commode et consacrée. Il convient, non seulement de signaler nos appartenances mais aussi de dissiper toute confusion sur la signification que nous assignons à des concepts et à des termes introduits dans le vocabulaire politique haïtien sans qu'aucune expérience historique décisive ne leur ait encore donné un ancrage et un contenu proprement haïtiens. Nous entendons donc assumer notre position dans l'espace de gauche haïtien en précisant toutefois ce que signifie pour nous être de gauche dans le contexte haïtien et dans le monde d'aujourd'hui. Nous nous reconnaissons dans les convictions et les intentions généreuses de la gauche, dans l'essentiel de ses analyses socio-économiques et politiques mais nous refusons de nous enfermer dans des dogmes, de nous conformer à des rituels et à des modes, d'adopter des méthodes qui ont vicié la pratique politique de la gauche et affecté sa vitalité idéologique aussi bien à travers le monde que dans la jeune et limitée expérience haïtienne.

Il n'entre pas dans le cadre de notre propos de procéder à un inventaire exhaustif des formations politiques de la gauche haïtienne. Nous nous contenterons d'énumérer les principaux secteurs qui, à notre avis, constituent cette gauche :

1. la gauche communiste ou socialiste organisée qui comprend les groupes et organisations se réclamant du marxisme-lénisme et qui, depuis le Parti Communiste Haïtien (P.C.H.) de Jacques Roumain (1932), en passant par le Parti Socialiste Populaire (P.S.P.), jusqu'au Parti Unifié des Communistes Haïtiens (P.U.C.H.) et au Parti des Travailleurs Haïtiens (P.T.H.) avec ses bourgeons dans la diaspora, ont jalonné l'histoire politique récente du pays ;

2. le mouvement catholique de gauche qui, même s'il ne s'est pas cristallisé en Haïti en organisations politiques autonomes, s'y est déjà manifesté et continue de s'y déployer en tant que courant politique. Dans la diaspora, la gauche catholique s'articule surtout à la revue *Sel* et aux centres communautaires animés par des catholiques, prêtres et laïcs ;

3. la « gauche non institutionnelle » où foisonne une pléiade de petits groupes, de personnalités et de francs-tireurs ;

4. enfin, l'ensemble des organes de presse (journaux, revues, radios), des groupes artistiques et culturels, des embryons d'organisation syndicale et politique qui, au cours des dernières années, ont, dans des conditions très difficiles, animé le bouillonnement culturel, social et politique qu'on a convenu d'appeler « mouvement démocratique ».

Tout en assumant son appartenance à la gauche haïtienne, le *Collectif Paroles* tient à maintenir un regard critique sur l'héritage idéologique et les pratiques politiques de cette gauche. C'est une de nos préoccupations d'aider à mettre à jour une critique historique de la gauche, articulée à l'expérience haïtienne. Il faudra retrouver et éclairer les points de rupture avec l'héritage idéologique de la petite bourgeoisie ; dissiper les confusions entretenues chez les gens de gauche et portées allègrement par eux et qui ont leurs racines dans les catégories théoriques, idéologiques et politiques largement diffusées dans le corps social haïen. Il faudra expliquer le manque d'originalité de pensée et de propositions de la gauche. Il faudra surtout comprendre le pourquoi de l'absence, dans les conjonctures critiques et décisives de la vie nationale, comme en 1946 et en 1956, d'une parole et d'un projet de gauche collés aux vibrations et aux préoccupations des masses populaires, reconnus et appropriés par elles.

2 Pour un changement de société

Notre appartenance à la gauche est donc,

pour nous, une option politique et historique, option pour un changement radical de la société haïtienne, non pas par adhésion affective ou intellectuelle à une doctrine à prétention universalisante mais par reconnaissance consciente que c'est la seule voie qui permettra de rompre avec 178 ans d'assujettissement et de marginalisation des classes populaires haïtiennes. Changement de société qui implique la mise en échec du pouvoir dominant de certaines couches de la bourgeoisie qui, depuis plus d'un siècle, mettent le pays en coupe réglée avec l'aide active des grands propriétaires fonciers et les complicités alternatives des appareils politiques mulâtristes, noiristes ou noiro-mulâtristes.

De même, une longue tradition de production des richesses sous l'égide du capital étranger et de gestion du pays au profit de celui-ci a permis aux puissances mondiales dominantes, notamment les États-Unis d'Amérique, de participer à la spoliation du peuple haïtien et à son oppression sociale et politique. Il nous faut donc réaffirmer le droit inaliénable du peuple haïtien de choisir le mode d'organisation économique et sociale ainsi que le régime politique susceptibles de garantir enfin sa libération sans ingérence impérialiste. Par son emprise économique, politique et culturelle, la domination américaine en Haïti, notamment depuis l'Occupation en 1915, a été et demeure un obstacle important à la libération de notre pays. Nous savons cependant que, même placée dans la zone de l'hégémonie américaine, Haïti, comme les autres pays de la Caraïbe, se trouve aux prises aussi avec la logique de confrontation des grandes puissances. Si donc, pour des raisons historiques évidentes, nous sommes particulièrement vigilants à l'égard de l'impérialisme sous égide et bannière américaines, nous nous opposons avec autant de vigueur à toute autre forme de domination impérialiste d'où qu'elle vienne ainsi qu'à toute politique tendant à faire de notre pays un enjeu dans la lutte pour l'hégémonie mondiale. Nous nous y opposons d'autant plus énergiquement que notre lutte contre l'oppression multiforme et séculaire de notre peuple vise la reconquête et la réaffirmation de notre autonomie créatrice collective dans tous les domaines : économique, politique, culturel.

Nous ne sommes pas les premiers, ni les seuls à dénoncer la scandaleuse exploitation dont sont victimes les masses populaires, à mettre en cause la domination des classes possédantes haïtiennes, historiquement entretenues par la bourgeoisie internationale, et à affirmer que le développement économique véritable allant dans le sens des intérêts des masses passe par un bouleversement radical des structures et la mise en place de nouveaux rapports sociaux, de nouvelles méthodes de gestion et de participation, de nouvelles formules démocratiques qui excluent la confiscation du pouvoir et le quadrillage du pays par un individu, un groupe ou un quelconque parti unique.

Nous pensons que la vie politique ne saurait se réduire à une référence constante et exclusive à un Pouvoir Central, gérant l'État, générant les initiatives et orchestrant les activités. La vie politique devra être aussi la recherche de réseaux multiples et convergents dans la façon d'organiser les rapports de production et de vie autonomes, au niveau des collectivités locales, à ras le sol, avec les moyens du bord, dans l'explosion des initiatives créatrices du peuple. La vigilance s'impose à l'égard de la tentation des dirigeants à édicter des normes, mesures et comportements selon le barème de leurs options idéologiques et sans considération des traditions et du niveau de conscience des masses.

Pour nous, le développement dont on parle tant doit entraîner l'investissement de tous les centres de pouvoir et de culture par les masses, faute de quoi il ne pourra servir qu'à renforcer les privilèges établis ou à en créer de nouveaux, à enrichir les plus riches et à appauvrir les plus pauvres. Le développement devra être autonome, fondé d'abord sur les potentialités de la communauté nationale, faute de quoi il ne pourra servir qu'à aggraver la sujétion d'Haïti aux puissances étrangères. L'étalement de la mendicité à la Duvalier n'est que le couronnement d'une vieille politique de quête auprès des puissances dominantes du capital international. Le développement devra aussi être solidaire, en ce sens qu'ancré dans la réalité nationale, il recherchera des solidarités multiples, agissantes et compatibles avec l'intérêt.

3 Une tâche historique

Conscientiser, mobiliser, animer, organiser les masses haïtiennes ; libérer et canaliser leur énergie créatrice en vue de la construction d'une nouvelle société en Haïti ; telle est, selon nous, la tâche historique de la gauche Haïtienne.

Pour être le catalyseur de ce changement radical de société, la gauche devra se lier étroitement aux masses et se faire reconnaître et adopter par celles-ci comme porteuse de leur espoir en un avenir meilleur. La gauche devra combiner une expérience concrète du pays profond à une connaissance rigoureuse des mécanismes du fonctionnement idéologique, culturel, politique, social et économique du pays en sorte qu'elle puisse concevoir et formuler des propositions originales et réalistes pour une nouvelle Haïti.

Les diverses formations politiques qui aujourd'hui se réclament de la gauche pourront-elles contribuer à l'édification de cette nouvelle gauche ? Cela dépendra de la capacité de chacune d'elles de réaliser en son sein les réajustements, les rectifications, voire les mutations nécessaires. Pour notre part, nous pensons que certaines exigences s'imposent de toute évidence :

— une rupture avec l'anarchie groupusculaire, avec le délire radical et verbal et irresponsable, avec les méthodes douteuses et les manoeuvres déloyales ;
— une réévaluation des analyses, des orientations, des stratégies et des actions à la lumière des nouvelles données de la situation haïtienne, telles que :
- l'émergence de nouvelles couches ouvrières ;
- l'étiolement des communautés paysannes et l'exode vers les centres urbains ;
- la paupérisation de larges couches de la petite bourgeoisie ;
- le gonflement de la masse des sans travail avec tout ce que cela implique de tension au sein de la société ;

— une prise en compte des nouvelles formes de combat développées ces dernières années en Haïti et des nouvelles forces (politiques) issues de la lutte politique en diaspora ;
— une volonté tenace de relier, dans la pratique, la lutte extérieure et intérieure ;
— un effort soutenu de formuler des propositions concrètes dont l'ensemble s'articulerait en un projet de société original, progressiste, réaliste et viable ;
— l'engagement politique public de personnalités crédibles susceptibles d'incarner ce projet de société aux yeux des masses, de rallier leur sympathie et leur confiance ;
— la mise au point d'une « stratégie à la fois radicale et patiente ».

Dans la diaspora, au sein de l'énorme concentration haïtienne à l'étranger, en particulier en Amérique du Nord, les groupes politiques ont pullulé et « champignonné », selon les hauts et les bas de la conjoncture, sans enracinement sérieux et sans pratique politique soutenue et concrète. Il est vrai que cette situation reflète et reproduit le vieux modèle traditionnel des « partis politiques » en Haïti, à savoir des formations éphémères surgissant aux époques de crise et servant de tremplin ou de masse de manoeuvre à des personnalités en quête d'ascension sur l'échiquier politique.

Quant aux organisations ou groupes se réclamant de la gauche, ils n'ont pas encore su ou pu se développer de manière à constituer un pôle d'attraction susceptible de rallier la majorité des patriotes haïtiens ayant des convictions *nationalistes, démocratiques et progressistes*. Cette majorité, disponible politiquement, demeure donc inorganisée tout en s'affairant dans toutes sortes de groupes, de cercles, de clubs ou de regroupements ad hoc, avec l'espoir d'initiatives mobilisatrices.

Dans la conjoncture actuelle où se manifestent à voix haute des couches de plus en plus nombreuses et conscientes dans l'émigration, nous du *Collectif Paroles*, nous sommes convaincus que *la tâche historique de l'opposition est de contribuer à susciter en Haïti un vaste mouvement national-populaire, démocratique et progressiste* capable de déboulonner ce régime universellement honni et ago-

nisant et de *mettre en chantier une autre Haïti d'union et de reconstruction nationales.*

Nous savons que malheureusement, il ne suffit pas de lancer des appels pour que s'opèrent des ralliements. Bien des initiatives unitaires ont déjà été lancées qui n'ont pas pu enrayer durablement la pulsion groupusculaire. Nous croyons cependant que, lors même que traînent encore dans le paysage — surtout en diaspora — les scories de la politique traditionnelle, des progrès certains ont été marqués dans la manière de concevoir et de faire de la politique et qui tendent à conférer à la lutte politique haïtienne une dimension nouvelle dont il reste encore à apprécier l'importance exacte.

Dans tous les cas, au bilan positif il faut inscrire en premier lieu les gains cumulatifs réalisés par les combattants du mouvement démocratique en Haïti durant les dix dernières années. Malgré les apparences, ce qui a été fait n'est pas perdu pourvu que l'on parvienne à poursuivre la lutte et à la pousser à un niveau de plus en plus élevé.

En second lieu, il convient de mentionner toute une série de facteurs qui ont contribué et contribuent à nourrir cette vision nouvelle des choses haïtiennes :
— le poids de l'émigration et la conscientisation en son sein de couches de plus en plus larges d'individus ;
— l'expérience politique et technique acquise à l'étranger par un nombre appréciable d'Haïtiens engagés dans la lutte pour la libération du pays ;
— le refus, diversement exprimé, des ornières politiciennes traditionnelles et surtout de la pratique personnaliste et autocratique du pouvoir ;
— enfin l'émergence au sein de la diaspora d'une volonté, encore confuse certes mais de plus en plus répandue, de voir se dégager, pardelà le dégoût qu'inspirent l'incurie des Duvalier et la rapacité des bourgeoisies locales, une solution nationale, crédible et unitaire.

Pour faire de cette vision une réalité palpable et agissante, il faut, selon nous, *l'unité d'action d'une coalition majoritaire* vouée à la mise sur pied de ce vaste mouvement national, à objectifs sociaux et politiques clairs, orientés vers les intérêts nationaux et populaires.

Cette coalition majoritaire qui regroupera toutes les forces nationalistes, démocratiques et progressistes de l'intérieur et de l'extérieur doit prendre racine et se constituer sur le sol national. Il n'est en effet pas raisonnable de penser que les forces politiques cantonnées à l'extérieur parviennent, à elles seules et par leurs seuls moyens, à déboulonner la dictature duvalérienne. Toutefois, la diaspora peut non seulement jouer son rôle premier de force d'appoint mais aussi contribuer notablement au déblocage de la situation haïtienne. Par contre, les difficultés sont telles que les forces intérieures n'arrivent pas encore à inscrire à l'ordre du jour un projet convaincant et à entreprendre des actions décisives susceptibles de déclencher une dynamique de lutte généralisée. La fécondation de la lutte intérieure est cependant une possibilité à la portée des oppositions extérieures dans la mesure où celles-ci parviennent à constituer des blocs politiques plus ou moins homogènes, assez attrayants par leurs propositions et imposants par la quantité et la qualité des adhésions qu'ils entraînent.

Tâche historique immédiate, la constitution de cette coalition majoritaire ne saurait cependant se faire d'un coup, dans un seul et même élan. Un regard objectif et critique sur l'état actuel du rapport de forces nous oblige à faire le constat de quelques obstacles non négligeables et qu'il faudra lever : les affrontements larvés entre oppositions extérieures, l'activisme politique tous azimuts, la carence sinon l'absence de projets crédibles, etc... Nous nous rendons à l'évidence que *la coalition majoritaire devra se constituer par étapes :*
— d'abord la fusion ou le regroupement dans le cadre d'une même structure des partis, groupes et personnalités ayant entre eux des affinités idéologiques, politiques ou des liens historiques. Ce qui donnerait naissance à des blocs politiques plus ou homogènes ;
— dans un deuxième temps s'engageraient de sérieuses négociations entre les représentants mandatés de ces blocs en vue de constituer une coalition majoritaire sur la base d'une collaboration réaliste et responsable comportant la mise au point de plans de travail pour un contrat de collaboration, de gestion des problèmes de la lutte commune et d'un programme minimum de sauvetage du pays après Duvalier.

4 Dans la mêlée, nos principales voies de travail.

Nous du *Collectif Paroles*, sommes convaincus que la constitution, sur le sol national et dans l'émigration, de cet ample mouvement national, populaire, démocratique et progressiste est la voie la plus sûre pour, dans un proche avenir, débarrasser le pays de la gangrène duvaliériste et, du même coup barrer la route à toute imposture néoduvaliériste.

Le Collectif Paroles est disposé, comme il l'a d'ailleurs déjà fait, à participer à des discussions, rencontres, démarches avec les partenaires intéressés en vue de travailler à l'éclosion de cette coalition majoritaire.

Tout en nous inscrivant à part entière dans la réalisation de la tâche historique qu'impose la conjoncture, nous croyons devoir en même temps poursuivre et consolider notre propre action et maintenir notre indépendance en tant qu'organe d'opinion sans céder aucunement de notre liberté de critique. Les limites que nous imposeront les exigences de la lutte nationale s'arrêteront au seuil du silence tactique. Elles n'iront jamais en deça de la vérité.

Le Collectif Paroles se veut un groupe de réflexion, de production intellectuelle, d'animation idéologique et d'initiatives politiques. Nous l'avons dit en maintes circonstances, nous le réaffirmons aujourd'hui. Loin du théâtre principal avec des ressources et des moyens limités, le *Collectif Paroles* se refuse obstinément à se constituer en parti politique non par peur d'assumer des responsabilités politiques mais par réalisme politique. À notre avis, un parti politique de plus ne ferait qu'aggraver la dérision de l'anarchie groupusculaire.

Nous nous acharnons, par contre, à faire tout ce qui est à notre portée ici et maintenant : contribuer au renouvellement des idées sur les choses haïtiennes ; à la clarification des questions d'ordre politique et culturel ; à la production d'études ponctuelles et précises ; à la diffusion de propositions susceptibles d'alimenter le projet de société porteur de nos espérances.

Par la critique, les analyses, la mise au point de dossiers, par les rencontres avec des individus et des groupes, par les discussions, les tentatives de rapprochement des tendances homologues, par la participation à des activités diverses, nous entendons affirmer notre présence au coeur de la lutte tout en réalisant notre cohésion et en développant le courant idéologique et politique que porte notre projet.

Nous ne prétendons nullement être audessus de la mêlée, mais dans la mêlée, tout en gardant notre autonomie de moyens et en exerçant une vigilance critique pour dire ce que les autres ne disent pas. Nous voulons presser les prétendants aux responsabilités dirigeantes à répondre à des questions précises sur des situations concrètes qui se vivent en Haïti ; les amener à exposer leur vision de la société, de l'organisation du pays ; à se prononcer sur des problèmes qui ne sont pas le fait de la seule gestion duvaliériste.

Nous sommes intéressés à monter des dossiers précis, avec l'aide de militants de l'intérieur, sur les responsabilités des individus, haïtiens et étrangers nommément désignés, dans les scandales, les politiques désastreuses, les malversations et détournements des fonds publics, etc. Nous entendons rompre avec les habitudes qui consistent à bavarder tout notre saoûl, en privé, dans les salons, des méfaits des dirigeants haïtiens, des concussionnaires, des flibustiers de la bourgeoisie, sans souci d'une dénonciation publique, documentée et rigoureuse.

Nous voulons rompre avec les lamentations, les discours démagogiques, les niaiseries politiciennes, l'activisme creux. Nous sommes ouverts aux paroles incisives et décapantes qui *disent la vérité sur le pays* et qui ouvrent des perspectives sur l'avenir ; qui établissent de grandes orientations mais aussi des évaluations précises.

Enraciné surtout dans la diaspora, le *Collectif Paroles* déploie ses activités dans l'émigration, qui constitue le lieu immédiat des rencontres, des échanges, des confrontations et

des initiatives. Mais *c'est l'intérieur qui représente le point de départ et de d'arrivée, le terrain principal, le lieu de vérification et de fécondation de notre parole.* Dès lors, nous nous soucions de coller le plus possible à la situation réelle du pays en recherchant tous les points d'émergence de la contestation intérieure pour l'amplifier, lui renvoyer l'écho de notre solidarité et lui apporter notre aide multiforme.

Conscients de la faiblesse et des limites de nos moyens et de nos ressources, nous en appelons à tous ceux et celles qui veulent se joindre à nous car les tâches sont nombreuses, diverses, immenses, lourdes. Nous accueillerons volontiers toute offre de collaboration sur chacune ou sur l'ensemble de nos initiatives.

Encore une fois notre parole se veut véritablement collective. Nous la répéterons inlassablement, nous l'amplifierons patiemment, obstinément jusqu'à ce que nous débouchions enfin sur l'action collective concrète, historique qui nous mette en réelle harmonie avec les espérances de notre peuple.

Nous étions sous presse quand la nouvelle d'une invasion d'Haïti conduite par Bernard Sansaric nous est parvenue. C'était dans la semaine du 10 janvier. Depuis les rumeurs les plus contradictoires, les « bruits » les plus insolites occupent l'attention des divers points de l'émigration.

Au moment où nous rédigeons cette note, le 17 janvier, l'Agence France Presse vient d'annoncer que Bernard Sansaric ainsi que 24 de ses compagnons ont été ramenés à Miami pour être inculpés de « violation des lois de la neutralité américaine ».

Il est encore trop tôt pour prendre la mesure de cet événement, encore moins pour en tirer des leçons. Toutefois, il y a une certitude qui semble se dégager avec force : l'administration Reagan n'est pas favorable à une opération destinée à renvoyer le régime corrompu de Jean Claude Duvalier.

Aussi, par delà le soutien que l'on peut donner à toute tentative visant à un « déblocage » de la situation en Haïti — encore que la preuve est faite : la chute de Duvalier ne peut être l'oeuvre d'un individu, d'un groupe isolé, — il y a lieu de continuer à se battre résolument pour bâtir une opposition basée sur l'adhésion agissante de larges couches de la population.

Cette nouvelle opposition, elle seule, rassemblant les forces démocratiques tant du pays que de la diaspora, sera apte à trouver les moyens invincibles pour « déboulonner » la dictature de Duvalier, universellement honnie.

DIFFUSION GÉNÉRALE

B.P. 6,
Station Outremont
Montréal, Québec
Canada H2V 4M6

QUÉBEC :

Agence du livre français
1246 Saint-Denis
Montréal, Qué. Canada

Librairie Hachette
554 Sainte-Catherine E. 842-3857
Montréal, Qué. Canada

Librairie Renaud-Bray
5219 Côte-des-Neiges 342-1515
Montréal, Qué. Canada

Librairie haïtienne de Montréal
5118 est, rue Jean-Talon
Saint-Léonard (Québec)
H1S 1K7

Disco-mini
67, Beaubien Est, 270-9316
Montréal, Qué. Canada

Mouvement Fraternité Haïti-Québec
1592, av. de l'Église 768-0953
Montréal, Qué. Canada

Bureau de la communauté
chrétienne des Haïtiens
de Montréal
6970 Marquette, 725-9508
Montréal, Qué. Canada

USA :

Haitian Book Centre
Post Office, Box 324
East Elmhurst, N.Y. 11369
USA.

FRANCE :

L'Harmattan
18, rue des Quatre-Vents
75006, Paris

BELGIQUE

Pierre-Renaud Darguste
25, rue Tenbosch,
1050 Bruxelles, Belgique.

SUISSE

Centre haïtien de
Recherche
C.P. 125-1211
Genève 12 CCP 12-23437
Suisse

HAITI

Société antillaise de Culture
44, chemin des Dalles
Port-au-Prince.

• Un choix de développement : Barrages hydro-électriques ou production agricole

le Comité français de défense des Droits de l'Homme en Haïti

Le Comité français de défense des droits de l'homme en Haïti porte à notre connaissance le document ci-joint. Il s'agit d'une étude technique relative à un projet d'équipements hydro-électriques qui, s'il se réalise, se fera aux dépens de la population d'une région des plus fertiles d'Haïti, un des pays les plus pauvres des Pays les Moins Avancés, selon la classification de l'ONU.

Dans une conjoncture internationale que beaucoup s'accordent à qualifier de grave, alors que huit cent millions d'être humains souffrent de la faim, nul ne peut éluder la question fondamentale des choix pour l'avenir : choix de modèles de production, de savoir, de pouvoir et de développement.

Pour Haïti, le projet étudié ici, pose clairement celui d'un choix entre deux modèles de développement :

- le premier misant, par la construction de barrages producteurs d'énergie, sur une *industrialisation de sous-traitance* orientée vers l'extérieur ;

— le second misant sur une intensification de la *production agricole vivrère* et sur une décentralisation de la production énergétique et industrielle.

L'étude montre que la construction des barrages entraînera un déficit agricole correspondant annuellement à l'alimentation de soixante mille personnes environ. Elle met en relief un certain nombre de conséquences sociales et économiques très graves.

Introduction

Dans la Liste des « Pays en Voie de Développement » selon l'expression admise par les institutions internationales, trente et un sont classés dans une catégorie spéciale, celle des « Pays les Moins Avancés » (P.M.A.) (c'est-à-dire les plus en difficultés) que la récente conférence de Paris (septembre 1981) a contribué à faire mieux connaître à l'opinion. Ces P.M.A. ont tous en commun « Leur extrême pauvreté qui met en relief leur vulnérabilité et hypothèque leur développement » (*Le Monde* du 2 septembre 1981). Parmi eux on compte des grands états continentaux mais aussi des petits pays insulaires, notamment Haïti, qui nous intéresse ici, première république noire du Nouveau Monde, pays le plus sous-développé des deux Amériques (cf. carte de situation).

Connue depuis longtemps comme un pays de famine (« Haïti, terre sans pain » titrait en première page *Le Monde* du 19 août 1977), la République d'Haïti voit, depuis quelques temps, sa situation socio-économique se dégrader très rapidement. Paul MORAL [1] n'écrivait-il pas récemment : « *On est passé en quelques années de l'inquiétude à l'angoisse* ».

La population d'Haïti atteint environ 5 millions d'habitants ce qui se traduit dans ce pays au relief extrêmement tourmenté par une densité voisine de 550 habitants/km² de terre cultivable. Pas de ressources pétrolières, peu de ressources minières et pas de grande réserve d'espace prometteuse pour la biomasse : rien ! L'agriculture emploie 85 % des Haïtiens. La vocation agricole du pays est donc nettement affirmée. Mais les conditions naturelles, l'érosion catastrophique en particulier, surajoutées à la conjoncture économique défavorable font que la paupérisation et le déficit alimentaire vont croissant.

C'est dans ce contexte qu'il nous faut examiner de près les projets d'édification de barrages hydro-électriques dans la vallée de l'Artibonite la plus fertile du pays et la plus propice à une intensification agricole. Ces projets et barrages ont en particulier pour objectif de satisfaire la demande énergétiquie croissante des industries de sous-traitance installées dans la « zone franche » de Port au Prince.

Il est certain que l'utilisation du sol et la vocation de la terre constituent des thèmes cruciaux de réflexion pour les choix d'options à venir.

Ils sont en conséquence des points prioritaires sur lesquels vont porter les enjeux du développement. Ce que nous proposons de mettre en balance ici, c'est d'une part l'électricité produite par les barrages et destinée essentiellement aux industries de sous-traitance de la capitale, et d'autre part le manque à produire agricole (et donc le manque à manger puisque la vallée ne produit pas de denrées d'exportation), conséquence inéluctable de l'engloutissement de milliers d'hectares de terres fertiles sous les eaux des retenues.

NOTES

[1] Paul MORAL est l'auteur d'un ouvrage de référence sur la vie rurale en Haïti : « Le Paysan haïtien ». ÉD. Maisonneuve et Larose. 1961. Paris.

Chapitre I : présentation du cadre du problème

1. SITUATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Il est d'usage de caractériser le « niveau de développement » d'un pays à travers l'énumération d'un certain nombre d'indicateurs le plus souvent de nature macro-économique. Pour permettre des comparaisons, nous essaierons de mettre en parallèle les mêmes indices pour plusieurs pays voisins d'Haïti, géographiquement ou économiquement, et nous prendrons deux dates pour faire ressortir l'évolution dans le temps de ces indices. Le tableau ci-dessous, tiré du « *Rapport sur le développement dans le monde* » de la Banque Mondiale (1978-1980-1981) donne cette idée comparative de la situation générale d'Haïti.

	Haïti	Jamaïque	Cuba	Guatemala	Haute Volta
Superficie (x 1000km2)	28	11	115	109	274
- PNB/habitant 1979 $	260	1260	1410	1020	180
- Croissance moyenne par an en % 1960-1979	0,2	1,7	4,4	2,9	0,3
- Population (en millions)	4,9	2,2	9,8	6,8	5,6
- Taux annuel d'accroissement 1960-1970	1,5	1,4	2,0	2,8	1,6
1970-1979	1,7	1,6	1,4	2,9	1,6
Taux d'alphabétisation des adultes 1960	15	82		32	2
1976			96		
Espérance de vie 1979	53	71	72	59	43
Taux d'accroissement du P.I.B. - 1960-1970	- 0,2	4,5	1,1	5,6	3,0
1970-1979	4,0	- 0,9	6,0	5,9	- 0,1
Apport journalier de calories/hab. (1977)	2100	2660	2720	2156	1875
Id. en % des besoins	93	119	118	98	79
Nb d'habitants pour un médecin 1960	10600	2600	1200	4410	58950
1977	5940	3520	1100	2490	55770

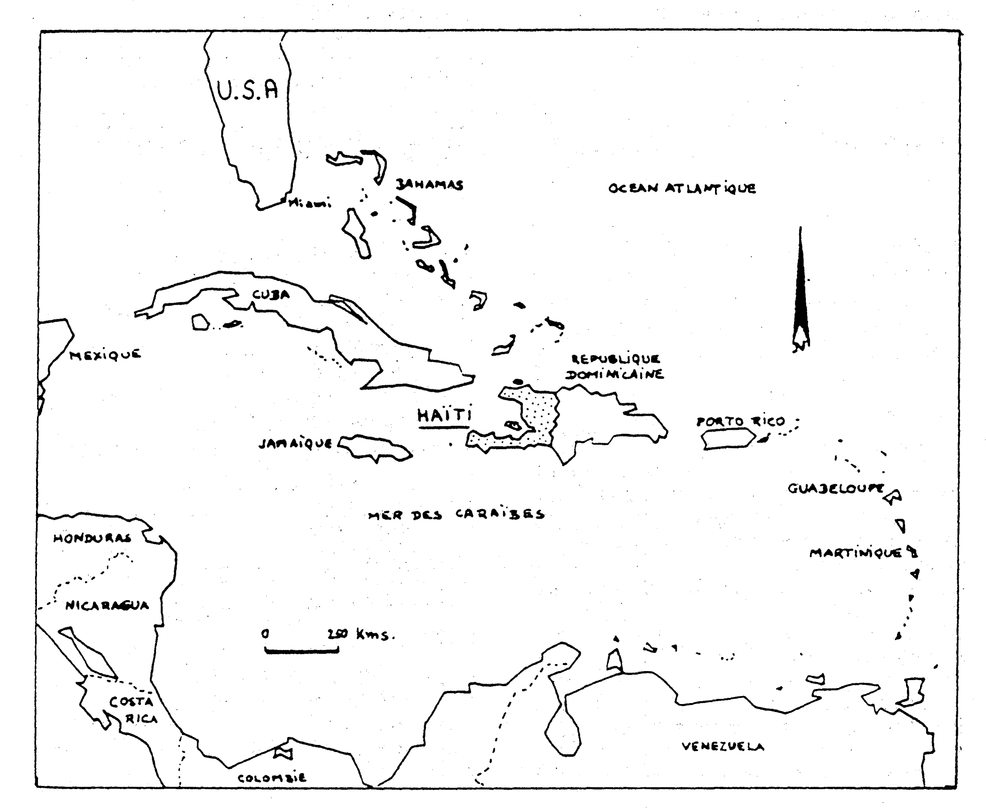
2. LE SECTEUR AGRICOLE

Les ressources du pays en terres agricoles sont très faibles puisque 63 % de la superficie totale du pays se trouvent sur des pentes supérieures à 20 %.

La distribution des 28 000km² de la République d'Haïti s'effectue à peu près comme suit :

— Terres cultivées .... 1 000 000 ha
terres cultivées
en montagne (750 000 ha)
terres cultivées
en plaine (250 000 ha)
(dont 70 000 ha irriguées)
— Pâturages .... 500 000 ha
— Forêts .... 200 000 ha
— Terres incultes .... 1 070 000 ha
— Autres affectations
(routes, villes, eaux) 30 000

De la même façon que nous avons essayé de présenter des indicateurs de « niveau de développement » par rapport à d'autres pays, nous présentons ici, pour le secteur agricole spécifiquement les indices de comparaison de l'agriculture haïtienne avec celles de la Jamaïque, Cuba, Guatemala, Haute Volta, ensemble des « pays développés » (en moyenne) et ensemble des « pays en voie de développement » (en moyenne). Voir tableau ci-après.



3. LES PROJETS D'AMÉNAGEMENTS HYDRO-ÉLECTRIQUES SUR L'ARTIBONITE

Un projet d'inventaire des ressources hydrauliques d'Haïti a été entrepris par la firme « LGL et Ass. »[1] en 1975 en liaison avec le gouvernement haïtien, l'Électricité d'Haïti (E.D.H.) et l'Agence Canadienne de Développement International (A.C.D.I.).

Dans le rapport d'étude de juin 1976[2], quatre sites sont identifiés pour l'installation de barrages hydro-électriques sur la rivière Artibonite, leurs caractéristiques, pour un facteur de sur-équipement de 1,8 relevées dans le tableau suivant.

Depuis 1976, les études se poursuivent sur le terrain pour l'élaboration des avant-projets notamment des sites de Verrettes et la Chapelle. Ce dernier site fait déjà l'objet d'un appel d'offres et un financement est prévu par la Banque Inter-américaine de développement (B.I.D.)

Commune ou lieu dit	Site (3)	Hauteur de chute (M)	Coût total mio $ (4)	Puissance disponible KW	Coût ($) par KW (4)	Superficie inondée par la retenue (ha)
Verrettes	A 108,1	20,0	34,4	20 936	1 645	2 750
La Chapelle	A 139,9	25,0	37,5	25 285	1 431	1 100
Garçon pa Chita	A 166,0	12,4	26,3	11 850	2 216	500
Mirebalais	A 176,7	19,0	28,7	16 982	1 687	410

INDICES DE COMPARAISON DE L'AGRICULTURE HAITIENNE AVEC CELLES D'AUTRES PAYS (Source : Production Yearbook of FAO 1978)

	HAITI	Jamaique	Cuba	Guatemala	Haute-Volta	Pays développés EM (*)	Pays en développement EM
Superficie Totale (1000 ha)	2.775	1.099	11.452	10.899	23.604	-	-
Surfaces irriguées	70	32	700	64	2	-	-
Population totale (x1000)	4.784	2.115	10.100	6.021	5.986	-	-
PEA en agriculture (*)	1.647	158	753	1.030	2.647	-	-
PEA agricole/PEA totale (%)	68.2	22.3	24.6	56.1	82.6	-	-
Pop. agricole	3.263	471	2.488	3.378	4.944	-	-
Surface récoltée (1000 ha) RIZ	45	6	220	11	40	-	-
Rendement (Kg/Ha)	2.333	1.000	2.091	2.297	788	5.472	2.106
Production (1000 TM)	105	6	460	26	32	-	-
Surface récoltée (1000 ha) MAIS	260	13	76	522	150	-	-
Rendement	962	769	1.250	1.454	673	5.400	1.339
Production	250	10	95	760	101	-	-
Surface récoltée (1000 ha) SORGHO	200	-	1	35	1.100	-	-
Rendement	775	-	1.100	895	565	3.214	1.005
Production	155	-	1	32	621	-	-
Disponibilités alimentaires							
Cal/Pers./Jour	2.040	2.663	2.636	2.166	1.997	3.329	2.219
Prot./pers./Jour	49.1	70.5	68.8	57.8	63.8	96.4	55.4

(*) P.E.A. : Population économiquement active
(*) E.M. : En moyenne

NOTES

1 Lalonde, Girouard, Letendre et associés Ltée - Ingénieurs conseils 1400 ouest, rue Sauvé, suite 214. Montréal. Canada.

2 Potentiel hydro-électrique de la rivière Artibonite. Lalonde, Girouard, Letendre et associés Ltée. Projet d'inventaire des ressources hydrauliques. Agence canadienne de développement international. République d'Haïti. Juin 1976.

3 Identification des sites : A pour Artibonite suivi du kilométrage du site depuis l'embouchure du fleuve.

4 Les coûts sont en dollars américains à la valeur du dollar en juin 1976.

Chapitre II : Les projets de barrages hydro-électriques de La Chapelle et de Verrettes

1. LE PROJET DE BARRAGE DE LA CHAPELLE

Pour ce projet nous disposons de données postérieures à 1976, elles proviennent d'un rapport d'étude de 1979 de la Société « L.G.L. et ass. ».

1.1 - Description

«Le barrage est un ouvrage en terre d'une longueur et d'une largeur en crête respectivement de 547 mètres et de 8 mètres. Sa hauteur maximale à partir du fond de la rivière est de 31 mètres. » À son extrémité en rive droite il ferme la vallée en s'appuyant sur une butte d'alluvions, à son extrémité gauche il s'appuie sur la structure en béton de l'évacuateur de crues, de 50 mètres de longueur. Cette structure porte la centrale, immédiatement sur la rive gauche.

La centrale est prévue pour fonctionner au fil de l'eau, l'énergie produite sera donc directement fonction du débit du fleuve, le réservoir n'aura pas un rôle de régulateur de la production.

1.2 — Caractéristiques du site

— Cote du bief amont	*82,5 m*
— Cote moyenne de restitution aval	*57m*
— Hauteur de chute brute	*25,5 m*
— Superficie inondée	*1100 ha*
— Débit garanti 93 % du temps	*65 m³/s*
—Débit d'équipement	*130 m³/s*

1.3 — Production

— Puissance installée	28,6 MW
— Puissance de base	14,3 MW
— Production annuelle moyenne	147 GWh
— Production garantie moyenne	122 GWh

1.4 — Coûts de construction (en dollars américains 1979)

Génie civil	$ 23 776 900
Mécanique et électricité	15 000 000
	38 776 000
Ingénérie 15 %	$ 5 816 535
Imprévu 5 %	1 938 845
Expropriations	700 000
	47 232 280
Coût du kilowatt installé	1 652

Note : « Cette estimation ne comprend pas le coût de financement, le coût de la ligne de transport d'énergie, ni le coût de la remise en état de la route existante conduisant à La Chapelle, estimée à 700 000 $ ».

2. LE PROJET DE BARRAGE À VERRETTES

Pour ce projet, les données présentées proviennent du rapport de 1976 de la société L.G.L. et ass.

2.1 - Description

Le barrage est un ouvrage en terre de 455 mètres de long qui ferme la vallée en rive gauche. À son extrémité droite il s'ap-

puie sur une structure en béton d'un peu moins de 200 mètres de long portant la centrale électrique, un déversoir dans le lit de la rivière et un évacuateur de crues. Le barrage est prévu pour fonctionner au fil de l'eau (même procédé qu'à La Chapelle).

2.2 — Caractéristiques du site

— Cote du bief amont	47,9 m
— Cote moyenne de restitution aval	27,9 m
— Hauteur de chute brute	20 m
— Superficie inondée de la cote 47,9 m	2750 ha
— Débit garanti 93 % du temps	68 m³/s
— Débit d'équipement préconisé (correspondant à un facteur de sur-équipement de 1,8 par rapport à l'installation de base)	122,2 m³/s

2.3 — Production

— Puissance maximum disponible	20,94 MW
— Puissance de base	11,64 MW
— Production moyenne garanti par an	100 GMh

2.4 — Coûts de production

Génie civil	$ 13 975 100
Mécanique et électricité	9 538 200
	23 513 300
Imprévu plus 25 %	$ 5 878 300
Ingénérie plus 15 %	3 527 000
Coût d'expropriation	1 512 000
Coût total	34 430 600
Coût du Kilowatt installé	1645

3. CALENDRIER D'EXÉCUTION

La construction d'un barrage, depuis la préparation de l'avant projet définitif jusqu'à l'installation des alternateurs, s'étale sur cinq années. Étant donné l'avancement actuel du processus, il semble que la construction du barrage de La Chapelle pourrait se situer entre les années 1982 et 1988, et que celle du barrage de Verrettes pourrait suivre de très près.

En conséquence, des transformations économiques et sociales (à commencer par les expropriations des terres agricoles) sont imminentes et il est urgent qu'un débat soit ouvert, notamment avec la population, pour discuter de l'opportunité des projets hydro-électriques.

Chapitre III : étude de l'opportunité hydro-électrique de La Chapelle et de Verretttes

1. POSITION DU PROBLÈME

Les projets de barrages de La Chapelle et de Verrettes auront pour conséquence l'inondation de régions dont la vocation agricole et la fertilité sont reconnues :

— La plaine de Désarmes (zone inondable du barrage de Verrettes) avait en effet été choisie pour l'implantation d'un « *Îlôt de développement* » par le Secrétariat technique des Îlôts de Développement (STID)[1]. La structure de l'Îlôt de Développement de Désarmes a effectivement fonctionné de 1976 à 1980.

— Les documents[2] de l'Organisme de Développement de La Vallée de l'Artibonite (O.D.V.A.) comportent un projet de remise en valeur du système d'irrigation « Mory » qui porterait la surface irriguée de la région de Désarmes d'environ 250 hectares à près de 650 hectares.

— Le rapport[3] de la Banque Mondiale de 1978 concernant la situation économique actuelle d'Haïti et ses perspectives recommande l'intensification de l'effort de développement agricole des régions de plaine hautement productives (en particulier de La Vallée de l'Artibonite), une telle mesure étant jugée indispensable pour la réussite des programmes généraux de lutte contre l'érosion et de mise en valeur du milieu naturel en général.

La population des régions inondables est constituée de petits paysans, petits propriétaires et fermiers. Le morcellement de la propriété y est très important et la taille des parcelles est réduite. Tous les travaux agricoles sont faits manuellement. L'exploitation des sols est intensive et toute la terre cultivable est cultivée.

— Les possibilités de déplacement des populations sont limitées, les montagnes voisines sont peu fertiles, difficiles à cultiver, sujettes à l'érosion... et de surcroît déjà surpeuplées.

Figure 1 - Schéma de la démarche suivie pour l'estimation du manque à produire agricole lié aux projets hydroélectriques.

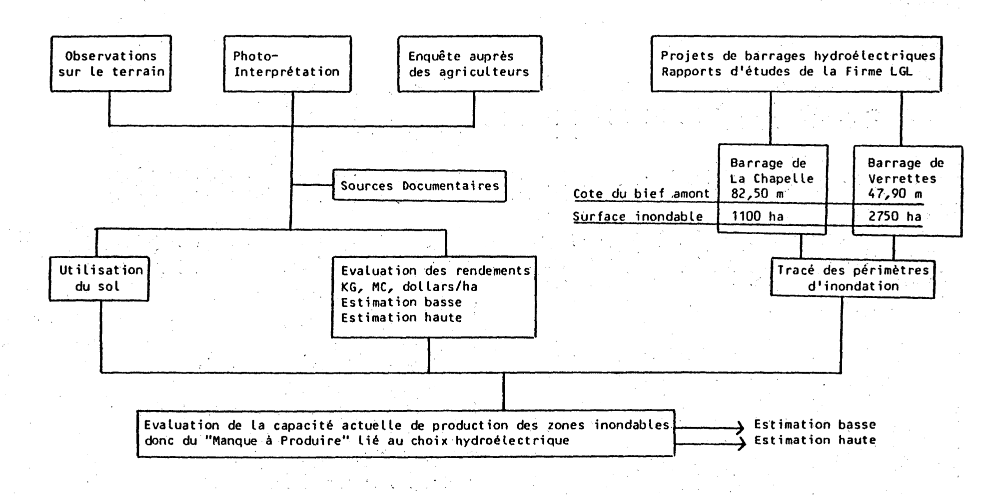


Tableau 1 - Répartition des cultures principales de la zone inondable du barrage de La Chapelle

Cultures	Proportion de la surface	Superficie ha
Association, Maïs, Petit Mil, Pois Congo	2/3	733
Patate douce	1/3	367
TOTAL	1	1100

— Aucune irrigation à l'aval du barrage de La Chapelle n'est mentionnée dans le projet alors qu'une possibilité semble topographiquement exister, mais on conçoit difficilement la réussite d'une opération de migration accompagnant un éventuel projet d'irrigation étant donnée la complexité des problèmes fonciers de ce secteur et la forte densité de population de la vallée, de Deslandes à Savane à Roches.

— Le barrage de Verrettes n'apporte aucune possibilité supplémentaire d'irrigation par rapport à la prise sur berge de Canneau existant à l'aval.

Quelles que soient les solutions envisagées relatives au déplacement des populations (à condition que la question soit effectivement posée), les projets de barrages comportent une conséquence irréductible : la destruction d'une ressource alimentaire dans un pays déjà déficitaire.

Quel volume de production agricole disparaîtra suite à ces projets de barrages, et quelles seront les conséquences profondes pour la région et l'économie du pays en général ?

2. LE MANQUE À PRODUIRE [4] À LA DESTRUCTION DE LA RÉGION AGRICOLE DE LA BASSE VALLÉE DE L'ARBONITE

2.1 - La démarche suivie pour l'estimation

Il s'agit de faire un diagnostic rapide pour répondre à l'urgence du problème et pour cela nous avons suivi la démarche présentée à la figure 1.

2.2 - Les systèmes de culture et l'utilisation du sol

Nous avons considéré les cultures les plus couramment pratiquées, les tableaux 1 et 2 et la carte annexe donnent une idée de l'utilisation du sol.

2.3 - L'estimation des rendements

2.3.1 - Les unités choisies

Il est important quand on chiffre une donnée telle que la production agricole d'une région d'utiliser des unités qui permettent des comparaisons et une interprétation rapide des résultats.

Nous avons choisi de traduire les rendements (exprimés en Kg/ha) en Méga Calories/ha (1 MC = 100 000 de Calories) afin de chiffrer le nombre de rations alimentaires annuelles actuellement fournies par les zones inondables. En se basant sur les normes proposées par la F.A.O. pour l'Amérique Latine en 1952, soit 2200 Cal/individu-/jour, on calcule la ration annuelle par individu : 2000 Cal/jour × 365 jours = 803 000 Cal ou 0,803 MC.

Tableau 2 - Répartition des cultures principales de la zone inondable du barrage de Verrettes.

	Cultures	Superficie ha
Cultures irriguées	Rotation principale sur une année : - Riz, haricot, Maïs Variantes : - Riz, haricot, patate douce - Riz, patate douce, maïs - Riz, riz - Canne à sucre	430 40
Cultures de Lagons (1)	- Riz, riz } 70 % de la - Riz, patate douce } surface - Maraicages (30 % de la surface)	140 63
Cultures pluviales	Association - Maïs, petit Mil, Pois Congo (2/3 de la surface) - Patate douce (1/3 de la surface)	 1385 692
TOTAL		2750

Tableau 3 - Valeur énergétique et prix des produits agricoles

Produit	Valeur énergétique Cal/Kg (*)	Prix dollars/tonne Janvier-Février 1981
Maïs................	3610	360
Petit Mil..........	3420	231
Pois Congo.........	3370	352
Patate douce.......	1160	93
Manioc (farine)....	3200	160
Riz (Paddy)........	2600	360
Haricot............	3370	877

(*) Note : Les valeurs énergétiques des aliments proviennent de la "Table de composition d'aliments pour Haïti", document du Bureau de Nutrition du Département de la Santé publique et de la Population, et du DARNDR. Port au Prince. Mai 1965.

Nous avons également évalué le produit brut par hectare en dollars d'après les prix moyens de janvier-février 1981 observés sur le marché local de Désarmes afin de faire des comparaisons entre projet énergétique et projet agricole sur le plan financier.

2.3.2 - Les estimations de l'O.D.V.A. pour la Vallée de l'Artibonite [5]

À partir des rendements en tonnes métriques/ha donnés pour les principales cultures de la Vallée de l'Artibonite dans le document intitulé « *Plan de développement de la Vallée de l'Artibonite* », nous avons composé le tableau 4 :

En culture pluviale, l'association de cultures « Maïs, Petit Mil, Pois Congo » est la plus courante. En culture irriguée, on pratique couramment deux à trois cultures successives par an :
Maïs - riz - haricote ou Riz-riz ; ou Riz-patate douce.

2.3.3 - Les rendements observés dans 29 parcelles des zones inondables

Nous avons interrogé un échantillon d'agriculteurs [6] sur leurs rendements de l'année écoulée (mars 1980 à mars 1981).

Les rendements observés traduits en Mc/ha/an et en S/ha/an [7] sont donnés dans les tableaux 5, 6, 7 et 8.

Tableau 4 - Rendement annuel estimé des principales associations ou rotations annuelles de cultures de la Vallée de l'Artibonite D'après O.D.V.A. (1979-1980)

CULTURE PLUVIALE													
Maïs			Petit Mil			Pois Congo			Patate douce			Total	Total
Kg/ ha	MC/ ha	$/ ha	Kg/ ha	MC/ ha	$/ ha	Kg/ ha	MC/ ha	$/ ha	Kg/ ha	MC/ ha	$/ ha	MC/ha/an	$/ha/ an
1100	4,0	396	2300	7,9	531	500	1,7	176				13,6	1103
1100	4,0	396	2300	7,9	531	500	1,7	176	5000	5,8	465	19,4	1568
									5000	5,8	465	5,8	465

CULTURE IRRIGUEE													
Maïs			Riz			Haricot			Patate douce			Total	Total
Kg/ ha	MC/ ha	$/ ha	Kg/ ha	MC/ ha	$/ ha	Kg/ ha	MC/ ha	$/ ha	Kg/ ha	MC/ ha	$/ ha	MC/ha/an	$/ha/ an
1800	6,5	648	2800	7,3	736	900	3,0	789				16,8	2173
			(2) 5600	14,6	1472							14,6	1472
			2800	7,3	736				8800	10,2	818	17,5	1554

Tableau 5 - Production agricole annuelle/ha de la région inondable du barrage de *La Chapelle*.
Résultats exprimés en Kg, Méga Calories et dollars US pour les deux types principaux de jardins :
1) Association Maïs, Petit Mil, Pois Congo, Manioc
2) Patate douce

N° de parcelle	Maïs			Petit Mil			Pois Congo			Manioc (farine)			Patate douce			Total	Total
	3160 Cal/Kg			3420 Cal/Kg			3370 Cal/Kg			3200 Cal/Kg			1160 Cal/Kg				
	360 $/TM			231 $/TM			352 $/TM			160 $/TM			93 $/TM				
	Kg/ ha	MC/ ha	$/ ha	Kg/ ha	MC/ ha	$/ ha	Kg/ ha	MC/ ha	$/ ha	Kg/ ha	MC/ ha	$/ ha	Kg/ ha	MC/ ha	$/ ha	MC/ ha/an	$/ha/ an
1	540	1,95	194	1360	4,65	314										6,6	508
3	1015	3,66	365	675	2,31	156	76	0,26	27	217	0,69	35				6,92	583
4	3160	11,41	1138	2640	9,03	610	132	0,44	46							20,88	1794
6	3160	11,41	1138	2100	7,18	485	146	0,49	51	756	2,42	121				21,50	1795
7	676	2,44	243	591	2,02	137	63	0,21	22							4,67	402
8	3690	13,32	1328	1890	6,46	437	116	0,39	41							20,17	1806
9	3160	11,41	1138	2640	9,03	610	177	0,60	62							21,04	1810
10	4900	17,69	1764	2180	7,46	504	95	0,32	33							25,47	2301
2													4175	4,84	388	4,84	388
5													6975	8,09	649	8,09	649
11													5440	6,31	506	6,31	506

Tableau 6 - Production agricole annuelle/ha de la région inondable du barrage de *Verrettes*.
Résultats exprimés en Kg, Méga Calories et dollars US pour les trois principaux types d'utilisation du sol en *culture irriguée*.

	N° de parcelle	Riz (paddy)			Maïs			Haricot			Patate douce			Total	Total
		2600 Cal/Kg			3610 Cal/Kg			3370 Cal/Kg			1160 Cal/Kg				
		263 $/TM			360 $/TM			877 $/TM			93 $/TM				
		Kg/ha	MC/ha	$/ha	Kg/ha	MC/ha	$/ha	Kg/ha	MC/ha	$/ha	Kg/ha	MC/ha	$/ha	MC/ha/an	$/ha/an
Rotation annuelle typique	1	3380	8,8	889	1350	4,9	484	845	2,8	741				16,5	2114
	2	4750	12,3	1249	1685	6,1	607	2025	6,8	1776				25,2	3632
	9	3380	8,8	889	1265	4,6	455	675	2,3	592				15,7	1936
	15	2530	6,6	665	1690	6,1	608	1690	5,7	1482				18,4	2755
Variantes	3	1690	4,4	444				338	1,1	296	1305	1,5	121	7,0	861
	14	2200	5,7	579	1455	5,3	524				4200	4,9	391	15,9	1494
Cultures	10	6900 (1)	17,9	1815										17,9	1815
de	16	1860 (1)	4,8	489										4,8	489
lagons	17	1350	3,5	355							3490	4,0	325	7,5	355

(1) Deux récoltes par année

Tableau 7 - Production agricole annuelle/ha de la région inondable du barrage de *Verrettes*.
Résultats exprimés en Kg, Méga Calories et dollars US pour les jardins *cultivés en canne à sucre* (environ 10 % de la surface irriguée).

N° de parcelle	Patate Douce			Canne à sucre			Total	Total
	1160 Cal/Kg			388 Cal/Kg				
	93 $/TM			10 $/TM				
	Kg/ha	MC/ha	$/ha	Kg/ha	MC/ha	$/ha	MC/ha/An	$/ha/An
5				50000	19,4	500	19,4	500
6				62000	24,0	620	24,0	620
18	1745	2,0	162	27900	10,8	279	12,8	441

Tableau 8 - Production agricole annuelle/ha de la région inondable du barrage de *Verrettes*. Résultats exprimés en Kg, Méga Calories et dollars US pour les jardins des *zones non irriguées*.

N° de parcelle	Maïs			Petit Mil			Pois Congo			Patate douce			Total	Total
	3610 Cal/Kg			3420 Cal/Kg			3370 Cal/Kg			1160 Cal/Kg				
	360 $/TM			231 $/TM			352 $/TM			93 $/TM				
	Kg/ha	MC/ha	$/ha	Kg/ha	MC/ha	$/ha	Kg/ha	MC/ha	$/ha	Kg/ha	MC/ha	$/ha	MC/ha/an	$/ha/an
7	1475	5,3	531	763	2,6	176	338	1,1	119				9,0	826
10	560	2,0	202	177	0,6	41							2,6	243
11	526	1,9	189	313	1,1	72							3,0	261
12	2845	10,3	1024	1180	4,0	273	190	0,6	67				14,9	1364
13	1685	6,1	607	1690	5,8	390	152	0,5	53				12,4	1050
4							500	1,7	176	4180	4,8	389	6,5	565

2.3.4 - Les rendements adoptés pour le modèle estimatif

On peut constater à l'observation des tableaux 4 à 8 que les estimations de l'OVDA sont dans tous les cas à l'intérieur des fourchettes de résultats des 29 parcelles enquêtées.

Relativement à notre objectif qui est une appréciation rapide de la production en vue d'un diagnostic, les résultats de l'enquête apportent suffisamment d'information pour formuler deux estimations du manque à produire (tableaux 9 et 10) :

— une estimation basse,
— une estimation haute qui doit être considérée car, quand on évalue un risque (ici le risque de manque à produire), il faut l'estimer avec le maximum de sécurité.

Tableau 9 - Valeurs adoptées comme estimations de la production agricole par hectare de la zone inondable du barrage de *La Chapelle*.

Culture	Mode de calcul	Production	
		MC/ha/an	$/ha/an
Patate douce	Moyenne des parcelles 2-5-11 du tableau 5	6.5	514
Association de cultures Maïs-Petit Mil-Pois Congo	Estimation basse : Moyenne des parcelles 1-3-7 du tableau 5	6.0	498
	Estimation haute : Moyenne des parcelles 4-6-8-9-10 du tableau 5	22.0	1885

Tableau 10 - Valeurs adoptées comme estimations de la production agricole par hectare de la zone inondable du barrage de *Verrettes*.

	Culture	Mode de calcul	Production	
			MC/ha/an	$/ha/an
Cultures irriguées	Rotation principale Riz-Haricot-Maïs et variantes incluant la patate douce	Moyenne des parcelles 1-2-9-15-3-14 du tableau 6	16.5	2132
	Canne à sucre	Moyenne des parcelles 5-6-18 du tableau 7	18.8	520
Cultures de lagons	Rotation Riz-riz Rotation Riz-patate douce	Choix au vu des résultats des parcelles 10-16-17 du tableau 6 et des données de l'ODVA (tableau 4)		
		Estimation basse	6.0	500
		Estimation haute	17.0	1800
Cultures pluviales	Association de cultures Maïs-Petit Mil-Pois Congo	Estimation basse Moyenne des parcelles 10-11 (tableau 8)	2.8	252
		Estimation haute Moyenne des parcelles 7-12-13 (tableau 8)	12.1	1080
	Patate douce	Donnée de l'ODVA	5.8	465

2.4 Les valeurs estimées du manque à produire total des zones inondables

Les écarts importants entre estimations haute et basse proviennent essentiellement de la variabilité des résultats d'enquête concernant l'association de cultures non irriguées Maïs-Petit Mil-Pois Congo.
— L'intérêt de l'estimation basse (qui en soi ne représente pas un résultat réel de production) est de donner une idée de l'ordre de grandeur : en valeur alimentaire, les résultats de l'estimation basse indiquent (tableaux 11 et 12) que le manque à produire s'évalue en *dizaines de milliers de MC*. (Rappelons que le besoin annuel par individu est inférieur à 1 MC).
En valeur monétaire, les résultats de l'estimation basse indiquent que le manque à produire s'évalue en *millions de dollars*.
— L'intérêt de l'estimation haute est de donner une idée des potentialités agricoles de la région et donc une approximation du manque à gagner qui pourrait résulter dans les années à venir de la construction des barrages.

3. ANALYSE ET INTERPRÉTATION

3.1 - Présentation de l'analyse : Électricité/Agriculture, deux scénarios contradictoires.

En balance avec un scénario de développement agricole qui correspondrait à la vocation naturelle de la vallée, relativement à la situation alimentaire nationale déficitaire, nous étudions les conséquences économiques du scénario de construction de barrages hydro-électriques à partir du schéma présenté figure 2.

3.2 - Le manque à manger

En rapportant les estimations du manque à produire exprimées en MC (cf. tableaux 11 et 12) aux besoins annuels moyens par individu (0.803 MC) on obtient le nombre de rations alimentaires qui représentent le « manque à manger » consécutif à la construction des barrages (cf. tableau 13).
Observation : Le manque à manger résultant de la construction des barrages de La Chapelle et Verrettes représente la nourriture de 30 000 à 60 000 Haïtiens.
Conclusion : L'augmentation du déficit alimentaire national à considérer pour ne pas risquer une sous-estimation est donc de 60 000 rations annuelles.
Haïti peut-il se permettre un tel déficit ?

Tableau 11 - Estimation du manque à produire agricole lié à l'inondation provoquée par le barrage de *La Chapelle*.
(Tableau construit avec les données des tableaux 1 et 9)

Cultures	Surface ha	Estimation basse		Estimation haute	
		MC	$	MC	$
Maïs-Petit Mil-Pois Congo	733	4398	365034	16126	1381705
Patate douce	367	2385	188638	2385	188636
TOTAL	1100	6783	553672	18511	1570343

Tableau 12 - Estimation du manque à produire agricole lié à l'inondation provoquée par le barrage de *Verrettes*.
(Tableau construit avec les données des tableaux 2 et 10)

	Cultures	Surface ha	Estimation basse		Estimation haute	
			MC	$	MC	$
Cultures irriguées	Rotation Riz-haricot-Maïs et variantes	430	7095	916760	7095	916760
	Canne à sucre	40	752	20800	752	20800
Cultures de lagons	Rotation Riz-riz Rotation Riz Patate douce	140	840	70000	2380	252000
	Maraîcage	63				
Cultures pluviales	Association Maïs-Petit Mil-Pois Congo	1385	3878	349020	16758	1495800
	Patate douce	692	4014	321780	4014	321780
	TOTAL	2750	16579	1678360	30999	3007340

Tableau 13 - Nombre de rations alimentaires à disparaître.

	Estimation basse	Estimation haute
Barrage de La Chapelle	8447	23052
Barrage de Verrettes	20646	38604
TOTAL	29093	61656

3.3 - *Paupérisation rurale et destruction d'une économie régionale*

L'observation de la carte (annexe II) montre de façon spectaculaire le problème posé à l'économie régionale basée sur l'agriculture : avec les projets de barrages hydro-électriques, les meilleures terres seront retirées à l'agriculture. Les conséquences sont multiples :

1) D'abord se pose le problème de l'expropriation d'une population importante dont les habitations seront submergées. La totalité des localités de Labady, Guillaume-Mauger, Marin et Laurent, et une partie de Bras Gauche, Duval et Savane à Roche seront submergées par le lac du barrage de Verrettes, ce qui représente une population de plusieurs milliers de personnes. La population habitant la zone d'inondation du barrage de La Chapelle peut être estimée à environ 1000 à 2000 personnes réparties en une dizaine de localités.

2) Le nombre de paysans dépossédés de leur outil de travail sera très élevé du fait de la très petite taille des parcelles cultivées et du « turn over » rapide de la terre [8]. L'appauvrissement touchera donc une part considérable de la population de la plaine mais aussi des montagnes proches.

Le rapport d'étude de 1976 de la société LGL [9] prévoit un coût d'expropriation de 700 dollars par carreau [10], soit 542 dollars par hectare, valeur qui même actualisée (833 $ en 1981 si on considère un taux d'inflation de 9 % par an) est négligeable par rapport au produit agricole annuel (cf. tableaux 9 et 10), et qui de toutes façons ne dédommagerait pas les nombreux petits fermiers et métayers. De plus, les problèmes de tenure de la terre et de possession des titres de propriété sont tels que l'opération d'expropriation entraînera obligatoirement une forte spéculation foncière.

En plus des propriétaires et petits locataires touchés il faut considérer que l'inondation des terres de la plaine de Verrettes représente pour beaucoup de paysans des mornes [11] la suppression d'emplois saisonniers d'ouvriers agricoles qui sont pour eux une contribution nécessaire à l'équilibre de leur budget.

3) Du fait de la disparition des terres de La Plaine on peut prévoir un accroissement de la pression sur les terres de montagnes, ce qui aura pour conséquence une aggravation de la situation foncière déjà précaire et un accroissement de la sensibilité à l'érosion.

4) Le système de cultures pratiqué sur le versant nord de la chaîne des Matheux montre un ensemble de relations d'interdépendance complexe entre les mornes et la plaine irriguée (zone inondable du barrage de Verrettes en particulier). Il existe notamment un circuit d'échange par prêts ou achat-vente concernant les semences de haricot et de patate douce. En saison sèche, de novembre à avril, ces cultures sont pratiquées sous irrigation dans la plaine, ce qui permet aux agriculteurs des zones montagneuses de s'approvisionner en semences [12] pour leurs cultures de saison des pluies de mai à octobre, et vice-versa. L'inondation de la plaine posera donc un problème capital d'approvisionnement en semences pour les paysans des mornes.

Figure 2 - DEUX SCENARIOS CONTRADICTOIRES D'UTILISATION DU SOL POUR LA MEME VALLEE

5) Le volume du manque à produire agricole (10 à 20 000 tonnes par an) entraînera un affaiblissement des marchés bi-hebdomadaires des bourgs de Verrettes, Désarmes et La Chapelle, et provoquera un ralentissement de l'activité économique régionale.

3.4 - *Migrations, bidonvilles et boat-people*

L'expropriation des habitants des zones inondables et le processus de paupérisation évoqué précédemment sont des facteurs d'augmentation de l'exode rural, du gonflement des bidonvilles de la capitale et des migrations vers l'étranger dans des conditions extrêmement périlleuses (boat people).

3.5 - *Accroissement de la dépendance par rapport à l'aide internationale*

Le déficit alimentaire (environ la nourriture annuelle de 60 000 habitants), l'exode rural vers une capitale inapte à accueillir un surplus de population, la paupérisation d'une région agricole sont trois facteurs qui concourent à l'augmentation de la demande d'aide internationale sous différentes formes :

— importation de vivres ;
— assistance technique dans différents domaines : agriculture, administration, santé publique... ;
— importation de technologies.

La conséquence est une dépendance accrue par rapport à l'extérieur, tant sur le plan politique qu'économique.

3.6 - *La destination de l'électricité*

L'énergie produite par les barrages est destinée à alimenter la capitale, Port au Prince. Elle permettra en particulier, dans la zone franche, l'installation d'usines manufacturières étrangères qui importent les matériaux de base qu'elles utilisent et qui exportent les profits et les produits finis. Ces industries peuvent fonctionner grâce à une main d'oeuvre abondante et bon marché [13]. Les retombées de telles industries sur l'économie nationale sont limitées.

On s'aperçoit finalement que les projets hydro-électriques conçus et réalisés par des firmes et organisations extérieures bénéficieront en grande partie à des entreprises étrangères à Haïti, ce qui accroîtra encore sa dépendance.

3.7 - *Considérations financières : que représente le manque à gagner agricole par rapport au coût de revient des barrages ?*

La considération des conséquences de la construction des barrages sur l'autonomie alimentaire du pays et la paupérisation suffit à remettre en cause le bien fondé de ces projets. La rentabilité des barrages est donc mise en question et les « projeteurs » et « experts en développement » sont invités à prendre en compte des facteurs autres que la simple perspective de produire des kilowatt-heures.

Que représentent les 833 dollars par hectare pour l'expropriation devant des revenus agricoles bruts annuels de l'ordre de 2 à 3000 dollars en culture irriguée et 500 à 1500 dollars en culture pluviale ?

Faisons deux calculs simples :

— Le coût de construction du barrage de La Chapelle, actualisé en dollars 1981 en considérant un taux d'inflation annuel de 9 % s'élève à 56 141 800 $, le remboursement est prévu sur 50 ans. Si on considère cinquante années de production agricole, on s'aperçoit que le manque à gagner (1 570 343 S x 50) = 78 517 150 $ est supé-

rieur de 40% au coût de revient du barrage.
— Le même type de calcul appliqué au barrage de Verrettes donne, en cinquante années un manque à gagner agricole de (3 007 340 $ x 50) = 150 360 000 $, ce qui représente presque trois fois le coût de revient du barrage (52 890 016 $ en 1981).

Quelle que soit la complexité des calculs économiques, les modes de remboursement possibles des emprunts et les fluctuations à venir des prix agricoles et industriels qu'il faudrait prendre en compte, les résultats de nos calculs prospectifs posent, cette fois sur le plan strictement financier, le problème de la rentabilité des projets hydro-électriques de La Chapelle et de Verrettes.

NOTES

1 Pour la signification des sigles, voir la liste en annexe I.

2 Projet ODVA-BID. Programme de coopération technique I.I.C.A.-O.D.V.A. Port-au-Prince. 1981.
«Plan général de développement de la Vallée de l'Artibonite »
«Remise en état du réseau d'irrigation et de développement agricole de la Vallée de l'artibonite ».

3 Banque Mondiale, 22 décembre 1978. Situation économique actuelle d'Haïti et perspectives.
Page 18 : « Les programmes doivent concerner les besoins les plus urgents et la préférence doit être accordée aux actions qui ont le plus de chances d'être rapidement rentables. Ainsi une extension du programme « graines alimentaires » récemment mis en oeuvre par le ministère à environ 200 000 hectares dans les quatre prochaines années semble mériter toute la priorité. Prioritaires aussi sont la réhabilitation des systèmes d'irrigation, la construction de chemins ruraux dans les différentes régions et la plantation d'arbres pour la production de bois de chauffage ainsi que la conservation des sols et des eaux... ».
«L'érosion des sols peut être considérablement freinée par la mise en oeuvre des mesures d'intensification proposées précédemment, car l'argumentation de la production des basses plaines hautement productives réduira la pression sur les terres marginales. Une conservation permanente des sols exige de toutes façons un effort de longue durée. »
Annexe I page 80 : « La Vallée de l'Artibonite offre les plus hautes potentialités agricoles du pays. De ce fait, la priorité doit lui être accordée dans la stratégie nationale du développement agricole. Le système d'irrigation actuel concerne environ 24 000 ha (72 % de la zone irriguable) ; il nécessite remise en valeur, protection contre l'érosion et système de drainage. L'Organisme de développement de la Vallée de l'Artibonite O.D.V.A. est responsable du développement agricole de toute la vallée. Quelques 4000 ha sont en cours de réhabilitation avec le support de la B.I.D.

4 Manque à produire : production agricole annuelle rendue impossible par la submersion des terres par les retenues d'eau. Au manque à produire correspondront dans la suite de l'analyse un manque à manger et un manque à gagner.

5 Projet O.D.V.A. — B.I.D. — I.I.C.A. op. cit.

6 Zone inondable de La Chapelle : 9 agriculteurs répondant pour 11 parcelles.
Zone inondable de Verrettes : 14 agriculteurs répondant pour 18 parcelles.

7 Produit par hectare.

8 «Turn over » de la terre : passage de la terre d'un exploitant à un autre.

9 *op. cit.*

10 Carreau : mesure de surface agraire qui équivaut à 1.29 hectare

11 Mornes : montagnes.

12 La patate douce se reproduit par boutures de tiges fraîches. La conservation des graines de haricot dans de bonnes conditions d'une année à l'autre est très difficile compte-tenu de la technologie disponible.

13 Résultats de l'enquête sur l'emploi industriel réalisée à Port au Prince et aire métropolitaine. Institut haïtien statistiques. Janvier février 1981.
D'après l'enquête :
— le salaire moyen mensuel calculé (en août 1979) pour les usines de Port au Prince et de la zone métropolitaine s'élèverait à 47.26 $. Dans l'industrie textile employant 14 300 salariés le salaire mensuel moyen n'est que de 28.37 $.
— sur un total de 42 469 emplois inventoriés en 1980-1981 dans les usines manufacturières, 35 647, soit 84 % sont fournis par des usines de sous-traitance. La proportion de main d'oeuvre féminine de ces usines est très forte (58 %) contre 16 % dans les autres entreprises manufacturières.

Conclusion

Le problème de l'utilisation dans la basse vallée de l'Artibonite se présente comme un choix entre deux options antagonistes :

* Le développement agricole de la vallée selon l'orientation prise actuellement par les paysans, c'est-à-dire les cultures vivrières ;

ou

* L'édification de deux barrages hydro-électriques produisant de l'énergie pour les industries de sous-traitance de la zone franche de Port au Prince.

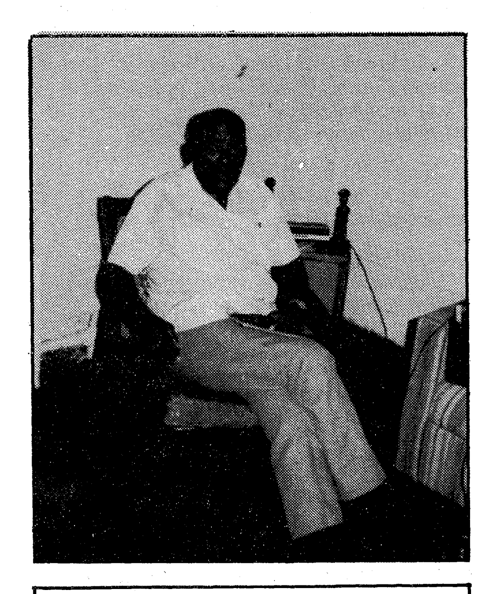
Il est certain que les deux options sont économiquement défendables puisqu'examinées selon le seul critère du profit, elles vont toutes les deux produire des bénéfices. Mais là où se pose le vrai dilemme, c'est quand on regarde de près quels vont être les bénéficiaires respectifs des deux possibilités du choix.

Qui sont-ils ? Voilà la vraie question. Pour l'option de mise en valeur agricole et pour l'option des barrages hydro-électriques nous trouvons respectivement :
= d'une part, les paysans d'une partie de la vallée la plus fertile de la République et une masse de ruraux et d'urbains achetant pour se nourrir le surplus de production, en tout l'équivalent d'environ 60 000 rations alimentaires sur la seule surface de terre inondable, potentiel non complètement exploité du fait des techniques culturables rudimentaires ;
* d'autre part, les propriétaires, la plupart d'entre eux étrangers, des usines de la zone franche, produisant à peu de frais des biens exportés en quasi-totalité puisque la demande intérieure n'est pas solvable et que c'est seulement pour profiter de conditions exceptionnelles (franchise douanière, main d'oeuvre la moins chère du monde) que ces usines sont installées à Port au Prince.

On peut alors se demander si Haïti, pays où le spectre de la famine n'est jamais très loin, sécheresses périodiques ou malchance d'un cyclone, peut se permettre de tourner le dos à la solution vivrière et donc accroître sa dépendance alimentaire par l'engloutissement sous les eaux de la nourriture annuelle de 60 000 personnes, augmenter le nombre des sans terre, et sans logis, donc l'exode rural, le gonflement des bidonvilles de la capitale et l'émigration périlleuse des *boat people*.

Une production énergétique basée sur un ensemble de petites unités de captage sur les nombreuses rivières du pays ne pourrait-elle pas être envisagée, permettant une décentralisation industrielle avec la création de nombreux ateliers de production locale sans contre-parties agricoles importantes ?

Le choix d'un développement de la production vivrière est une nécessité vitale et un droit élémentaire pour le peuple haïtien puisque sa survie est en jeu.



• Entretiens de Cary Hector avec Roger Dorsinville

Cette longue entrevue de Roger Dorsinville que nous publions ci-après a été réalisée au cours de l'été 1981 à New York. Cary Hector a rencontré Roger Dorsinville pendant deux jours et a entrepris avec lui une trajectoire d'entretiens s'étalant pratiquement de l'expérience africaine de l'auteur à partir de 1961 jusqu'à la publication récente de son roman Mourir pour Haïti *pour enfin aborder la conjoncture haïtienne telle qu'elle se dessinait à l'été 1981. Aussi l'entrevue a-t-elle été organisée en trois parties que nous indiquons comme telles : « l'expérience africaine », « Mourir pour Haïti », et « la conjoncture ».*

Il s'agit d'entretiens réalisés sur le vif, à chaud, et c'est pourquoi nous les reproduisons intégralement sous leur forme orale, brute mais combien vivante. Une rencontre avec Dorsinville est véritablement un événement, tant est directe et immédiate sa capacité de communication, tant est incisif et prenant son verbe de politique, d'analyste et d'essayiste. Nous avons pensé que ce serait tronquer l'esprit et la dynamique de ces entretiens que de les présenter sous une forme retravaillée, plus proche de la langue écrite.

Pour qui connaît un tant soit peu l'oeuvre de Dorsinville, ce ne sera pas trahir le style de l'écrivain que d'offrir aux lecteurs de Collectif Paroles *une matière brute de son cru qui, à notre avis, a valeur de* document. *Parcourir ces entretiens c'est presqu'*entendre *l'auteur.*

Collectif Paroles

C.P. : Roger Dorsinville, *Collectif Paroles* est heureux de vous rencontrer à nouveau. Bien qu'en plusieurs occasions, nous ayons parlé de vous ou fait référence à vos travaux, cela fait quand même quelque bonnes cinq années, depuis...

R.D. : ... depuis 1976.

C.P. : Oui, depuis notre dernier entretien à l'occasion de la publication de *Trente ans de pouvoir noir.* Nous aimerions profiter de ce retour d'Afrique— ce nouveau retour d'Afrique — pour faire un petit tour d'horizon. Tout d'abord, quel est le secret de cette jeunesse d'esprit toujours renouvelée qui nous fait pâlir d'envie ?

R.D. : Il n'y a pas véritablement de secret. C'est une chose beaucoup plus commune qu'on ne le pense. Ou s'il fallait absolument chercher un secret, il faudrait le trouver dans le fait de demeurer actif. Hier après-midi, mon frère qui a le même âge que moi, avec une année de différence, et qui est actuellement à la retraite, me disait : je suis, chez moi, obligé de m'inventer un travail d'esprit tous les jours, un travail, par exemple, d'inventaire sur le passé,— écrire des mémoires qui peut-être ne seront jamais publiés, etc., etc., afin de tenir le cerveau actif parce qu'on a bien l'impression que si on ne le tient pas actif, on s'effondre. Eh bien ! moi, j'ai cette chance, n'est-ce pas, étant parti pour l'Afrique, étant parti pour l'exil, j'ai cette chance d'avoir été obligé de travailler, et travailler dur, intellectuellement et travailler constamment dans le domaine des livres, dans le domaine de la culture, dans le domaine de la tradition orale africaine. Et cette nécessité de travailler dans ce champ-là, c'est-à-dire de faire travailler constamment les méninges, la mémoire, le jugement, eh bien ! bon, qu'est-ce que vous voulez, disons, cela a entretenu une certaine jeunesse d'esprit, c'est tout.

L'expérience africaine

C.P. : Il nous semblerait qu'il y a quand même dans cette capacité de vous renouveler, particulièrement au cours des dernières années, ce que nous appellerions une *dynamique africaine*. Pourriez-vous nous dire quelque chose là-dessus ?

R.D. : Je suis entièrement d'accord avec cette appréciation. Il est tout à fait évident qu'en tant qu'écrivain par exemple, un nouveau, un nouveau Dorsinville se perçoit à partir des livres de la série africaine, c'est-à-dire à partir de *Kimby*. Bon. Ne méprisons pas et ne négligeons pas le *Toussaint Louverture* qui a été une oeuvre, qui a été un travail d'analyse commencé en Haïti, continué à Costa Rica, achevé en Afrique et qui déjà marquait une certaine césure entre le Dorsinville, si vous voulez, un peu activiste... (rires) entre l'activiste du noirisme, pour dire les choses comme elles sont, et l'homme nouveau. Le *Toussaint Louverture* est tout de même à une certaine

charnière, voyez-vous, parce que ce livre-là n'est pas branché sur une revendication noiriste intégrale, à tous crins. Au contraire, elle comporte une critique très sérieuse de l'activité de Toussaint-Louverture, de sa manière de faire, de sa manière de voir, des alliances de départ de Toussaint-Louverture et finalement des causes de son échec. Car finalement il a échoué et Dessalines l'a pris là où la cause avait été perdue pour reprendre et lancer à nouveau le combat avec l'aide de Pétion.

C.P. : Soit dit entre parenthèses, est-ce qu'il vous est parvenu des critiques de ce *Toussaint Louverture*, de la part d'historiens ou d'anciens protagonistes de 1946 notamment ?

R.D. : Vous savez que le dialogue avec les anciens de 46 qui étaient restés en Haïti a été pratiquement coupé. Je n'ai vraiment pas eu d'échos *d'eux*. Et quand ils sont partis à leur tour, quelques-uns d'entre eux sont partis à leur tour pour l'exil, ils avaient d'autres préoccupations que de m'écrire à propos de ce livre-là. Cependant, j'ai eu par exemple des réactions de Price Mars avant sa mort. En 1966, j'ai vu Price Mars à Dakar où il était venu pour le Festival de Dakar. Moi j'avais déjà démissionné depuis longtemps, depuis plus d'un an et j'étais au service du gouvernement libérien comme..., comment dit-on ça, ce n'est pas attaché culturel... cultural adviser...

C.P. : Conseiller ?

R.D. : Comme conseiller culturel, et à ce titre j'étais venu représenter, avec une délégation, le gouvernement libérien au Festival. J'ai rencontré Price Mars, et il me parlait justement du livre. Il n'était peut-être pas tout à fait d'accord avec certaines de mes positions, ce qui était absolument normal, concernant Toussaint Louverture. Et il regrettait que l'époque fût justement une époque de non-liberté. Il disait : mais voilà, vous avez là introduit des notions absolument intéressantes, et qui devraient être brassées. J'avais eu également un écho de la part de Gérard Laurent qui m'avait écrit à l'époque de la parution du livre pour me féliciter mais pour me dire aussi qu'il n'était pas d'accord avec une certaine interprétation de la mission de Toussaint Louverture, la mission révolutionnaire de Toussaint Louverture, au commencement en 1791. Mais voilà c'est comme ça, l'impossibilité, enfin, c'est une chape qui nous est tombée sur le dos— l'impossibilité de discuter, etc. Mais, en général, j'ai trouvé— par des échos, n'est-ce pas, de jeunes Haïtiens rencontrés ici ou là, ou d'étrangers, — bon, j'ai eu l'impression que le livre avait surpris quelques-uns et plu à plusieurs. C'est un livre entièrement épuisé que je vais faire rééditer, probablement l'année prochaine.
Bon. Donc le *Toussaint Louverture* est à la charnière, voyez-vous, il y a là déjà un certain retournement sur certains principes qui avaient été peut-être trop facilement et trop naïvement acceptés. N'oubliez pas que ma génération a grandi tout de même, enfin a eu son adolescence, sous le président Vincent qui disait : « Dessalines est un bloc ». Alors, de telles formules, formules lapidaires, bien sûr, de telles formules séduisaient— *un bloc* — et...

C.P. : « L'Homme d'airain »...

R.D. : Et encore « l'Homme d'airain », ça c'est la formule de Brutus pour Toussaint Louverture. Alors des formules comme celles-là plaisaient parce qu'elles frappaient l'imagination, et on ne se rendait pas suffisamment compte que de telles formules nous détournaient en réalité de la vérité de l'histoire parce qu'il n'est pas question de traiter un héros historique comme un bloc, il est question, pour que l'histoire devienne normative, pour qu'elle puisse servir aux individus, il est question, au contraire, de scruter les visages, de scruter et de sonder les coeurs, les âmes, les esprits. Loin de considérer le héros comme « un bloc », il faut le discuter. Concernant Dessalines par exemple, et je regretterai...

C.P. : En d'autres termes, une certaine démystification et... démythification, en même temps...

R.D. : Démystification et démythification. J'allais dire concernant Dessalines que j'avais commencé à étudier— malheureusement, l'exil, l'éloignement des livres, etc. ne m'a pas permis de poursuivre ce travail — il y a une question qu'il faudrait se poser : comment expliquer que Dessalines ait été si constamment obéissant à Toussaint Louverture ? N'est-ce pas, Toussaint Louverture levait le doigt, Dessalines exécutait. Dessalines exécutait des choses quelquefois très dures, car Toussaint, vous savez, était ce qu'il était : le grand chef, etc. etc., mais il n'y allait pas de main morte quand il fallait frapper. Il appelait Dessalines et lui disait : frappez à droite, Dessalines allait et il frappait ; il lui disait : frappez à gauche, Dessalines allait et il frappait. Or, que Dessalines a été capable de se montrer lui-même et de montrer ce qu'il était au fond ; nous découvrons en lui un être différent de Toussaint sur bien des points. Voyez-vous, bon, ce serait trop long de discuter cela, mais c'est pour vous dire qu'il n'est pas question, il n'est pas possible d'accepter « la théorie du bloc ». Or, ma génération l'avait en quelque sorte acceptée, peut-être pas acceptée rationnellement mais l'avait intériorisée émotionnellement.

C.P. : Et ceci bien entendu a conditionné vos comportements...

R.D. : A conditionné nos comportements pendant longtemps, donc je dis que le fait d'avoir pu tout de même écrire ce *Toussaint* à ce moment-là, cela voulait dire qu'il y avait déjà un certain retournement sur des positions antérieures. Alors l'Afrique, nous y arrivons— et nous arrivons à votre question —, l'Afrique a joué un rôle considérable. Maintenant, de quelle Afrique s'agit-il ? Je suis entré en Afrique en 1961 dans la carrière diplomatique, connaissant quelle Afrique ? L'Afrique des cours, l'Afrique des nouveaux maîtres de l'Afrique, l'Afrique des rois occidentaux de l'Afrique, n'est-ce pas, l'Afrique des petites bouchées servies à table, etc., etc., une Afrique totalement artificielle où je voyais le peuple plutôt de très loin. Évidemment, j'avais toujours, étant nègre moi-même, une sorte de curiosité, mais je n'avais pas le temps vraiment de m'attarder avec les gens du peuple. A l'occasion, je pouvais discuter, causer, essayer de pénétrer, mais ça n'allait pas loin, je suis resté ainsi quatre ans. Et en 1965, enfin, au commencement de 1965, « y en avait marre », et j'ai démissionné. Alors c'est une histoire, bon, je ne suis pas en train d'écrire mes mémoires, on en reparlera. Donc, je démissionne et je pars pour le Libéria comme conseiller culturel du gouvernement, et c'est à ce moment que je découvre l'Afrique. Parce que, parti pour être conseiller culturel avec peut-être dans l'idée de participer à des choses au niveau desquelles j'avais toujours travaillé, c'est-à-dire, au niveau des livres, au niveau de la recherche culturelle occidentale, les attaches de la culture livresque libérienne avec la littérature américaine, etc., parti donc avec cette idée, j'arrive pour trouver que le président Tubman avait des idées très particulières sur ce qu'il appelait lui-même la culture. Pour lui, la culture, c'était la culture des masses, voyez-vous, et son premier

geste a été de me demander un memorandum sur la manière dont je concevais la possibilité de faire que les masses extériorisent leur culture artistique, et il était fort préoccupé de ce Festival de Dakar auquel devait participer le Libéria et pour lequel il n'avait encore rien préparé. Et il me demandait : comment peut-on exprimer cette culture libérienne afin de montrer le fond de la richesse, il disait— folklorique— naturellement, de ce peuple. Bon, j'avais des idées générales là-dessus naturellement, je lui ai fait mon memorandum pour lui dire : voilà, vous fondez un centre culturel, vous réunissez là, etc., etc. Et il me dit : ça y est, nous allons le faire. Et c'est ainsi qu'un centre culturel a été créé dans lequel ont été amenés des groupes de différents villages. Ce centre culturel— je l'appelle mon village à moi, il est né en fait de ma suggestion — a été organisé de la manière dont j'avais voulu. Et c'est à ce moment que je me mets maintenant à découvrir , à percevoir l'Afrique, non plus à travers le diplomate, non plus à travers l'homme en veston ou à faux col, mais à travers l'homme rural, c'est-à-dire que j'ai eu à travailler avec des gens du peuple, c'est-à-dire que j'ai pu approcher là, en Afrique, des ruraux beaucoup plus que je n'avais pu les approcher en Haïti où j'avais toujours vécu en somme en petite-bourgeois des villes lointaines où j'avais toujours vécu en citadin. Là il me fallait véritablement dépouiller ce citadin-là complètement, non seulement de sa hauteur et de ses préjugés mais également de tout ce que charriaient l'étranger, sa culture, afin de pouvoir approcher ces hommes. Et c'est alors que dans cette approche, j'ai découvert que je ne m'approchais pas d'une autre race, d'un autre peuple, mais que je m'approchais ou je me rapprochais en fait de moi-même. C'est-à-dire que pour moi cette découverte a été une découverte capitale, et j'appelle vraiment, non pas l'Afrique, mais le Libéria *rural* avec lequel j'ai collaboré, j'ai coopéré, je l'appelle vraiment le lieu de ma nouvelle naissance. Car, véritablement, un homme nouveau est né là. Mais...

C.P. : Alors, à ce carrefour, j'aimerais faire une petite observation et on pourrait peut-être élaborer là-dessus. Il y a chez vous une préoccupation qui nous a beaucoup frappés lors de notre dernier entretien et aussi dans l'article que vous avez écrit sur 46 : cette polarisation « rural-urbain »; j'ai l'impression qu'il y a là quelque chose qui fonde, mais qui fonde dans le sens le plus radical du terme, votre démarche de compréhension comme historien, comme ethnologue, comme homme littéraire, etc. On le retrouve toujours— et même dans *Mourir pour Haïti*, c'est un couple qui traverse le bouquin, le couple « rural-urbain ». Bon. J'aimerais que vous nous disiez dans quelle mesure, à ce carrefour de votre démarche intellectuelle en Afrique, dans quelle mesure ce couple va continuer à réellement fonder votre travail proprement dit.

R.D. : Bon, si vous voulez, jusqu'à ce que quelque chose de plus pertinent s'offre à la réalité, en ce qui me concerne, à l'instant même où je vis, quand j'examine la situation qui nous intéresse le plus, qui est la situation haïtienne, j'ai toujours tendance à la ramener encore— et je ne crois pas avoir tort — à cette fameuse opposition : ville-campagne. Voyez-vous, si on peut faire une incursion rapide— on y reviendra tout à l'heure —, nous avons là un héritage historique, c'est-à-dire que Saint-Domingue était une plantation, et nous avons en quelque sorte, après la période révolutionnaire que vous connaissez, hérité d'une plantation. Toussaint Louverture, par exemple, a gouverné Saint-Domingue avec un appareil de quelques individus, quelques blancs, quelques grands nègres, mais il a gouverné comme on gouverne une plantation. Et selon sa conception socio-politique, c'était un appareil qu'on lui avait remis et qui était un *appareil de rendement*. Voyez-vous, un appareil de rendement, pourquoi ? Parce qu'il avait été habitué à ne concevoir les choses que sous l'angle du rendement, *le rendement de la terre*. Et pour lui, il fallait absolument que l'appareil continuât à rendre de la même manière, avec la grande propriété qu'il allait essayer de reconstituer, même avec des noirs nouveaux qu'il allait essayer de faire venir d'Afrique. Donc une certaine manière de voir les choses : alors, au sommet de l'appareil, il n'y aurait plus de gouverneur et l'intendant d'autrefois, mais il y aurait les hommes nouveaux.
Bon. Qu'est-ce qui se passe? Nous voyons le pays se faire, se réussir. Dessalines a les ennuis que vous savez, parce que peut-être sa conception différait en ceci de celle de Toussaint Louverture et qu'il voyait beaucoup plus les masses que Toussaint ne les voyait...

C.P. : C'est pour cela qu'il a transporté sa capitale à Marchand...

R.D. : et qu'il a prononcé certains mots qui sont restés des mots historiques : « et mes noirs, dont les pères sont en Afrique », etc., etc. ». C'est pour cela que le problème de Dessalines est un problème extrêmement important. Bon. Dessalines est une sorte de hiatus dans cette chose, nous ne savons pas ce que cela aurait vraiment donné puisqu'il n'avait pas de véritable formation de leader politique, mais aussitôt Dessalines disparu, cela reprend. Et attention, cela reprend, dans le Nord avec Christophe, dans l'Ouest avec Pétion, et sera corroboré encore davantage par Boyer, et ne parlons même pas de la petite république que Rigaud avait fondée dans la presqu'île du Sud. Cela a repris de cette manière que chacun de ces secteurs était considéré comme une grosse plantation qui devait *rendre*. Et sous Boyer c'était pire, parce qu'à partir du moment où il avait obtenu de la France ce fameux décret d'indépendance octroyée contre le paiement des millions que vous savez, il fallait que l'appareil *rendît* encore davantage, de manière que l'homme à la base ne fût plus un homme mais un individu mené à la cravache comme une bête. Voilà donc l'héritage.
Et bien sûr, c'est le même problème tel qu'il s'est posé : à la base, le paysan qui doit *produire, produire et produire*, et au fur et à mesure s'étoffe, dans ce qu'on appelle la ville, une classe d'individus qui sont des intermédiaires, premièrement, des commis-comptables, deuxièmement, et des maîtres de l'appareil policier et politique, troisièmement. Donc la ville se définit ainsi d'une manière assez nette comme étant opposée à la campagne, opposée aux intérêts de la campagne, évidemment. Si cette bourgeoisie— car elle est une bourgeoisie dans le sens de gens qui habitent les villes — si cette bourgeoisie avait été une bourgeoisie intelligente, elle aurait pu comprendre que son véritable intérêt était une certaine solidarité avec la campagne; si elle avait été une bourgeoisie humaine, elle aurait pu concevoir que des hommes n'étaient pas faits pour être traités comme notre paysan est encore traité jusqu'à ce jour mais, il faut le dire, cette bourgeoisie n'a jamais montré ni grande intelligence, ni grande générosité, ni grand coeur. Attention, quand je dis bourgeoisie, je ne parle pas ici d'une superbourgeoisie en tant que classe sociale, telle que nous l'avions définie sous le noirisme, je parle de l'ensemble urbain en général, de tous ceux qui habitent la ville. Dès que vous habitez la ville, vous vous définissez comme séparé de la base, de la base rurale et cette base rurale, elle est là pour nous donner quoi? La matière

première de nos échanges, c'est-à-dire, le café, etc., etc. Pour donner quoi encore? La main-d'oeuvre dont nous avons besoin, les petits domestiques, etc., etc. Donc elle n'est là que pour produire cela, et produire encore— alors ça, c'est le terme sentimental extrême auquel nous pouvons être sensibles — pour nous fournir nos lieux de vacances. Alors, ceux de Jacmel vont se baigner dans la Gosseline, ceux du Nord vont se baigner « en bas Pont Parois », etc., etc. Vous comprenez bien...

C.P. : Ne seraient-ce pas là des conséquences inscrites dans les luttes post-indépendance, à la suite desquelles les masses ci-devant esclaves ont été proprement évacuées de la scène politique, c'est-à-dire, en d'autres termes, le détournement de la lutte fondamentale de ce peuple haïtien en formation par, bien sûr, ce que vous appelez les hommes nouveaux ?...

R.D. : Mais, c'est clair...

C.P. : Il y aurait là tout un champ de discussion et d'approfondissement qui nous mènerait peut-être trop loin...

R.D. : De discussion, d'approfondissement et d'examen car nous sommes encore conditionnés *exactement*, selon moi, par cette même dichotomie. Et toutes les petites démarches plus ou moins fourbes, plus ou moins malpropres qui se développent aujourd'hui restent de fait sous cette même chose. Voyez ce gouvernement actuel, n'est-ce pas. Naturellement, on lui fait porter toutes les misères. Il mérite de porter toutes les misères et toutes nos accusations, parce que jamais nous ne sommes tombés si bas. Mais enfin nous sommes tombés bas dans une ligne qui demeure une véritable ligne historique, vous comprenez bien, qui demeure une *ligne d'exploitation*. Voyez-vous, alors, mais qu'est-ce que vous voulez, on n'en sort pas, on n'en sort pas, on n'en sort pas! Et ce qu'il nous faut, c'est comment penser à une restructuration si on ne pense pas à de nouveaux hommes. Il faut des hommes nouveaux. Et c'est peut-être cela le bénéfice que m'a rapporté l'Afrique. J'aurais pu parfaitement, après le *Toussaint Louverture*, comme je vous l'ai dit, qui annonçait une sorte de revirement, j'aurais pu m'arrêter en chemin, mais l'Afrique m'a rendu ce service de m'ouvrir les yeux parce que j'ai vu agir des hommes, *des hommes de la base*, j'ai vu agir des paysans. J'ai vu des hommes être : des poètes, des artistes, des hommes de métier ; j'ai vu des hommes pieds-nus et des femmes pieds-nus comme nos paysans de chez nous *être des maîtres de la parole, être des maîtres des arts, être des maîtres de l'environnement*, c'est-à-dire savoir *exactement* ce qu'il faut faire pour que cette plante grandisse (si tu la déplaces d'ici et tu la mets là, elle ne grandira pas). C'est-à-dire qu'une expérience millénaire avait été accumulée par ces gens et moi j'arrivais comme ça, comme témoin, pour voir des gens pieds-nus, pour voir des gens qui allaient danser. Et moi j'arrive pour trouver *des maîtres* qui m'enseignent ce que c'est que la vie.

C.P. : Est-ce que vous avez observé des différences de sensibilité entre l'Afrique anglophone et l'Afrique francophone? Est-ce que vous avez fait ce passage sans aucun « heurt » ?

R.D. : Il y a naturellement des différences. En ce qui concerne le Libéria tout particulièrement, il y a cette chose atroce que j'ai vécue et qui m'a rapproché de l'homme de la base. C'est que l'élite libérienne, faite, comme vous le savez, des anciens esclaves, est retournée en Afrique. L'élite libérienne est certainement la plus dure, la plus inhumaine que je puisse imaginer, j'allais dire y compris celle de Duvalier, mais c'est pas possible (rires). Mais enfin, moins Duvalier, c'est peut-être l'élite la plus dure que j'aie jamais rencontrée, c'est-à-dire des gens qui, véritablement, n'avaient *ab-so-lu-ment* aucune idée de solidarité avec les gens de la base et dont l'expression de « natives » correspondait plus ou moins à ce que l'on trouve si facilement sur les lèvres de notre bourgeoisie : « moun sa yo », c'est-à-dire une espèce différente, comme si...

C.P. : ... un autre monde...

R.D. : Un autre monde, c'est ça, un autre monde. Donc je vous disais que ces gens m'ont appris à les aimer. Alors là c'est une expérience considérable, et je ne dis pas que je ne l'aurais pas eue en Haïti. Alors, c'est là toute la différence. J'ai vécu en Haïti en petit-bourgeois détaché ; j'ai vécu ces années au Libéria en homme *proche* du paysan, gardant ma culture, étant un témoin, mais proche d'eux, vibrant avec eux et partageant en quelque sorte leur sensibilité, voyez-vous. Et tout ce que je n'avais pas pu sentir en Haïti, je l'ai senti là ; tout ce que je n'avais pas vu vivre en Haïti, je l'ai vécu là, voyez-vous c'est-à-dire en homme des lettres, si vous voulez, mais aussi en homme *rural* parce qu'il y avait une sorte d'osmose de sensibilité, d'eux-mêmes à moi-même. Voilà. C'est comme ça, c'est aussi simple que ça. Et naturellement l'être qui est sorti de là ne pouvait ne pas être un être changé...

C.P. : Renouvelé, marqué...

R.D. : Marqué profondément. Bon, quand le moment viendra de vous parler un petit peu de mes libres de la série africaine, je vous en parlerai.

C.P. : Mais qu'en est-il de « *Pour célébrer la terre* » dans ce rapport au rural haïtien ?

R.D. : Je suis content que vous ayez rappelé ce point parce que tout à l'heure en parlant de mon expérience libérienne, j'avais peut-être disposé un peu trop vite d'une certaine appréhension par ce petite-bourgeois urbain de la vie rurale haïtienne telle qu'elle se développe. La preuve c'est le poème « *Pour célébrer la terre* ». Ce poème est né d'une confrontation, à l'occasion de circonstances spéciales de vacances, si vous voulez, d'une confrontation entre cet homme des villes et la vie rurale telle qu'elle se développe dans sa persistance depuis des générations. En d'autres termes, une confrontation directe avec le paysan dans les hauteurs de Fermathe et de Kenscoff m'avait provoqué violemment à sortir de ma torpeur sociale, de ma satisfaction sociale, parce que ces paysans étaient là sous mes yeux, ils étaient là créant la vie de tous les jours, attachés à la terre et faisant rendre à la terre ses produits. Moi jusqu'alors, je ne les avais perçus que de très loin, comme une espèce complètement à part. Mais ayant eu à vivre avec eux, à côté d'eux, pendant quelques mois, les voyant bêcher et les voyant lutter, les hommes, les femmes, les filles, alors ils m'avaient tous saisi en quelque sorte, en m'imposant leur vision qui ne pouvait plus m'échapper, et ce livre est une espèce de cri. Quelqu'un, dans une recension, l'avait appelé une sorte de cri d'amour pour le paysan et la terre. C'est peut-être ça,, mais c'est surtout une *délivrance*, employons un mot meilleur : ce livre est un acte d'exorcisme d'une culpabilité qui m'était révélée immédiatement, ma culpabilité à moi en tant qu'homme des villes vis-à-vis de ces gens qui avaient été si longtemps et depuis toujours ignorés. Et le contraste était ceci : tout le poème est basé sur cela : ces gens qui travaillent si durement, ces gens qui travaillent quasiment sans espérance, pour de très petites choses,

pour un tissu, pour un bijou de pacotille et à qui nous allons enlever tout ce qu'ils auront produit pour en devenir les maîtres, pour devenir les maîtres de l'exploitation de ces produits et faire la moisson des surplus. Alors cela m'était révélé en quelque sorte durement, et ce poème est né de là. C'est donc vous dire que cette perception de la vie rurale n'est pas précisément née au Libéria. Ce qui est le propre de mon expérience libérienne c'est d'avoir vécu non plus éloigné de ces gens-là, mais avec eux, m'imprégnant de leur vie, de leurs soucis et pénétrant profondément les racines de leur culture.

Les livres de la série africaine

C.P. : Revenons, si vous le voulez bien, aux livres de la série africaine.

R.D. : Bon. Alors, cette série de livres, le premier qui est épuisé également et que je vais faire rééditer a paru en 1970, à Alger, publié par la Société nationale d'éditions, à une époque où j'étais encore au Libéria, mais en fait par une série de circonstances je n'ai retrouvé le livre qu'en 1972, après que je fusse sorti du Libéria. Ce livre s'appelle : *Dans un monde de dieux*, et en sous-titre : *Mythologie de l'Hinterland libérien*, c'est-à-dire que je venais de vivre avec mes amis des villages, je venais de vivre l'expérience de marcher avec eux véritablement au milieu des dieux, c'est-à-dire que pour eux l'esprit, n'est-ce pas, les esprits invisibles commandent tout; ils rapportent tout à un monde invisible et le monde visible dans lequel ils circulent n'est que, en quelque sorte, le reflet du monde invisible, et il ne fonctionne que par permission de ceux que l'on ne peut pas voir mais qui en fait le gouvernent. Alors j'ai vécu ça, je l'ai vécu avec une sorte d'enchantement, l'oeil critique toujours, mais un enchantement à voir des hommes— qui sont, je vous l'ai dit tout à l'heure, des maîtres, des maîtres de tant de choses — mais qui vivent en même temps avec une telle naïveté, et comment cette naïveté elle-même devient à la longue une véritable discipline, et comment ils protègent les connaissances qu'ils ont formulées, c'est toute une histoire. Par exemple, prenez le fameux phénomène de l'initiation. Vous trouverez dans *Kimby*, dans *Un homme en trois morceaux*, dans *Renaître à Dendé*, une sorte d'obsession de l'initiation, c'est-à-dire des rites initiatiques qui sont ce qu'on appelle des rites de passage, qui font entrer l'enfant dans le monde des hommes, qui font entrer la jeune fille dans le monde des femmes. Des rites plus ou moins étudiés, plus ou moins élaborés, extrêmement sévères toujours, réglés comme si c'était véritablement par des métronomes. C'est pour cela que cette culture rurale est si séduisante parce qu'elle ne laisse absolument rien au hasard. Et une initiation qui pouvait, en tout cas dans la zone où j'ai travaillé moi-même, durer quelquefois jusqu'à trois ou quatre ans pour les filles, jusqu'à sept ans pour les garçons, c'est-à-dire une initiation de gens reclus à l'intérieur d'un bois sacré, pour apprendre une série de choses qui leur permettraient— alors ils disent dans le langage de tous les jours —de « devenir des hommes », mais en fait c'est pour leur apprendre à *dominer* l'environnement physique par les techniques de tous les jours et pour leur apprendre également à dominer ce qu'ils considèrent comme l'environnement mystique, c'est-à-dire le monde des esprits, etc., etc. Ce serait trop long d'en parler. Mais en fait c'est ça : former des hommes.

J'ai été très critique de l'initiation dans certains de mes livres comme *Un homme en trois morceaux*. Mais en même temps que je suis très critique, les Africains ne s'y trompent pas. Ils m'ont toujours dit : mais est-ce que vous vous rendez compte que votre traitement de l'initiation est ambigu? Je leur dis, bien sûr, ce traitement est ambigu parce que je suis partagé entre deux choses : l'admiration des techniques qui sont employées dans l'initiation et en même temps *la vanité de cette initiation* qui ne débouche sur rien car elle part d'un mensonge et finit dans un mensonge. Mais quant à la technique elle-même, elle est absolument impeccable car elle doit véritablement former des hommes à l'intérieur de certaines disciplines consenties, et à la limite, quand l'initiation a véritablement joué son rôle, elle vous donne, comme je l'ai écrit dans un de mes livres, des hommes qui ne bougeraient pas pour s'enfuir même si le ciel leur tombait sur la tête, parce qu'ils sont véritablement arrivés à *posséder* leurs esprits et, ce que nous pourrions appeler, à posséder leurs âmes au bout d'une ascèse, voyez-vous, comme on nous habitués à l'admirer chez les bouddhistes, etc., etc. Avec moins de tralala, moins de discours, l'Afrique en fait autant...

C.P. : Pour vous historien social, est-ce que je peux oser dire : vous souhaiteriez que ce rite puisse trouver une autre dimension, disons, socialement utile?

R.D. : Mais je le dis même quelque part, n'est-ce pas, qu'il est fermé à l'écrit, il est fermé à la science, le monde de l'initiation. Ouvrez-le à l'écrit, ouvrez-le à la science, gardez certaines des disciplines, mais vous avez là quelque chose d'absolument extraordinaire. Bon, maintenant, dans la zone où j'ai travaillé, dans cette zone culturelle que j'ai appris à connaître dans ses moindres détails, c'est la zone que l'on appelle « la zone à masques », c'est-à-dire que cela diffère énormément de notre culture de base à nous autres qui avons hérité des *Fons* le vaudou, le phénomène de possession, etc., etc. Phénomène de possession qui est une sorte d'attente, d'attente de l'individu. Nous n'entrons pas dans la technique mais nous savons trop bien de quoi il s'agit : phénomène d'auto-suggestion, suggestion et auto-suggestion. Mais pour l'individu ce n'est ni suggestion, ni auto-suggestion : c'est un fait qu'un dieu va lui tomber dessus et qu'il va devenir le cheval de ce dieu. Donc il demeure courbé en quelque sorte dans une certaine soumission, et il y a une série de rites qui se passent, la musique, le chant, etc. qui le portent à la rencontre du moment où— *pan*! — l'esprit le saisira. Bon. Dans la « zone à masques », la possession n'est pas connue ou est très peu pratiquée parce que le masque sert de dieu. Maintenant, voyez la différence énorme entre ces deux genres de rites. Dans un rite, Dieu est fabriqué par l'individu comme en quelque sorte un double de soi, comme un envers de soi, projeté à une certaine hauteur pour lui tomber dessus, le maîtriser et faire de lui sa monture. Donc chaque individu fabrique ce dieu à sa mesure, selon sa taille, selon ses dispositions. Alors l'un sera le disciple de *Damballah— oué-do*, l'autre sera le disciple..., vous voyez bien. Bon. Dans la zone à masques, il y a un collège d'individus, les maîtres du culte, qui sont des initiés profonds, ce qui signifie que ce sont des hommes qui se taisent et qui possèdent, eux, les clefs de tout ce qui se fait. Le masque, ils savent qu'il est fait de main d'hommes, puisque quand ils ont besoin du masque, ils le commandent. Bon. Ils savent que ce masque qui est ainsi fait en bois et décoré par un homme, ils savent que ce masque va être monté sur une structure de paille ou de plumes, etc., etc. pour devenir une figure effrayante qui est la figure

du dieu. Ils savent comment se fait cette structure. Ils savent qui portera cette structure pour animer la figure. Ils le savent et ils protègent ce secret par cette façon terrible, c'est pourquoi cela se passe dans un enclos qui est le bois sacré où tout le monde se tait et où véritablement l'initiation est une chose *ab-so-lu-ment* obscure pour les autres gens de l'extérieur. Donc le maître du culte à des degrés divers, chacun possède un certain niveau de secret, et *ce sont des hommes qui fabriquent Dieu à la main*, comprenez-bien, qui fabriquent Dieu à la main, et l'ayant fabriqué, ils l'imposent au peuple et disent : voici Dieu. Dans quelle mesure ils croient ? Je ne sais pas. Ce que je sais, c'est qu'ils le fabriquent selon des rites reçus ancestralement et que à n'importe qui ils l'imposent comme la présence de Dieu.
Tandis que dans l'autre culte, dans l'autre genre de culte, vous voyez que c'est la foi qui opère, dans l'autre c'est li'habileté. Je vous donne ces détails parce que quand vous me posez la question : est-ce qu'on pourrait utiliser cela pour autre chose, je dis que je vois difficilement que l'on puisse par exemple utiliser la possession à autre chose qu'aux fins que nous connaissons. Mais je dis que l'autre manière de culte qui est pour des hommes, à sang-froid, de fabriquer Dieu eux-mêmes et de l'imposer, je dis que tout le théâtre auquel ils recourent pour pouvoir fabriquer cette figure et l'imposer, toutes les disciplines que cela suppose, n'est-ce-pas, disciplines imposées d'obéissance mais disciplines également de consentement de la part des acolytes, je dis que si toutes ces choses étaient appliquées au monde de la science et des livres, on détiendrait des résultats formidables.

C.P. : D'accord. Moi je retenais plutôt votre propre formule, c'est-à-dire le mensonge à l'entrée, le mensonge à la sortie, et alors il s'agissait de voir, dans une sorte d'échange entre nous, un peu abstrait même, comment on pourrait briser cette logique sans issue. Et là tout de suite me vient l'idée : est-ce que la fabrication de la conviction, du sentiment d'invulnérabilité lors du serment de Bois-Caïman, est-ce que cela ne rejoint pas cette fabrication du dieu qui est imposée ?

R.D. : Si vous voulez, ça se côtoie. Au Bois-Caïman, il n'y avait pas de figure fabriquée de main d'hommes, il y avait un vaste phénomène de suggestion à partir d'un rite donné et à partir d'un rite sacrificiel. Il est extraordinaire d'ailleurs qu'un cochon ait été sacrifié, parce que c'est un animal qui est considéré en général comme un animal malpropre, maudit...

C.P. : Pour dire le mot, répugnant...

R.D. : Répugnant, et le fait que ce soit un porc, l'objet du sacrifice, cela voulait dire que les gens étaient voués, s'étaient voués à une bataille sans retour parce que la communion s'était faite dans ce sang-là, plutôt que dans le sang par exemple d'un agneau qui est plutôt le symbole de rachat. Tandis qu'ici c'était le symbole profond d'entrer en enfer, s'il le fallait, avec l'ennemi pour pouvoir le détruire. Nous sommes plutôt ici dans le domaine de la suggestion, n'est-ce pas, que nous allons retrouver d'ailleurs tout au cours des luttes d'Indépendance : Hyacinthe, par exemple, avec sa queue de... ; et l'invincibilité, le sentiment, le caractère d'invincibilité qu'assumaient certains individus, nous savons aujourd'hui naturellement que ce n'était pas le temps des canons rayés et que les gens qui tiraient les fusils n'étaient pas terriblement adroits, comprenez-bien, mais attention, il n'y a pratiquement pas de semaine ou de mois en Afrique, quel que soit le pays où j'ai été, où ne reviennent, comme cela au cours de la conversation, des histoires de protection, d'invincibilité, etc. etc...
Je ne sais pas dans quelle mesure *votre* génération a échappé à cela. Je sais qu'en ce qui concerne *ma* génération, nous sommes seulement quelques-uns à y avoir échappé, à avoir échappé à cette foi fondamentale dans le pouvoir de certaines incantations et dans le pouvoir de certains rites.

C.P. : Probablement que beaucoup d'entre nous y avons échappé par la force des choses, dans la mesure où l'on retrouve une bonne partie de notre génération en exil... Mais tout cela nous ramène justement sur le terrain que nous avons essayé de délimiter tantôt, c'est-à-dire donc que cette dynamique africaine qu'on retrouve dans votre production récente est liée à une redécouverte, à une renaissance. Et nous qui recevons cela ici en Amérique du Nord, en Europe, etc., nous nous disons bon, il y a quelque chose qui se passe, qui s'est passé. Maintenant que vous nous l'avez expliqué, nous comprenons. Mais subitement nous avons une interrogation quand nous avons parcouru « *Mourir pour Haïti* ».

« Mourir pour Haïti »

R.D. : Bon, une interrogation, je veux bien, mais j'espère que ça n'a pas été une surprise, parce que si vous reprenez la quatrième de couverture— c'est le texte qui est au dos d'un livre — si vous prenez donc la quatrième de couverture du livre *Un homme en trois morceaux*, vous verrez que l'auteur nous dit que, mutatis mutandis, dans ses deux livres : *L'Afrique des Rois* et *Mourir pour Haïti*, il a eu l'impression d'être en train, en découvrant ces pays-là, de décrypter en même temps les problèmes d'Haïti. C'est une chose qui ne m'a *jamais*, à aucun moment, abandonné. Dans cette recherche que je faisais, dans cette longue marche entreprise pendant sept ans côte-à-côte avec les paysans du Libéria, ils me renvoyaient constamment à Haïti, voyez-vous, par les différences ou les ressemblances ; il y avait des degrés dans certaines choses ; il y a des arts qui ont été perdus, ceux que j'appelle— dans différentes conférences que j'ai données en Afrique — « ce qui n'a pas franchi la mer ». Il y a certaines formes qui n'ont pas franchi la mer : l'Islam, qui cependant régnait en Afrique déjà, dans certains endroits, à l'époque de la déportation. L'Islam n'a pratiquement pas franchi la mer. C'est à peine si quelques fois vous entendez dire que tel chef comme Boukman par exemple avait été un chef musulman. Mais cela n'a absolument aucun rapport, aucune importance avec le rôle qu'il a joué dans l'histoire.
Et donc je dirais que constamment dans ce cheminement j'étais renvoyé à Haïti soit par les ressemblances, soit par les dissemblances. À aucun moment je n'ai perdu cela de vue : la conscience profonde que j'étais en train de lire, dans un livre ouvert en quelque sorte, les démarches de ma propre race et de mon propre pays, voyez-vous, avant la déportation. Et bien sûr, en-dehors de cela...

C.P. : C'est un double décodage : décodage de ces pratiques que vous redécouvrez, décodage de la condition haïtienne...

R.D. : C'est sûr, décodage, oui, et d'un autre côté, là où certaines solutions sont suggérées, elles pourraient aussi bien être appliquées à Haïti. Par exemple, dans *L'Afrique des Rois* où nous avons une équipe de jeunes gens qui sont en train de lutter pour changer la condition de leur vie, de leur village.

Mais il est impossible de voir ce qui se passe dans ce village sans penser à Haïti. Quelques structures mises à part, le rôle des notables du village, etc., etc., c'est comme si c'était Haïti : cette usine américaine qui est implantée là et qui fait des bénéfices, ce président qui refuse l'effort de retournement sollicité par quelques jeunes universitaires, parce que finalement il a peur d'être dépassé par les événements, ça pourrait être un président d'Haïti— le président Boyer. Reprenez l'histoire ancienne, Boyer, c'était déjà le reproche qu'on lui faisait de s'opposer à tout changement... Boyer disait qu'il s'opposait à « l'esprit d'innovation ». C'est ce que exactement nous disent les Américains quand ils nous disent : « L'implantation de doctrines étrangères », vous voyez...

C.P. : Vous qui avez une conscience historique si marquée, quelle explication pourriez-vous donner à ce trait fondamental, nous semble-t-il, de la personnalité politique de nos leaders, à savoir cette incapacité à visionner le changement, mises à part quelques exceptions bien sûr, cette incapacité même à rechercher le changement, c'est-à-dire l'effort fondamental qui consisterait à faire les choses autrement? On a l'impression qu'à nous s'applique parfaitement le dicton : « plus ça change, plus c'est la même chose »!

R.D. : Que dire, que répondre à cette question ?... Je pense que la réponse est absolument claire. Il s'agit d'un égoïsme fondamental, qui est un égoïsme de classe, c'est-à-dire que l'individu qui arrive au pouvoir— quelle que soit son origine d'ailleurs, qu'il soit d'origine paysanne, qu'il soit d'origine urbaine, — à partir du moment où il a accès au pouvoir et comme le pouvoir n'a pas été acquis véritablement de manière démocratique..., il n'a pas de respect fondamental pour le peuple...

C.P. : Bien. Alors au bout de ce périple africain, nous recevons « *Mourir pour Haïti* », et là, la question nous vient à l'esprit : s'agit-il de la même trajectoire ou s'agit-il d'une trajectoire parallèle mais que vous aviez jusqu'à présent mise en veilleuse, ou plutôt pour laquelle vous aviez utilisé un autre code pour maintenant nous l'amener au grand jour? Est-ce que la question est pertinente?

R.D. : Absolument pertinente. Il s'agit bien d'une trajectoire unique puisqu'il s'agit du même individu, et il s'agit en quelque sorte d'un développement dans une certaine perception des choses. Je pense l'avoir dit tout à l'heure, que tout au long de mon périple libérien j'ai été constamment sollicité par le rappel d'Haïti, c'est-à-dire que derrière l'individu que je voyais il y avait toujours une perspective haïtienne à laquelle j'étais renvoyé. Le mouvement du paysan libérien me renvoyait à un mouvement du paysan haïtien, et je pouvais comparer, pas même d'une manière consciente mais d'une manière véritablement continue, comparer ce qu'était ce rural qui vivait encore dans l'appareil de la structure ancienne avec notre rural à nous, projeté hors de cet encadrement et qui avait été obligé de renouveler cet encadrement et de trouver des nouveaux moyens de réajustement dans un milieu perpétuellement hostile. Donc Haïti était toujours présent. Et dans certains de mes livres comme *Un homme en trois morceaux*, je l'ai bien dit que recenser ça c'était pour moi en quelque sorte recenser également les démarches parallèles du Tiers-Monde et particulièrement d'Haïti. Parce que finalement, il s'agit bien de ça, il s'agit d'un Tiers-Monde exploité. Dans « *L'Afrique des Rois* », cette usine, cette plantation dans le village aurait tout aussi bien pu être installée en Haïti ; les incidences étaient les mêmes : ces Américains qui exploitent, ce sont les mêmes ; ces Anglais qui exploitent, ce sont les mêmes. Il aurait pu tout aussi bien se trouver— et il s'est trouvé — des gens pour proposer un plan de salut et pour être écrasés par un gouvernement d'imbéciles. Donc il n'y a jamais eu d'oubli d'Haïti. C'était d'autant plus impossible que la situation haïtienne se rappelait constamment à moi, à nous tous de l'exil africain, par ceux qui partaient à leur tour sur la route de l'exil, soit qu'ils fussent en train de commencer leur expérience, soit qu'ils fussent euren train de se déplacer d'un poste vers un autre dans cette espèce d'errance qu'est devenu notre séjour en terre d'exil.
Haïti donc en emportait l'inquiétude de manière permanente et on l'interrogeait. On l'interrogeait, et cette interrogation, elle, suivait deux lignes que vous retrouverez dans le livre *Mourir pour Haïti.* Cette interrogation suivait l'événement. Mais qu'est-ce qui se passe? Comment les individus réagissent-ils? Et on apprenait ainsi les nouvelles de tous ces hommes, de toutes ces jeunes femmes, qui de temps à autre s'étaient élevés contre la dictature du père, Duvalier, et avaient été ainsi tués, éradiqués, et en quelque sorte enlevés de la terre. Bon. On apprenait ces nouvelles. Ça faisait partie de l'interrogation, et l'interrogation se développait également sur un autre plan, sur un autre plan de l'événement, sur le plan de la recherche des causes. Et on se demandait : *comment* cela s'est-il fait? Et on se demandait : *pourquoi* cela s'est-il fait?
À cet égard, il y a un mot que je rappelle souvent, je me demande si je ne l'ai pas rappelé lors de la première entrevue avec *Collectif Paroles*. C'est un mot de Dantès Bellegarde, disant de la dictature de Traujillo qu'il était *im-pos-sible*, qu'avec les traditions de liberté qu'avait connues Haïti, impossible donc que nous connaissions une telle dictature et qu'une sorte d'esprit de liberté nous avait animés pour empêcher que cela se fît. Bien sûr, Dantès Bellegarde était un homme de bonne volonté, et il était honnête, il était sincère. Et nous étions sans doute beaucoup à penser que la mainmise d'un appareil féroce sur Haïti n'était plus possible parce que nous avions des traditions de luttes paysannes, nous avions connu tout un long siècle pendant lequel le paysan armé s'était dressé pour empêcher que la société se refermât complètement sur elle, et toujours de l'intérieur ce paysan avait su essayer de taper dans la structure pour y faire des brèches par lesquelles il pourrait respirer. Ce que nous avions oublié c'est que ce paysan avait été totalement désarmé par l'occupation américaine. Ce que nous avions oublié c'est que l'occupation américaine avait abouti à la constitution — à la faveur de la paix sociale — d'une petite bourgeoisie urbaine qui avait appris à prendre option sur l'avenir dans de petits métiers, dans le petit commerce, rejoignant ainsi les intérêts de la grande bourgeoisie compradore qui elle-même rejoignait les intérêts de l'import-export qui était manipulé par les métèques. Donc nous avions oublié ceci, Bellegarde l'avait oublié, et nous à la suite de Bellegarde nous l'avions oublié également que les situations n'étaient plus les mêmes, que les traditions de liberté pouvaient exister mais qu'elles étaient désormais tues, elles étaient désormais enfouies, parce que à l'occasion de la paix américaine, du désarmement des masses, il s'était donc formé cela, une structure urbaine— nous y revenons encore —, une structure urbaine désormais consolidée dans son pouvoir sur les villes et qui contrôlait les villes par un double appareil : l'appareil de l'Armée d'Haïti en tant qu'Armée d'Haïti proprement dite, et l'appareil— remis d'ailleurs aux

mains de l'Armée d'Haïti — des chefs de section, qui étaient devenus des espèces de caporaux sur toutes les zones rurales.
Donc pour employer un mot bien haïtien, désormais « plume ne grouillait » dans les campagnes. Donc tout était préparé pour qu'éventuellement une dictature s'instaurât, et nous avons vu défiler finalement des dictatures ; elles n'étaient pas comme celle de Duvalier. Nous essaierons tout à l'heure, si vous le voulez, de caractériser un peu celle de Duvalier. Nous serons obligés de le faire à cause de ce livre, mais enfin on a vu se défiler une série de dictatures : le gouvernement de Vincent, c'était une dictature larvée, c'était une dictature qui s'appuyait d'ailleurs sur une *théorie* de la dictature. De la même manière qu'en Amérique latine, on avait formulé à cette époque la théorie du *césarisme démocratique*, eh bien ! lui aussi Vincent— vous n'avez qu'à revoir « *En posant les jalons* » et d'autres discours —, il revendiquait la priorité de l'Exécutif sur le législatif et sur le Judiciaire. C'est pour cela qu'une série de lois de Vincent lui avaient permis de mettre fin au mandat des juges, mandat qui, selon les vieilles coutumes et les vieilles constitutions, était un mandat à vie afin de pouvoir garantir que le juge restât impartial. Vincent a mis fin à cela. Il a mis fin également à l'immunité du corps des députés et des sénateurs. Donc dictature. Après Vincent, nous avons Lescot. Vous savez très bien ce qui s'est passé. C'était une dictature spéciale, particulièrement ignorante et tonitruante, avec une notion surajoutée à laquelle nous avons donné l'importance que vous savez, nous autres apôtres à cette époque-là du noirisme, donc une dictature qui prenait des allures de *dictature de classe*, qui était un essai de dictature d'*une* portion de la classe urbaine à laquelle on réagit mal, d'autres portions de classe urbaine, etc. Mais dans tout cela le peuple n'était pas concerné, il était tout simplement opprimé.
Bon. Et puis à la suite, qu'est-ce que nous avons eu ? Nous n'avons jamais véritablement eu de gouvernement démocratique. On ne peut pas appeler gouvernement démocratique la junte militaire qui a mis fin au pouvoir de Lescot. J'en ai parlé une fois déjà, je pense dans *Nouvelle Optique*. Il y avait un processus démocratique qui essayait de se faire jour dans la Révolution de 1946 mais la junte militaire nous a frustrés de cette révolution. Il faut dire également que dans certains camps, particulièrement dans le camp des noiristes, on n'était pas prêt à suivre jusqu'au bout le déroulement de cette option démocratique et c'est pour cela d'ailleurs qu'on s'est retrouvé dans le même camp que les militaires, mais enfin les militaires, ils ont stoppé le déroulement de la revendication démocratique.
Par la suite, qu'est-ce qui est arrivé ? Il est arrivé le gouvernement d'Estimé. Nous en avons parlé dans notre entrevue avec *Collectif Paroles*, que l'un des premiers actes d'Estimé a été de faire sauter le conseil communal *élu* de Cavaillon pour le remplacer par un conseil communal *nommé*. Est-ce que cela c'était la démocratie ? Non. Bon, ce n'était pas Duvalier, mais enfin... Nous avons ensuite le gouvernement de Magloire. Est-ce que nous pouvons appeler démocratique le gouvernement de Magloire— nous nous en sommes expliqués également dans *Collectif Paroles* — qui a donné une autorité énorme à ce que l'on appelait « la petite junte militaire », c'est-à-dire à des individus qui avaient le droit de faire et de défaire, de nommer et de ne pas nommer, et qui en sont arrivés— je l'ai dit, en nommant d'ailleurs l'un des exécuteurs principaux — à même faire éliminer physiquement de la scène des leaders syndicaux, c'est-à-dire les leaders de la revendication sociale.
Donc vous voyez bien qu'il n'y a jamais eu véritablement d'établissement démocratique mais que Duvalier est arrivé, et nous allons essayer de le caractériser...

C.P. : Si vous voulez, nous pourrions, en attendant, intercaler quelques considérations sur votre bouquin « *Mourir pour Haïti* » de façon plus spécifique. Nous reviendrons sur la situation haïtienne contemporaine. « Mourir pour Haïti », il y aurait là ample matière à échanges, à débats même etc. Cependant, nous allons nous limiter à deux ou trois choses, si vous voulez bien. D'abord, le titre. On se rend compte qu'il s'agirait, pour aller vite, disons, d'un très beau poème à la gloire de nos héros *morts*. Ça dérange quelques-uns. Qu'est-ce que vous en pensez ?

R.D. : Bon, alors, moi je vous pose une question : ça dérangerait qui, par exemple ?

C.P. : Il s'agirait de gens qui disent : « nous en avons assez des héros morts, il nous faut des héros *vivants* ». Prenons le titre comme tel. Bien sûr, c'est une capsule. Il y a bien des choses derrière, que j'aimerais voir émerger...

R.D. : De toutes les manières, ces héros, c'est des gens d'aujourd'hui. Il y a encore aujourd'hui des gens qui meurent. Ce sont des héros, et le fait par eux d'être souvent anonymes n'y change absolument rien. Ce sont des héros. Le fait par eux de n'être pas des doctrinaires, des doctrinaires peut-être du socialisme, des doctrinaires d'autres choses que de ce que nous voudrions peut-être, n'en fait pas moins des héros, dans la mesure où ils se dressent, où ils se battent. Vous prenez quelqu'un comme Sylvio Claude, par exemple. Dans le désert actuel que constitue l'intérieur d'Haïti, du point de vue de l'opposition, cet homme est un héros. Cet homme est un monsieur qui se dresse, qui dit qu'il va se battre et qu'il va continuer à se battre, qui refuse de s'en aller, qui refuse de partir et dit que si on doit le tuer, qu'on le tue sur place, etc. C'est un héros.

Donc le héros mort, dans ce cas particulier, renvoie à des héros vivants. De place, etc. C'est un héros. Donc le héros mort, dans ce cas particulier, renvoie à des héros vivants. De toutes manières, l'avenir ne se construit pas comme on disait mystiquement autrefois, « à partir des cendres du passé ». C'est une expression qui ne veut presque rien dire. Mais l'avenir se construit à partir de la *connaissance* du passé. C'est l'accumulation des données du passé servant à une communauté de mémoire collective où elle peut puiser la connaissance qui lui permet de puiser, en même temps que la connaissance, des indications directionnelles. Or, ce livre-là a voulu être à la fois deux choses. Il a voulu être, si vous voulez, un *reportage d'événements* mais il est moins le reportage d'un événement, même quand l'événement y prend une place majeure ou apparemment majeure. Il a moins voulu être un reportage qu'une sorte de *procès-verbal d'une société*, d'une société saisie à un moment donné de la durée, d'une société soumise à une dictature et qui, en même temps qu'il y a des héros, ne trouve cependant pas en elle ni suffisamment de ressorts pour que ces héros trouvent à leur service une clientèle qu'ils puissent mobiliser, et même que ces héros sont en quelque sorte embourbés, empêtrés dans le sentiment général de prostration, de panique et de peur qui semble s'être emparé à un moment donné de la communauté toute entière. Ce livre d'ailleurs— et il faut le rappeler — est historiquement situé. Il s'arrête même avant la mort du père. Donc il ne concerne pas le régime du fils avec la soi-disant libéra-

tion et ce qu'a permis d'émergences sur le terrain cette semi-libération. Il parle bien d'une époque où tout se taisait, excepté quelques fois le tir de quelques mitraillettes aux mains de quelques jeunes gens. Alors procès-verbal d'événements ? Peut-être dans un certain sens, puisque on peut y reconnaître parfois, à certains carrefours, certains visages mais particulièrement un recensement de la société prise collectivement dans cette peur qui semble avoir été sa marque déterminante, et une peur telle qu'elle engloutira, absorbera les efforts de quelques héros. Qu'est-ce qu'on peut faire d'autre ? À partir d'une telle situation, glorifier et présenter des vainqueurs ? Mais la réalité est là ! Nous sommes passés de régime-là que je prononce historiquement limité dans le livre— le régime du père — nous sommes passés du régime du père à un régime encore plus odieux, peut-être pas plus odieux mais certainement plus honteux, qui est le régime du fils. Donc comment aurais-je pu, à partir du matériau donné et limité dans le temps au régime du père, comment aurais-je pu créer des personnages de héros triomphants ? Il y a des héros mais ils ont été écrasés.

C.P. : À partir de ce moment, est-ce qu'on peut dire que cette mise en relief de héros morts est en même temps une mise en garde contre la construction ou la fabrication de héros vivants mais abstraits, c'est-à-dire donc détachés de la réalité sociale environnante et surtout historique ? Est-ce qu'on pourrait prolonger, relier cette dimension des héros vivants à celle des héros morts ?

R.D. : Sans même aller aussi loin, elle est certainement une mise en garde donnée à plusieurs. Elle est une mise en garde donnée aux révolutionnaires généreux qui ne penseraient pas suffisamment à la logistique du mouvement révolutionnaire. Elle est une mise en garde contre le révolutionnaire qui trop spontanément saisit l'arme pour courir à la mort dans une sorte de glorieux suicide, sans penser à la quotidienneté de l'acte d'insertion dans la communauté de la base pour que la révolution devienne véritablement quelque chose de vivant. Nous avons présenté dans ce livre des échecs de jeunes gens *absolument* généreux mais finalement peu préparés à cette forme de guérilla. Nous avons présenté un jeune homme *absolument* typique d'une certaine jeunesse haïtienne, dans une sorte de générosité livresque, qui croit qu'il va vraiment livrer bataille en se rendant à une bande de coquins parce que son procès fera du bruit. Nous avons tous été capables de telles choses à un certain moment. Nous avons tous été capables de telles choses qui finalement étaient jugées dans le livre même comme une sottise par l'ambassadeur d'un pays où il y a des traditions révolutionnaires plus efficaces et plus vivantes, quand je lui fais dire par exemple : écoutez, plutôt que de vous remettre demain à ces juges pour un procès qui ne vaut vraiment pas la peine parce que c'est un procès qu'on ne vous fera même pas, on va vous écraser, vous allez mourir pour rien, plutôt que cela j'aurais mieux aimé vous mettre en main aujourd'hui une mitraillette pour que vous alliez descendre l'homme qui vous a vendu...

C.P. : Comme Esther qui été emportée.

R.D. : Oui, c'est ça...

C.P. : Alors justement puisqu'on en est à Esther, une autre question importante, qui est une sorte d'ouverture, de voie de compréhension de votre travail : pourquoi ce personnage *féminin* central ? Y a-t-il là aussi révélation, redécouverte, chez vous, d'une dimension importante dans ce que l'on pourrait appeler d'une manière générale la problématique haïtienne ?

R.D. : Il fallait à mes yeux, il fallait selon moi que ce fût une femme. Non pas qu'un homme n'eût pu conduire un mouvement comme celui-là. La preuve c'est que Esther avait un chef qui était Serge, mais enfin elle est une figure centrale, elle est une figure de leader. Et il fallait que ce fût une femme. Pourquoi ? Parce que l'un de nos malheurs dans notre société jusqu'à ce jour, c'est d'être encore prisonnier d'un certain *machisme*, c'est-à-dire même quand nous disons un mot de l'égalité de la femme, dans le fait nous considérons véritablement la femme comme un être en-dessous de nous...

C.P. : Secondaire...

R.D. : Un être secondaire. Or, tant que nous n'aurons pas donné— je ne dis pas seulement dans le combat à coups de carabine — mais dans la vie de tous les jours, tant que nous n'aurons pas donné à la femme sa place d'égale, sa place essentielle à côté de nous, les hommes, alors il n'y a rien à faire, il n'y aura pas de révolution, autant laisser Duvalier ! Vous comprenez, pour moi c'était la nécessité, une des nécessités, non pas peut-être factuelle, non pas appuyée sur le fait, mais une des nécessités raisonnables de cette reprise d'Haïti en main, et que la femme y ait son rôle considérable. C'est pour cela que Esther joue ce rôle-là, un rôle véritable rédempteur. C'était trop simple que ce fût un homme, pourquoi pas Esther ? C'était trop simple de faire de la femme simplement la compagne de l'homme. L'histoire d'Haïti est pleine de ça : Marie-Jeanne qui est la compagne de Lamartinière, et tout cela, mais *compagne de, à côté de* Lamartinière. Il est temps que la femme assume son rôle, son rôle très grand, et seulement à cette condition nous pourrons véritablement avoir un autre pays.

C.P. : Une question encore liée au rôle central d'Esther, c'est la suivante : on constate aussi que c'est elle la première *suppliciée*. Pourquoi ?

R.D. : Bon, ça c'est simplement l'événement, quoi ! C'est-à-dire qu'il fallait bien une trame à ce roman. Il faut bien qu'un roman se déroule selon une certaine logique qui devient sa logique interne. Or, il fallait ouvrir ce roman sur trois choses : il fallait ouvrir sur ce roman sur un acte éblouissant de guérilla puisque c'est de cela qu'il s'agit ; il s'agit de réveiller ; le roman se propose de réveiller les consciences et de montrer ce qui doit être fait. Bon. Et puisque la guérilla chez nous, à cette époque-là en tout cas, était constamment brisée, ruinée, il fallait absolument que cet acte de guérilla s'achevât sur la mort accomplie de celui qui l'avait assumée, ou bien ce serait le mensonge. Troisièmement, il fallait aussi— et cela était important à mes yeux — il fallait que déjouant la vérité même littérale des faits, il fallait amener sur les lieux de cette guérilla une série d'individus représentatifs de la collectivité haïtienne, de la collectivité urbaine, des hommes, des femmes, des ministres, des employés, des gens de culture, des livreurs, des « gens de rien », comme on dit, il fallait amener là toute une communauté qui soit témoin de ce drame et qui vécût ce drame en acteurs, dans une peur abjecte qui est ou a semblé être, à un certain moment, la marque de cette collectivité. Donc il fallait ces trois éléments : l'acte brillant, la mort de cet être et en même temps secouer les gens en leur montrant l'abjection de cette peur.

Il y a des gens qui me l'ont reproché, qui m'ont dit : vous avez fait ces gens trop abjects, trop lâches. Bon. Dans la

réalité du fait, la scène ne se serait peut-être pas passée comme ça, je n'en jurerais pas. Mais nous n'avons pas vu beaucoup d'actes de courage, n'est-ce pas, à part ceux de ces jeunes gens justement que nous évoquons dans le livre.

C.P. : D'accord. Il y a dans *Mourir pour Haïti* de très beaux passages qui m'apparaissent comme pouvant être des témoignages personnels. Je ne sais si je me trompe. J'aimerais juste signaler à l'occasion deux ou trois phrases, et vous pourriez un peu nous éclairer là-dessus. Comme par exemple à la toute fin de l'ouvrage : « le destin de chacun est modelé selon sa réalité profonde » ; plus haut : « il n'y a dans ce combat qu'une justice et qu'une morale : l'action, et qu'elle soit efficace. Se faire prendre avant d'avoir agi est une faute, peut-être un crime ». Encore un peu plus haut : « nous en avons assez de ce Tiers-Monde qui massacre sa jeunesse militante. Je ne veux plus ». Et si je remonte enfin à peu près vers la moitié de l'ouvrage, il y a une phrase qui m'a frappé et que je voudrais retenir comme servant de passage à notre discussion sur la situation haïtienne contemporaine : « Nous sommes des socialistes avec une patrie à aimer et tout désorientés par elle », ça me semble être un témoignage capital. Alors, y aurait-il moyen, disons, de confirmer, d'expliciter un peu l'un ou 'autre de ces témoignages, et puis nous passerions, si vous le voulez, à la partie contemporaine de notre échange.

R.D. : Je ne dirais pas que ces textes sont le fruit d'une expérience personnelle, je dirais plutôt qu'ils sont le fruit d'une réflexion, d'une réflexion continue, essayant d'approfondir les choses. Ce dernier texte que vous avez cité par exemple, bon, voilà, voilà, je suppose que c'est un peu l'expérience. Écoutez, vraiment, le socialisme tel que nous l'avons appris, n'est-ce pas, nous l'avons appris à partir de certaines doctrines, de certaines thèses. C'est-à-dire que notre réflexion sur le socialisme est née de canevas européens, qui supposent quoi ? qui supposent une société déjà distribuée entre des prolétaires urbains, des prolétaires ruraux, des classes bien définies comme classes exploitantes, etc., etc. Bon, quand nous abordons la réalité haïtienne, ce prolétariat urbain, il est fait de quoi ? quelques ouvriers de la Hasco ? Et puis ensuite, quoi ?... Finalement, le pays n'est pas industrialisé. C'est là où la grande proposition de base du socialisme se trouve un peu déjouée parce que nous partons d'un pays non-industrialisé et où la révolution est à faire d'une autre manière. Bon, vous me direz, elle a été faite à Cuba d'une autre manière. Attention, Cuba était industrialisé aussi. Elle a été faite à partir de la Sierra Maestra par des paysans, c'est entendu, mais dans un contexte qui, quand au dernier moment il a fallu donner le coup, a pu mobiliser immédiatement dans la ville des individus, une classe de travailleurs, qui d'ailleurs avaient été armaturés pendant longtemps par le parti communiste de Cuba, et où des mots d'ordre avaient pris l'habitude de circuler. Vous n'avez qu'à relire le *Viejo* de Maurice Casséus ou *Gouverneurs de la rosée* et vous verrez les témoignages de ces coupeurs de canne eux-mêmes qui avaient vu à l'oeuvre des grèves de syndicats, de syndicats urbains, de syndicats ruraux, donc des sociétés où il y avait déjà en quelque sorte les éléments possibles d'une armaturation, alors que, quand vous arrivez en Haïti, vous êtes vraiment désorientés par la constitution sociale du pays qui offre si peu de prise à des assises théoriques...

C.P. : ... reçues

R.D. : En tout cas, à des assises théoriques telles que nous les avions reçues, voyez-vous. Donc c'est ça qui explique cette phrase : « une patrie à aimer et tout désorientés par elle ». Alors, ici, le moment patrie prend une importance considérable dans la mesure où quand nous disons : « nous sommes des socialistes avec une patrie à aimer », ce mot n'est pas sans son importance, du moins dans mon propre vocabulaire, parce que vous savez, Haïti c'est tout de même, et à cause même de tout cela, quelque chose d'un petit peu différent. Ce socialisme-là ne peut pas tout de suite sauter dans l'universel. Nous sommes des socialistes avec une patrie à aimer », cette petite patrie haïtienne qui a une histoire, tellement différente des autres, etc, etc. Vous voyez ce que je veux dire et...

C.P. : Une histoire qu'il faut d'abord être certain de comprendre...

R.D. : Qu'il faut être certain d'avoir comprise, et alors « tout désorientés par elle ». Je ne sais pas comment prendre tout cela, il faudrait remonter en arrière, à la fondation du parti communiste par Jacques Roumain. Des partis communistes ont été fondés dans d'autres pays du monde, ils ont dû être écrasés, par exemple comme au Brésil, écrasés violemment par des dictatures assez féroces. Mais le parti communiste de Jacques Roumain qui était un parti d'intellectuels...

C.P. : un parti urbain..

R.D. : Jamais inséré dans la base sociale, a disparu avec l'exil de Jacques Roumain. Alors, voilà, c'est une « patrie à aimer », qui nous désoriente...

C.P. : Donc la patrie globale qui finalement rejoint les deux dimensions : urbain et rural, qui vous sont si chères...

R.D. : C'est ça.

C.P. : Bon. Alors, maintenant que vous avez explicité le contexte, l'arrière-plan, une partie de la dynamique de *Mourir pour Haïti*, nous aimerions pouvoir faire quelques échanges, encore une fois, sur la conjoncture.

La conjoncture

C.P. : En été 1981, Roger Dorsinville, avez-vous une nouvelle appréciation de la situation haïtienne, ou une appréciation renouvelée de la situation haïtienne ?

R.D. : C'est une situation qui dans sa continuité change tellement de disques, en quelque sorte, qu'elle déroute un peu, tout en restant dans une ligne déterminée, qui est encore la ligne de la confiscation du pouvoir par une certaine classe d'individus. Voici en quelque sorte la mutation à laquelle nous avons assisté...

C.P. : Vous dites bien mutation ?

R.D. : Mutation est peut-être fort...

C.P. : Je ne sais pas, je vous pose la question...

R.D. : Enfin, je le dis, le mot est peut-être fort. En tout cas, voici, si vous voulez, l'évolution à laquelle nous avons assisté pendant quelques années. Le pouvoir exercé par le père au nom d'une fausse doctrine noiriste et nationaliste mais qui cachait des ambitions personnelles a été remplacé par un nouveau pouvoir qui est le pouvoir du fils, qui, dans la continuité, change : du duvaliérisme du père au jean-claudisme du fils. Et qu'est-ce que c'est que le jean-claudisme du fils ? C'est une

sorte de préparation à un abandon de certains mots d'ordre de ce que l'on avait appelé : « la révolution du père », l'abandon de certains mots d'ordre, i.e., lui, il dit : mon père a fait la révolution politique, moi je fais la révolution économique. Bon. N'importe qui aurait pu dire ça, cependant nous assistons à ceci que dans son concept, la révolution économique c'est livrer le pays, non plus même à des compradores locaux, mais c'est livrer le pays à une série d'entreprises étrangères qui viennent établir leurs usines pour purement et simplement exploiter la main-d'oeuvre nationale. Donc pour lui c'est ça. Il a donc là une sorte d'évolution ou, si vous voulez, d'écart dans la continuité. Bon. Il va un peu plus loin. Et nous assistons, dans cette transformation du duvaliérisme ancien, à l'abandon de certains mots d'ordre comme le mot d'ordre noiriste. Le père avait eu— apparemment — avec Denis (Lorimer Denis : C.P.) un tenant du noirisme théorique, bien que dans la réalité il ait manifesté autre chose. Mais ne nous arrêtons pas à cela. Et nous y voyons le fils dire que le jean-claudisme, lui, ignore cette affaire des classes sociales telle que basée, en Haïti, sur les problèmes de couleur, et s'ouvre à tous les Haïtiens. Et nous assistons donc à une évolution très nette, si bien que la physionomie de l'entourage du pouvoir, du père au fils, change, de manière tellement drastique qu'il est devenu évident que toute l'ancienne équipe, que l'on a baptisée du nom de dynosaures, a été évacuée, ou tranquillement, ou brutalement, pour faire place à une nouvelle équipe d'affairistes absolument éhontés.
Donc ici nous avons devant nous les deux éléments de cette chose : je fais la révolution économique et je ferai une nouvelle révolution sociale. Or les deux se complètent, car il s'agit, avec une nouvelle classe d'individus— la strate supérieure de la bourgeoisie urbaine — il s'agit avec elle d'ouvrir le pays tout entier à une exploitation encore plus grande qu'historiquement il n'avait jamais connue, une exploitation par le capital étranger, par l'impérialisme, pas même américain, par l'impérialisme international.

C.P. : Est-ce que vous diriez donc que, en ce moment, nous sommes en présence soit d'un partage du pouvoir, soit en présence d'un passage en douce du pouvoir— comme certains analystes ou observateurs l'ont signalé —, ou alors, ce qui serait plus net, plus distinct, s'agit-il d'une prise en main des affaires de l'État par ce que vous appelez la strate supérieure de la bourgeoisie ?

R.D. : Je suppose qu'il faut encore attendre. Nous sommes en train de parler aujourd'hui, à une date précise du mois de juillet 1981, il est possible qu'il y ait une évolution plus rapide. D'ici que cela paraisse, la situation peut avoir évolué. Tout est possible. Nous ne savons pas exactement qui mène le jeu, et pourquoi, et pour qui ce jeu est mené. Nous savons, nous savons pour qui, finalement. Nous l'avons défini, c'est l'impérialisme international. Mais enfin dans le détail, nous ne savons pas qui est véritablement le maître du jeu. Nous voyons évoluer une femme, nous la voyons évoluer, déjà une certaine presse s'empare d'elle pour en faire une figure de proue, la figure de proue qui est Évita Peron. Écoutez, ne plaisantons pas avec les choses sérieuses. Il s'agit, derrière cette mascarade, d'une volonté qui pousse, pousse, mais qui poussera jusqu'où ? Bien sûr, de toutes les manières c'est le peuple haïtien qui va être sacrifié. Mais quel est l'état-major en place qui peut en même temps être sacrifié ? Nous voyons partir des individus comme Jean Valmé, voyez-vous. Nous ne comprenons pas tout à fait. Nous voyons partir d'autres gens. Nous voyons renouveler entièrement le corps des ambassadeurs...

C.P. : Par exemple, est-ce que la nomination de Léger vous paraît significative ?

R.D. : Évidemment, elle est significative.

C.P. : De quoi ?

R.D. : Elle est significative d'une reprise en main des contacts, d'une reprise ouverte des contacts internationaux par la strate supérieure de la bourgeoisie urbaine. Ceci est absolument net parce que depuis 1946, le noirisme avait fait ce pas là, en tout cas, que la représentation à des postes sensibles comme Washington avait été assurée par des représentants de la sous-strate de la bourgeoisie urbaine, et bon, cela s'était maintenu ainsi depuis plus de 30 ans. Et puis maintenant voici revenir en surface, et en ceci c'est tout à fait symptomatique que ce soit d'ailleurs un Léger— quelque sympathique que l'homme puisse être en lui-même — parce qu'il y a une *tradition Léger*, voyez-vous, d'être lié aux affaires extérieures de ce pays-là avec les puissances occidentales, notamment les États-Unis. Qu'est-ce que c'est que cette tradition ? Il faudrait l'étudier, etc. etc.

C.P. : Est-ce que globalement vous diriez qu'elle a été porteuse de signes annonciateurs de changements décisifs dans l'histoire nationale ? Est-ce que c'est une tradition qui nous a été globalement bénéfique ou maléfique ?

R.D. : Je ne voudrais pas me prononcer si rapidement parce que je n'ai pas vraiment étudié le problème sous cet angle, mais enfin nous ne pouvons pas ne pas noter que l'arrivée de ce Léger-là à l'ambassade de Washington correspond tout de même avec l'arrivée au pouvoir de cette jeune femme dont nous parlions tout à l'heure et de ses parents qui— que je ne connais pas personnellement — mais qui semblent inquiéter énormément de gens par leurs ambitions, leur rapacité et surtout par leur docilité à tout ce qui est l'exploitation économique par les grandes entreprises internationales.

C.P. : Alors, ici, donc Léger, poursuivant la tradition ; reprise en main par la strate supérieure de la bourgeoisie urbaine des affaires de l'État. Nous avons là— réunis — quelques éléments qui pourraient nous faire penser à une situation qui vous est familièrement connue, même trop connue, pour avoir été vous-mêmes au centre de cette situation historique. Serions-nous en présence d'une situation pré-1946 ?

R.D. : Situation pré-1946 ? La situation pré-1946 se caractérisait tout de même par certaines choses que je voudrais rappeler brièvement sinon exhaustivement, puisque je n'ai pas suffisamment pensé à cela pour vous donner toutes les caractéristiques de cette époque. Mais enfin c'est une époque où enseignaient à l'école et dans les universités des hommes comme Émile Saint-Lôt, Joseph Déjean, Daniel Fignolé, docteur Salomon et quelques autres, des hommes qui étaient des voix autorisées, prêchant sous Lescot même, voyez-vous, des mises en garde contre une certaine forme de société. Et c'est une époque où tout de même il y avait en action, en Haïti, un Parti socialiste populaire. Que ce parti ait eu par la suite des querelles avec le mouvement *Authentiques*, ça c'est une autre affaire, mais nous devons apprécier en élément positif de la conjoncture qu'il y eût à cette époque, vivants et actifs, des hommes de pensée marxiste, n'est-ce pas, capables de l'analyse marxiste des situations comme l'équipe du Parti socialiste populaire.

Avons-nous en ce moment-ci en Haïti, avons-nous — je pose la question, je ne sais pas — avons-nous, en dehors de Frank Étienne, de certaines manifestations culturelles comme la représentation de la pièce *Pèlin-tèt*, avons-nous en Haïti, dans les écoles et dans les universités, des hommes de pensée déliée, d'audace verbale, capables de parler aux jeunes comme parlaient Saint-Lôt, Déjean, docteur Salomon, etc, comme parlait Daniel Fignolé qui ouvertement était prédicateur?

C.P.: Peut-être pas dans les mêmes termes, peut-être pas avec les mêmes termes de référence surtout, mais on peut penser au mouvement démocratique de prise de parole qui a été brutalement décapité au mois de novembre. Mais tout ceci a constitué un courant de pensée, de renouveau en Haïti, je veux dire, sur le plan politique, sur le plan culturel et social. Je pense que ceci était porteur de certains espoirs, je pense, dans le sens vraiment de la prise en main par les gens d'une certaine vision de la société haïtienne...

R.D.: Avec même un progrès par rapport à 1946, qui est que, si je le comprends bien, cette prédication sociale telle qu'elle était faite par tous ces gens qui ont été exilés en novembre, cette prédication sociale ne comportait pas certains des portants régressifs du noirisme théorique.

C.P.: Sans doute...

R.D.: Alors le mouvement a-t-il duré assez longtemps pour engendrer une prise de conscience? Je ne sais pas. Mais ce qui est certain par ailleurs, c'est que ce mouvement-là également s'est développé au niveau des villes, dans un cadre restreint, et nous nous retrouvons *é-ter-nel-le-ment* dans cette situation, du point de vue révolutionnaire, que tout cela se passe entre des éléments de petite ou de grande bourgeoisie urbaine, des éléments naturellement progressistes, d'avant-garde, ce qui en 1946 même quand il s'agissait d'éléments de la bourgeoisie, ce que le PSP appelait à cette époque-là « l'aile marchante de la bourgeoisie », mais enfin c'est encore ça, c'est péniblement ça, c'est désastreusement ça : que le pays, le pays à la base n'a pas été ventilé, c'est-à-dire qu'il n'y a pas eu de grands brassages d'idées, que les idées ne sont pas descendues jusqu'à la racine, qu'elles ne sont pas senties, perçues, qu'elles n'ont pas pu être brassées, c'est-à-dire, il y a un brassage théorique qui doit être fait, même à un niveau extrêmement sommaire, pour que l'individu bouge, pour qu'il marche. Il faut qu'il y ait le positionnement, dans sa pensée, de ce qui est et de ce qui est possible, voyez-vous, et la perception également de certains moyens de correction de ce qui est pour rendre possible la vision de l'avenir. Et tant que cela n'existe pas, qu'est-ce que vous voulez, vous avez une sorte de troupeau— je dis ce mot avec angoisse, c'est pas par manque de respect pour le peuple — non, mais c'est parce que il faut quand même que certaines idées déjà brassées... Écoutez, un peuple ne peut pas commencer aujourd'hui à se constituer une bibliothèque de référence en l'inventant au jour le jour. Ça prendrait combien de temps? Cinq mille ans? Dix mille ans? Alors que tout cela existe déjà mais n'a pas pu descendre, voyez-vous, jusqu'au niveau rural.

C.P.: Je pense que dans un certain sens vous avez raison, mais on peut quand même démontrer que, au cours des deux, trois dernières années, ce bouillonnement d'idées, ce mouvement de prise de parole a quand même traversé le pays haïtien. Je pense que notamment la presse parlée a pu quand même rejoindre les coins les plus reculés du pays et, par exemple, des programmes entiers étaient suivis à l'échelle du territoire. On peut prendre comme simple exemple, pour parler de mouvement de foules sensible à certains types de revendication politique— même si au bout du compte on s'est rendu compte de l'effet net de mystification —, je pense notamment au phénomène Lerouge qui a quand même mis debout des masses de population dans le Nord d'Haïti, notamment au Cap-Haïtien, et on a pu voir des phénomènes de résistance politique proprement dite où le pouvoir actuel a dû reculer, a dû marquer le pas. Et je pense que l'une des grandes craintes du pouvoir a été de voir ce phénomène faire boule de neige et donc devenir incontrôlable à l'échelle du pays. Est-ce que ce ne serait pas ça finalement? Je pense que vous avez raison de dire qu'il faut *travailler* le pays dans ses profondeurs, mais je pense qu'il y a eu une amorce en ce sens, et le danger était nettement perçu du côté du pouvoir.

R.D.: Sans doute, mais attention. Il y a ici une réserve capitale : tout ceci reste éminemment greffé sur une certaine tradition, je ne dis pas seulement haïtienne— on l'a constaté également dans certaines zones du Tiers-Monde —, tout ceci reste greffé sur une tradition de *personnalisation* de la résistance, de personnalisation de la révolte. C'est-à-dire que : Lerouge, oui ; on se met debout pour Lerouge, vous voyez ce que je veux dire? Ce ne sont pas les idées, et c'est ça finalement, la permanence du mouvement ne peut être assurée que quand les idées sont descendues et ont formé les individus. Bon. Faites disparaître Lerouge, le mouvement lui-même tombe. Faites disparaître l'équipe de gens de la radio— on ne s'y est pas trompé —, et immédiatement le mouvement tombe.

C.P.: En d'autres termes, vous posez aussi le problème de la nécessité de passer à une pratique organisationnelle de ce mouvement d'idées...

R.D.: Sûr, sûr, en dehors de ça rien n'est, ne peut être fait. Sous cet angle, il y a une chose que nous avons apprise récemment en détail. On nous a longuement parlé du mouvement, de la révolte de Cazale et on nous a parlé, n'est-ce pas, de ceux qui avaient pris en charge le mouvement et qui, véritablement vivant comme un poisson dans l'eau, avaient pu, pendant plusieurs années, donner à cette population, malheureusement limitée, un véritable sentiment du possible et des perspectives de mobilisation. Bon, évidemment des erreurs ont été commises parce que cela avait duré trop longtemps et il y a un passage dans mon livre où je dis justement— je ne connaissais même pas encore toute l'histoire de Cazale— où je dis que tout mouvement révolutionnaire qui dure trop longtemps dans un même petit cadre étriqué finit par être pris, brisé, disloqué par le pouvoir. Il faut qu'il y ait une dynamique dans le mouvement qui fait que, après s'être préparé pendant un certain temps, il bouge, parce que s'il ne bouge pas, il est frappé. Eh bien! Cazale, ça été ça. Évidemment, ce sont les circonstances particulières de ce milieu qui font que Cazale n'a pas pu proliférer, voyez, et devenir une sorte de cancer à métastases qui provoque, de proche en proche, la naissance d'autres mouvements ruraux.

Mais il est absolument indispensable d'en arriver là : *dé-per-sonnaliser*, dépersonnaliser, tant que cela restera personnalisé et qu'il est possible de frapper quelqu'un ou qu'il est possible, en frappant quelqu'un, de démolir toute une structure, alors, vraiment, nous n'aurons pas beaucoup progressé.

C.P. : Bien. Et ceci nous permet d'aborder une autre dimension de cette entrevue. En été 1981, comment voyez-vous, Roger Dorsinville, l'opposition haïtienne ou ce qu'on peut appeler comme telle? Quel bilan en faites-vous? Et quelles perspectives en dégagez-vous? Y a-t-il des espoirs pour que nous ne recommencions pas des lendemains toujours sans changements?

R.D. : Il serait p eut-être tellement simple, trop simple, de répondre à cette question d'une manière désastreuse. J'ai été assiégé ici, dès le premier jour, par des amis nombreux qui, tous n'avaient sur les lèvres qu'un seul mot : voyez, cette opposition ne foutera jamais rien de bon, il y a trop de divisions, trop de divisions, trop de divisions. Les gens semblent *ab-so-lument* persuadés au fond d'eux-mêmes qu'il est impossible de mettre ensemble deux, trois, quatre haïtiens pour faire quelque chose qui vaille. Bon dieu de bois! Comment a pu naître une telle conviction? Il faudrait un long examen, et il faudrait qu'à cet examen participent ce que j'appelle des tenants de la psychiatrie sociale. Nous sommes, par certains aspects, des mythomanes incorrigibles; nous croyons aux mythes. Un individu se lève et il se frappe la poitrine, il se dit : c'est moi. Et cet individu-là trouve immédiatement dix, quinze personnes, parfois mille personnes pour dire : c'est lui. Au nom de quoi? On ne sait pas. Et alors celui-là, à partir de ce moment, il est absolument persuadé que tout doit passer par lui et que rien de ce qui se fait en dehors de lui n'est bon, pire, que tout ce qui se fait en dehors de lui est marqué déjà d'infamie. Et quand vous avez ainsi un homme, deux hommes, dix hommes, et que vous vous trouvez en présence d'un groupuscule, deux groupes, dix groupuscules, alors que faire? que faire? Bon. Examiner cette situation n'est pas véritablement très, très rassurant, et la question est difficile, la question est difficile...

C.P. : En d'autres termes, se trouve posé— et je suis certain que nous ne pouvons pas le résoudre ici — le problème de l'unité.

R.D. : Eh oui! Évidemment se trouve posé le problème de l'unité. Maintenant, que dire à cet égard? Comment faire? Comment faire? Je suis arrivé ici, précédé d'ailleurs par la nouvelle de ce rassemblement auquel préside Leslie Manigat. Bon. Et je trouve, en même temps que de chauds partisans, des adversaires absolument irréductibles. Mais, bon dieu de bois! il ne s'agit pas de Manigat, il s'agit de renverser Duvalier! Et il s'agit du premir qui aura pu mettre sur pied une structure valable, une structure capable de servir de coup de poing. C'est de ça qu'il s'agit, et non pas d'autre chose. Il ne s'agit pas de savoir si on va mettre celui-ci ou celui-là président de la république. Il s'agit de savoir s'il y a une structure en place qui soit capable d'être soutenue véritablement de l'extérieur pour en arriver à un but très précis qui est de renverser un gouvernement honteux et impossible. Et si cette structure exite, il s'agit que, à des conditions à déterminer, et à des conditions à discuter, que les gens se mettent ensemble. Mais dès que quelqu'un en arrive à structurer quelque chose, il nous semble immédiatement qu'un autre groupe se lève pour essayer de structurer autre chose qui serait contre. Et ceci depuis vingt ans, depuis trente ans? Alors, où allons-nous? Nous sommes bientôt à la vingt-quatrième année du régime de Duvalier. Quand le père disparaissait, on disait que c'était impossible que ce petit bourru de rien du tout devienne le chef. Il est devenu le chef! On se gargarisait de ses querelles avec sa mère, de ses querelles avec celui-ci, de son impuissance à faire ceci ou cela. Et puis, voilà, il nous a imposé une femme, et voilà, elle est bien la présidente de ce pays-là, qu'est-ce que vous voulez qu'on y fasse? C'est-à-dire que c'est comme si nous étions en train de dégringoler le long d'une pente jusqu'au fond de l'abîme, et chaque mouvement que l'on fait pour essayer de se relever ne fait qu'entraîner davantage parce que il n'y a pas des mains tendues pour former, en s'accrochant l'un à l'autre, cette ceinture de résistance qui permettrait vraiment d'organiser quelque chose. Quelqu'un me disait l'autre jour à la lecture de ce papier qui vient de sortir sur l'assistance des États-Unis à Haïti, qui a été longuement discuté par des consultants, etc. et qui est arrivé à la conclusion qu'il n'y a pas d'alternative possible, au gouvernement de Jean-Claude Duvalier, et l'argumentation est celle-ci : l'opposition est faible, divisée et apparemment incapable de se mettre ensemble pour organiser une alternative valable. Bon, alors quelqu'un me disait : c'est la même chose toujours, ce sont des prétextes que les Américains cherchent. C'est possible que les Américains cherchent, mais dans ce cas particulier ce n'est pas que les Américains aient cherché, dans ce cas particulier, les Américains ont trouvé : ils ont trouvé, c'est ça le problème, une opposition faible, divisée, qui n'a pas pu s'entendre sur un programme, voyez-vous. Alors quand ils vous disent ça, cette opposition immédiatement a un devoir qui est de s'entendre pour devenir forte, pour n'être plus divisée et pour pouvoir proposer un programme. Alors, à ce moment, on leur dit : voici, l'opposition est unie. Moi, je l'ai vu faire par exemple à Perez Jimenez au Vénézuéla. Après des années de dictature, l'opposition s'est unie, et Dieu seul sait s'ils étaient divisés. La preuve c'est que après, chacun a repris ses billes et s'est mis à les jouer comme il l'entendait. Mais il y a eu cela. Pourquoi? Cela serait-il impossible chez nous?

C.P. : Je crois que c'est là en effet une règle absolument historique et à laquelle on ne peut pas échapper : s'unir, s'unir et encore s'unir.
Dans le prolongement de cette entrevue, Roger Dorsinville, est-ce que nous pouvons oser vous demander si vous avez pensé à commencer, un jour que nous espérons pas trop lointain, à écrire vos mémoires politiques?

R.D. : Je n'y ai jamais vraiment pensé, et pour une raison très simple. C'est que je suis écrivain, je connais la valeur des mots et surtout le sens des genres. En tant que romancier, je peux dire beaucoup de vérités, je peux dire *la* vérité. En tant que homme écrivant mes mémoires, je me mettrais presqu'inévitablement— parce que c'est la loi du genre — à essayer de justifier certaines des choses que j'ai faites, certaines de mes démarches. Je peux répondre à vos questions, en faisant l'autocritique de certaines positions que j'ai assumées à un certain moment. Je peux à l'occasion de n'importe quelle interview dire la vérité toute entière sur des hommes que j'ai rencontrés, des hommes que j'ai croisés. Dans des mémoires, je me vois difficilement prenant l'initiative de dire certaines choses de certains hommes, de même que je me vois prenant difficilement l'initiative également d'une autocritique de certaines attitudes, etc. Voyez, c'est une affaire de circonstance : je dis donc que interviewé, je suis prêt à tout dire; mémorialiste, je crois que je tomberais presqu'inévitablement dans la loi du genre qui est de... pas mentir, mais enfin camoufler certaines choses pour les rendre plus acceptables, pour présenter aux yeux des autres un personnage plus sympathique.
Je pourrais citer des noms, les derniers livres qui ont paru dans ce sens-là; le livre de mon ami et parent Julio Jean-Pierre Audain. Julio n'a pas dit le quart

de la vérité qu'il aurait pu dire, mais c'est la loi du genre, qu'est-ce que vous voulez ? Il a entrepris d'écrire des mémoires, et ces mémoires, à la vérité, ne vont pas servir à grand-chose. Je pourrais citer un autre exemple : mon ami Alix Mathon qui vient d'écrire un livre sur 1957. Ce livre est tellement pauvre... Écoutez, Alix est un ami, c'est un vieil ami. Je suis vraiment désolé d'avoir à dire cela. Mais ce livre ne dit *rien* qui puisse nous aider à comprendre les événements de 1957. C'est la loi des mémoires. C'est ainsi que cela se fait. Si quelqu'un avait été lui poser des questions brutalement, directement, dans la mesure où il aurait accepté d'y répondre, il aurait vraiment parlé, fait la critique peut-être de certaines de ses attitudes, des attitudes de Déjoie, des attitudes de moi-même, etc. qu'il avait croisé pendant cette campagne. Mais le fait simplement de prendre sa plume pour écrire des mémoires, eh bien! Mathon nous a pondu un livre *ab-so-lu-ment* insuffisant. Alors, qu'est-ce que vous voulez ? Me mettre aussi à la traîne de cela ? Non, c'est pas possible.

C.P. : Non, je ne pense pas que ce soit possible mais vous auriez pu constituer peut-être l'une des premières exceptions, étant donné que l'entrevue sur la révolution de 1946, la longue entrevue que nous avions eue avec vous, avait suffisamment démontré que vous étiez capable de prendre distance, auto-distance, auto-critique, la critique sévère aussi de certains acteurs contemporains, et donc en un certain sens, vous avez pu faire face à l'histoire...

R.D. : Mais vous voyez bien, je répondais à vos questions, je vous devais la vérité, je vous devais la vérité parce que quand vous venez à moi et que vous me posez une question, je ne peux pas vous mentir. Mais me mettre moi-même comme ça à écrire, je ne sais pas, je ne sais pas...

C.P. : Alors dans ce cas-là, c'est un rendez-vous ou d'autres rendez-vous pour le futur, et nous espérons que nous pourrons tenir parole.

R.D. : Pressez-vous seulement avant que je meure, c'est tout...

C.P. : Je pense que vous aurez encore de très longues années avec nous.

• Solidarité avec les réfugiés de la mer

E.-F. Thébaud

Notre collaborateur E.F. Thébaud était présent lors de la manifestation à Washington en solidarité avec les « boat people ». Il nous fait part brièvement de ses réflexions.

Matraquage de quelques malheureux échoués sur le rocher de Cayo-Lobos, une trentaine de cadavres que les flots rejettent sur une plage huppée de la Floride : autant d'images d'horreur et d'humiliation qui nous sont parvenues grâce au petit écran. Il ne semble pas y avoir de terme au calvaire du peuple haïtien.

«Min Bon Dieu bon. » On pouvait bien croire que les réfugiés qui atteignaient la Floride pourraient peut-être à force de ruses et d'imagination, parvenir à déjouer les services de l'Immigration américaine, et à s'installer même dans la précarité. Hélas! ce mince espoir s'est évanoui devant la décision de l'actuelle administration américaine d'enfermer tous les nouveaux réfugiés haïtiens dans les camps de Fort Allen à Porto-Rico et de Fort Drum tout au nord de l'État de New York. Dans ce dernier endroit le thermomètre descend parfois jusqu'à moins quarante. Et toujours fort du droit du plus fort, le gouvernement Reagan ose maintenant patrouiller nos eaux territoriales en vue d'arrêter le flot des boat people qui fuient la misère et l'oppression politique. Tout le monde sait bien que ce pas n'aurait pu être franchi sans la complicité des autorités haïtiennes.

Il est vrai qu'on a essayé de nous habituer aux violations de notre souveraineté nationale. De son temps François Duvalier n'avait-il pas permis à Rafael Trujillo, le bourreau du peuple haïtien de patrouiller nos eaux territoriales et notre espace aérien. Mais malgré près de vingt-cinq ans de brimades, l'opinion n'arrive pas à s'accomoder de telles situations de honte nationale.

Pourtant l'Amérique se fait fort d'être la terre d'accueil des réfugiés. C'est ainsi que hier encore, des milliers de Cubains et d'Indochinois y ont été admis. Les services d'immigration ferment les yeux sur le flot quotidien de Mexicains qui franchissent le Rio Grande, à la recherche de meilleures conditions de vie. Il n'y a donc que le racisme et la collusion qui existe entre les gouvernements de Washington et de Port-au-Prince pour rendre compte des mesures discriminatoires et inhumaines qui frappent les boat people haïtiens. On s'explique alors que le « Comité de défense des réfugiés haïtiens » (CODERH) ait invité les Haïtiens à venir en grand nombre manifester leur indignation et leur solidarité avec les réfugiés de la mer, à Washington même, le 12 décembre 1981 *.

Aux dires de tous, c'est la première fois qu'une manifestation d'une telle ampleur a été organisée dans les milieux de l'exil. La capacité des organisateurs de cette marche à mobiliser tant d'Haïtiens autour d'un objectif avec lequel chacun a pu s'identifier, est sans nul doute riche d'enseignements.

De nos jours, après tant d'années de soubresauts et d'abattements, l'opposition semble prendre douloureusement conscience de son incapacité à débarrasser le pays des Duvalier, d'autant plus que le régime en place est discrédité et affaibli. L'unité d'action des diverses tendances qui composent cette opposition, est perçue à la fois comme nécessité et préalable à toute tentative de déblocage. Mais convient-il de se demander : unité à quelles conditions et pour quoi faire ? Si cette unité que tous appellent de leurs voeux doit se résumer à une simple entente entre états-majors, elle ne se traduira que par une multiplication de sigles unitaires. Mais si l'unité doit permettre l'enclenchement d'un processus dynamique qui favorisera une large mobilisation à la fois dans le pays et à l'étranger, les débats parfois âpres qui ont déjà entouré certaines initiatives, loin d'être un vain exercice, doivent au contraire se p oursuivre et s'approfondir.

À l'instar de milliers d'autres arrivés en autobus ou en voiture particulière de New-York, de Boston, de Philadelphie, même de Montréal, j'avais donc répondu à l'appel du CODERH. Vers midi une foule impressionnante était déjà massée devant le Capitole. Là l'ex-ambassadeur Joseph Déjean donna le ton par un discours qui surtout retraça toute la série d'injustices qui ont marqué l'histoire de nos relations avec les États-Unis. Puis ce fut au tour de groupes artistiques d'exécuter des numéros appropriés. Suivant les consignes de l'un des organisateurs, le Père Adrien, la manifestation se dirigea du Capitole vers l'obélisque élevé à la mémoire de Washington, en brandissant des pancartes et en criant : « U.S. STOP SUPPORTING DUVALIER », « FREE THE HAITIAN REFUGEES BEFORE CHRISTMAS ».

Au pied du monument de Washington, pendant plus de deux heures, des leaders communautaires haïtiens et étrangers, des prêtres, des évêques porto-ricains et américains, des militants du mouvement des droits civiques s'adressèrent à la foule. Tous se retrouvèrent dans la même réprobation du racisme affiché par le gouvernement américain, et réclamèrent justice pour les réfugiés. Le Père Jean-Juste arrivé de Miami, dans un discours plein de chaleur, souligna qu'il fallait s'attaquer à la racine du mal : le régime politique qui opprime Haïti. Malgré la température qui ne cessait de baisser, la foule se comprta de manière responsable jusqu'au bout.

L'appel de Washington sera-t-il entendu ? Rien n'est moins sûr quanta à présent. Si la population noire américaine se sent instinctivement solidaire de la cause des boat people haïtiens, l'Amérique blanche elle, qui vient de s'émouvoir des ennuis de la belle-fille de Sakharov, ne se sent pas concernée. Toujours est-il que le départ est donné. La manifestation de Washington coïncidait avec une autre qui devait avoir lieu le même jour à Porto-Rico. Le 2 janvier 1982, des Haïtiens défileront encore à New-York.

Mentionnons que vers la fin de la manifestation, une nouvelle incroyable reçue de Porto-Rico jeta la consternation dans la foule. D'après un télégramme signé de Jean-Claude Bajeux, des réfugiés enfermés à Fort Allen seraient en train de développer une hypertrophie des glandes mammaires. Le fait a été confirmée par le Docteur Yamil Kouri, assitant secrétaire de la santé de l'île. Serait-on en train d'administrer des hrmones féminisantes à ces réfugiés ? On a de la peine à le croire. Quoi qu'il en soit, on peut dire qu'en cette fin d'année, le peuple haïtien n'est pas au bout de ses malheurs.

En marge du Dossier de l'alphabétisation des immigrants haïtiens à Montréal

Jean Prophète

À plusieurs reprises le C.P. *a attiré l'attention sur une expérience d'alphabétisation des immigrants haïtiens à Montréal. Jean Prophète, dans ce numéro réagit à un article de Molière Estinville sur le choix de la langue d'alphabétisation.*

On ne peut que louer l'entreprise du centre « ALPHA NA RIVE » pour ce qu'elle implique de noble et de positif. Elle dépasse en effet, les intentions timides, les protestations théoriciennes et les dire cabotins, pour se développer dans l'action pratique, utile et féconde. Elle fait honneur à ses fondateurs, car considérée sous une triple perspective, elle résulte d'un acte de courage et d'humanisme agissant appelé à démentir les généralisations abusives et dénigrantes que subit depuis quelque temps, dans le monde, le nom haïtien.

Sens pratique résolu

Voilà enfin des intellectuels, fatigués de ces tumultueux colloques sans issue, de ces bruyantes discussions de salon, de ce que j'aime à appeler le terrorisme verbal propre à un trop large secteur de la diaspora haïtienne, voilà enfin des intellectuels qui, tout en restant vigilants, ayant fait l'inventaire de leurs forces et moyens, se sont rendu compte que leur énergie et leurs facultés peuvent servir, en attendant les temps meilleurs, à des activités, peut-être, plus humbles, moins glorieuses, mais plus constructives et moins décevantes. La nouvelle vague de l'émigration haïtienne vers les grands centres industriels de l'Amérique du nord, notamment Montréal et New York, a depuis 1974 posé un problème aigu aux Haïtiens de bonne foi ainsi qu'aux centres communautaires qui se sont jusque-là intéressés à titre de guides au sort des compatriotes expatriés, en facilitant leur adaptation au nouveau milieu par des services divers et variés. Les nouveaux immigrants formés pour la plupart des « Boat ou Boeing people » sont arrivés en terre étrangère munis seulement de leur intelligence, de quelques aptitudes artisanales empiriques et surtout de l'espoir d'une vie meilleure. Autrement, ils sont privés de tout, et particulièrement, de l'instruction la plus élémentaire, donc de l'élément le plus important, du facteur le plus nécessaire à leur adaptation aux centres industriels qui les hébergent[1]. Mis à part leur statut d'illégaux commun d'ailleurs à une bonne partie des immigrants haïtiens depuis avant 1974, ils sont en plus illettrés, pis, analphabètes.

Les collaborateurs de *Collectif Paroles* se sont adressés à ce problème spécifique dans une série d'articles du numéro 11, avril-mai 1981. Ces articles révèlent nettement leurs préoccupations quant aux méthodes et aux techniques employées ou à employer en vue d'une solution urgente et efficace. Dans ce cadre de travail, ils ont donc fait preuve d'un sens pratique résolu et d'une lucidité honnête et avertie qui trouvent au patriotisme impatient des uns et des autres un défi, un objet concret réalisé sous la forme de l'assistance désintéressée accordée à ces nouvelles catégories d'immigrants haïtiens, à cette classe de dédaignés ici et ailleurs dont tant de discours politiques ont prétendu jusque-là promouvoir le développement et l'épanouissement.

Solidarité sincère et courageuse.

Doués de la science et des techniques en demande dans le marché moderne du travail, casés dans un emploi permanent, jouissant d'une stabilité économique relative qui leur eût permis, comme tant d'autres, d'exclure de leur souci, tout ce qui n'affecte pas directement leur personne ou les membres de leur famille immédiate, ces intellectuels, en tendant la main à des compatriotes infortunés, ont posé un acte convaincant de courage, de solidarité et d'humanisme, sorte de gage de leur sincérité patriotique. Ils ont su résister aux tentations séduisantes du « quant à moi » insulaire et confortable des indifférents ainsi qu'au narcissisme luxueux et exubérant des nantis d'hier et d'aujourd'hui. Ils n'ont reculé ni devant les difficultés d'une expérience pédagogique inédite, car c'est bien pour la première fois que des Haïtiens s'appliquent en terre étrangère à alphabétiser d'autres Haïtiens— le cas ne s'étant produit ni pour les viejos de Cuba ni pour les coupeurs de cannes de la République dominicaine — ni devant les subtiles hostilités, les tracasseries administratives du pays d'ac-

cueil, encore moins devant la pauvreté des moyens financiers nécessaires au succès de leurs efforts[2].

Valeur d'exemple

Toujours est-il que leur entreprise prend inconstestablement valeur d'exemple et de modèle. Heureusement contagieuse, elle bouleverse les consciences tapies, fouette les enthousiasmes endormis, dilue les scepticismes réticents, ébranle les velléités paralysantes, inspire le sentiment d'une gêne, d'une culpabilité collective en quête d'absolution et entraîne enfin l'engagement même timide d'énergies et de facultés désormais aiguillonnées, au service d'une cause qui, en vérité, a toujours été la leur.

C'est, je le confesse, dans cet esprit que j'offre à l'intelligence et à l'expertise de tous ceux qui s'intéressent au problème de l'alphabétisation des Haïtiens en terre étrangère, les réflexions suivantes centrées plus particulièrement sur l'article de Monsieur Estinvil, car il se veut la description d'une expérience pratique vécue, il s'attaque à la solution du problème dans ses aspects opérationnels et fonctionnels.

Comme l'indique le titre : « **Le centre Alpha Na Rive ou l'expérience d'alphabétisation du bureau de la communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal** » c'est le compte rendu, le bilan d'un itinéraire laborieux et pénible que nous ne voulons pour rien au monde méconnaître ni déprécier et dont nous tenons plutôt à diffuser, à proclamer les réalisations méritoires en exhortant à l'exemple par une propagande opiniâtre, ceux de nos compatriotes qui sont encore récupérables.

Contradiction ou paradoxe

Mais ce compte rendu, ce bilan, est émaillé de considérations accessoires, sociologiques et politiques, qui lui enlèvent un peu de la rigoureuse objectivité propre à tout rapport de ce genre. Non pas que ces considérations soient totalement inappropriées mais elles conviendraient mieux à une analyse ou à une étude théorique du problème. Il faudrait franchement en laisser le soin aux autres articles de la série.

Peut-être qu'après tout, elles ne font que refléter une certaine chaleur humaine, inéluctable expression de la colère et de l'indignation de l'auteur devant un état de choses intolérable et déprimant. Toujours est-il que son exposé est hérissé de jugements de valeur qui ternissent les faits précis qu'il rapporte. Il lui est ainsi échappé une contradiction qui, dans le contexte des réalités incroyables du pays d'Haïti, peut aisément atteindre les dimensions d'un paradoxe.

Dans un rappel historique du mouvement migratoire des Haïtiens au Québec, Mr Estinvil affirme :

> Constitué d'abord de professionnels : médecins, professeurs etc., le flux migratoire a été caractérisé comme étant la « fuite » ou « le drainage » des cerveaux. Ces gens-là, gonflés de dix-sept à vingt deux années de scolarité, obtenues gratuitement ou presque, *grâce aux sueurs et au sang des paysans et des travailleurs haïtiens* ont étonné les Québécois au début des années 60.

Tout cela est juste et exact, sauf le passage souligné qui semble forcé, gratuit et tendancieux. Il implique que ces professionnels ou peut-être leurs parents furent tous des exploiteurs qui, au détriment des paysans et des travailleurs haïtiens, ont pu boucler ces dix-sept ou vingt deux années de scolarité. Or, nous savons tous, à moins que nous feignions de l'ignorer, que ces médecins, professeurs, ingénieurs etc. étaient pour la plupart des fils de paysans et de travailleurs qui ont dû au début des années 60 émigrer du pays, fuyant soit les persécutions politiques, soit l'étranglement économique, en vue d'offrir à tous les coins du monde l'avantage des connaissances acquises gratuitement dans les écoles et université haïtiennes.

Nous avons aussi assisté au cours des années 60, aux multiples et divers tours de prestidigitation auxquels se sont livrés les jeunes haïtiens bacheliers ou pas, universitaires ou non, pour laisser le pays. On n'a qu'à consulter la colonne d'Aubelin Jolicoeur du quotidien « Le Nouvelliste » de 1960 à 1970 pour s'en convaincre. Qui ne se souvient de ces randonnées à l'aéroport, où chaque jour, des dizaines de jeunes Haïtiens endimanchés, traînant derrière eux une foule de parents et d'amis, s'envolaient vers les cieux alors plus cléments de New York ou de Montréal, sous la rubrique de voyages d'études ou de spécialisation?... (Génie électronique... Business, Administration, etc.,) Qui ne se rappelle les humiliations, les privations et les sacrifices consentis par tant de rudes travailleurs pour se procurer ou pour procurer à leurs enfants, ce billet d'avion, planche ultime de salut? Ils n'étaient pas tous des bourgeois, ces immigrants des années 60. Mr. Estinvil lui-même, l'admet :

> En 1966, on était quatre étudiants en deuxième année à l'École des Hautes études commerciales et il n'y avait pas plus que dix Haïtiens dans toute l'école. Les étudiants québécois nous considéraient comme des fils de P.d.g. ou d'industriels. Souvent ils nous demandaient de leur parler des usines de nos parents, de leurs chiffres d'affaires. Ils ne pouvaient pas s'imaginer que plusieurs d'entre nous venaient directement de la paysannerie pauvre d'Haïti. Pour payer nos études aux H.E.C., on a dû travailler la nuit comme plongeurs ou portiers dans un grand hôtel. sic.

Fâcheuse contradiction ou ingénieux paradoxe, cette note personnelle détone, laisse l'impression ennuyeuse de ces protestations formelles à la mode, sorte de relique d'innocence qui affaiblit l'effet persuasif du bilan et qui peut même lui aliéner des sympathies ou des adhésions éventuelles.

Agressivité intempestive et gratuite.

Et l'auteur enchaîne :

> D'ailleurs, quand débute « l'opération des 1500 » ces premiers émigrés haïtiens désertent Montréal qui n'est plus une ville habitable (on y rencontre trop d'Haïtiens, ces gens-là qui ne parlent même pas français contribuent à nous dénigrer). Ils se réfugient dans la banlieu. « Ces gens-là ne parlent pas français ». Voilà le grand mot laché, le masque tombé.

Conclusion hâtive et simpliste qui tient compte d'un facteur unique et superficiel. Il y a certainement des raisons plus sérieuses, plus profondes et plus complexes qui expliquent le déplacement de ces Haïtiens de la ville vers les faubourgs huppés de Montréal. Dans le nombre, il n'est même pas besoin de souligner que l'amélioration des conditions économiques individuelles entraîne le plus souvent des besoins nouveaux qui se manifestent par la recherche de plus de confort matériel, de plus de sécurité, donc aussi par la fuite de la foule incertaine et de toute promiscuité, haïtienne ou étrangère, jugée économiquement inférieure. Cela implique à la fois, un désir

d'isolement par rapport à une classe et d'identification par rapport à une autre : un transfert. C'est donc un phénomène courant dans le monde occidental, commun à tous les groupes ethniques. En admettant même que tel Haïtien « heureux » de Montréal ait prétendu s'éloigner, se dissocier de ses compatriotes moins fortunés, pour la simple raison que ceux-ci ne parlent pas français, on ne se laissera pas duper par cette stupidité somptueuse, encore moins la présenter comme une vérité révélée. Les motivations réelles, il faut les rechercher ailleurs, dans les déchirures du discours.

Dans le pays d'Haïti, plus précisément à Port-au-Prince, le même phénomène se produit, mais personne ne songe à lui attribuer l'ignorance du français comme cause. Le mouvement migratoire interne, provoqué par l'amélioration des conditions économiques individuelles, se faisait du « bas de la ville » à Turgeau, Bois Verna, Bourdon etc., dans une époque où l'exiguité de Port-au-Prince ne lui permettait que le luxe de trois ou quatre « grands quartiers ». Les lieux autrefois de villégiature deviennent aujourd'hui de véritables banlieues dans le sens le plus snob du mot. Turgeau, Bois Verna, Bourdon, sont délaissés au profit de La Boule, Kenscoff, Montagne noire, Peggy-Ville, etc., localisations géographiques de résidences privées, signes objectifs d'avancement économique et subjectifs de progrès social sur une base individuelle. La langue parlée ou écrite créole ou français, n'y joue qu'un rôle secondaire. Port-au-Prince, certes, n'est pas Montréal, et l'analogie qui précède peut avoir commis l'omission de certaines nuances, mais ce qu'il faut retenir, ce sont les intérêts profonds qui commandent le comportement des Haïtiens, en pareille situation à Port-au-Prince ou à Montréal. Qu'on ne s'étonne pas que ces nouveaux émigrés, après s'être fait une place de choix dans la société québécoise, suivent l'exemple de leurs prédécesseurs et aillent se chercher dans quelque banlieue montréalaise un petit coin chaud et confortable pour élever tranquillement leurs enfants et les mettre, autant que possible, à l'abri des impondérables de la grande ville. Dédaigneront-ils leurs compatriotes infortunés parce que ceux-ci ne parlent pas français ? ou, s'évertueront-ils à leur venir en aide, à leur indiquer comme le font les collaborateurs du centre ALPHA NA RIVE, la voie qui les a conduits eux-mêmes au « succès » ?

Alphabétisation au Québec ou en Haïti

Sous les rubriques suivantes : *Alphabétisation et Langue maternelle, Corps politique et Langage*, l'auteur retrouve son dada favori, le petit bourgeois ; il l'assaille voluptueusement de ses récriminations et de son mépris, le cloue au pilori, l'exécute implacablement. Relisons :

> Pour le petit bourgeois haïtien, la langue française c'est son atout, plus il la maîtrise, plus il en est fier...
>
> Le petit bourgeois haïtien n'attache que peu d'importance au message véhiculé par tel ou tel discours, ce qui l'intéresse c'est la forme, « nèg sa pale bon franse papa »...
>
> Un rêve cher à la plupart des petits bourgeois haïtiens c'est de faire un tour à Paris...

D'une part, remarquons que toutes les catégories sociales du pays nourrissent un préjugé favorable vis-à-vis de la langue française, y compris les vrais bilingues, les diglottes et, hélas ! les créolophones unilingues. D'autre part, ce sont le plus souvent, des bourgeois, sincères ou pas, qui dénoncent ce préjugé, séquelle tenace du colonialisme. Mais enfin, ce ne sont pas ces petits bourgeois qu'il s'agit d'alphabétiser ; qu'on les laisse pourrir avec leurs tares, s'ils y tiennent, ou alors, qu'on les recrute avec leurs ressources si on le peut. Ce n'est pas non plus en Haïti, mais à Montréal que se déroulent les activités et l'expérience du centre ALPHA NA RIVE.

Dès lors un certain nombre de questions précises, qui nous semblent extrêmement importantes se posent, qui exigent des réponses objectives, sans parti pris idéologique, indépendantes des sympathies, des répugnances ou de la colère de quiconque prend à coeur le cas de ces analphabètes transplantés. Quels sont leurs objectifs ? Il s'agit évidemment pour eux, à l'immédiat comme à long terme, de pouvoir s'adapter au nouvel environnement, autant que leurs facultés et les ressources disponibles du milieu leur permettent de le faire. Laissons plutôt parler Mr. Estinvil :

> A Montréal, dès que l'adulte sort de chez lui, il se noie dans un environnement qui lui est inconnu et qu'il lui faut apprendre à connaître.
>
> Se chercher du travail, demander une information au chauffeur d'autobus, faire changer le chèque de paie à la banque, acquitter les bordereaux d'électricité ou de téléphone, tout doit se faire dans cette langue étrangère qu'est le français. C'est tout à fait normal que l'individu vivant dans ce milieu arrive à maîtriser ce véhicule de communication pour pouvoir être autonome et non dépendant.

Voilà incontestablement cerné, l'objectif principal. Quant aux moyens d'y parvenir, et comme le souligne encore l'auteur :

> ...dans le plus court laps de temps, avec le moins de tension et de stress. sic.

Nous nous gardons bien de le suivre sur cette pente de peur de n'être essoufflé avant d'atteindre le but visé. Non pas, parce que nous le croyons dans l'erreur ; nous n'oserions y penser, vu son expérience et probablement son expertise en la matière. Et d'ailleurs, c'est grâce aux renseignements puisés de son texte et aux enseignements du dossier entier que nous sommes amenés à ces réflexions. Non pas que nous ayons une solution toute faite à proposer, notre compétence se borne à celle d'un profane qui interroge un initié, mieux, celle d'un élève qui discute après la leçon avec le professeur. L'alphabétisation dans la langue maternelle est sans aucun doute, l'approche idéale, naturelle, logique de toute entreprise de ce genre pratiquée dans un pays où cette langue est celle des activités quotidiennes du peuple et du milieu. Mais si elle doit se faire dans un pays d'une langue donnée au profit des ressortissants d'un pays d'une langue différente, il n'est rien de nécessairement « hérétique » que ces ressortissants soient alphabétisés directement dans la langue du pays d'accueil et qu'en Russie ou en Roumanie, l'analphabète québécois soit alphabétisé en russe ou en roumain, et qu'au Québec, l'analphabète haïtien soit alphabétisé en français. Malheureusement, les références doctrinales et pratiques auxquelles nous a renvoyé l'auteur ne touchent pas au noyau du problème spécifique qui nous occupe. Car, elles préconisent— comment le contester ! — l'alphabétisation dans la langue maternelle dans le contexte d'un pays où cette langue est pratiquée sur une grande échelle et où elle sollicite quotidiennement, constamment, l'attention et l'intelligence de l'analphabète. Mi-

klos Hutterer ne s'intéresse évidemment qu'à cette catégorie :

> La langue maternelle demeure pour tout être humain la voie essentielle par laquelle il s'insère dans sa société, dans sa culture et la base de ses facultés intellectuelles.

S'agit-il pour l'analphabète haïtien de trouver la voie qui doit l'insérer dans sa société et dans sa culture ou la voie qui lui permettra de s'adapter à la société et à la culture québécoise ? De même, si concluantes soient-elles, les expériences d'alphabétisation conduites en Afrique ou en Guadeloupe, dans leur langue maternelle, au profit d'Africains ou de Guadeloupéens appelés à vivre toute leur vie dans leur pays, ne sauraient qu'obliquement servir de modèle au cas des Haïtiens au Québec.

Proclamons-le, avant plus, l'alphabétisation en créole des Haïtiens vivant en Haïti est la chose la plus normale, la plus souhaitable qui soit. Encore faut-il que parallèlement, soit donné à la langue maternelle en Haïti, un prestige égal au français et que soit défait ainsi le travail opéré par la colonialisme et ses séquelles sur l'inconscient collectif haïtien et que le créole soit introduit à part égale dans les institutions : tribunaux, écoles, églises, presse, etc. Ayant cité à l'appui de ses réflexions, les propos de Laennec Hurbon et de Dany Bebel-Gisler, Mr Estinvil comprend parfaitement le problème qui se pose pour les Haïtiens en Haïti quant à la pratique du créole et du français. Le comprend-il aussi bien pour les analphabètes haïtiens à Montréal ?

Soit qu'il se soit laissé emporter par cette superbe indignation mentionnée plus haut, soit que mu par un patriotisme intransigeant, il ait voulu préparer ces analphabètes à un retour éventuel au pays, il en est venu à considérer l'alphabétisation en créole sinon comme une priorité indispensable du moins comme une étape utile qui rend plus facile et plus rapide l'apprentissage du français comme langue seconde. Quel résultat a-t-il atteint ? Son compte-rendu ne l'indique pas, il mentionne, exploite largement, parfois inopinément l'expérience des autres pour démontrer le bien fondé d'une nouvelle approche en plein développement expérimental. Que cette nouvelle approche soit couronnée de succès, nous le souhaitons bien cordialement, elle sera à l'honneur de ceux qui l'ont conçue et au profit de ceux pour qui elle a été conçue. Toutefois, l'article de Mr. Estinvil qui rappelle plus une apologie du créole que le bilan d'une expérience bien spéciale d'alphabétisation, n'arrive pas à nous persuader que cette nouvelle approche ou méthode en deux temps atteindra ni plus facilement, ni plus rapidement le but apparamment visé. Il est même à craindre que la facilité et la rapidité ne soient privilégiés au détriment de l'efficacité. Car, si l'on s'en tient au propos de Mr. Estinvil lui-même, la méthode directe d'alphabétisation en français n'était pas tout à fait un échec :

> Dès 1978 le bureau de la C.C.H.M. commença à s'interroger sur la pertinence du français comme langue d'apprentissage. Tant bien que mal il y eut des rescapés, tout n'étant pas absolument négatif ; telle participante, arrivée au début de la session, complexée, timide, ne sachant même pas les sons, a peur de se présenter aux autres. Elle ne veut pas aller au tableau, ni répondre aux questions de peur de se faire juger. Cette même étudiante, six mois plus tard, devient confiante, ouverte, échange avec les autres. Elle a franchi le mur de l'analphabétisme. Mais le prix qu'elle a mis est trop élevé. Elle a trop investi de temps, d'énergie, de tension pour en arriver là, alors qu'il aurait été plus court, plus simple, si son apprentissage était fait directement dans sa langue maternelle. (Sic)

Ne serait-il pas plus sage et plus prudent de s'accrocher à une méthode qui a fait ses preuves et de la perfectionner au lieu de tenter l'aventure du créole comme intermédiaire, sorte de procédé dilatoire qui risque plutôt, dans le contexte du Québec, de retarder la solution du problème et d'isoler davantage ces nouveaux immigrants ?

Supposons un groupe d'Haïtiens analphabètes ou lettrés, transplantés en Chine ou au Japon ; ils seraient tous considérés comme des analphabètes par rapport au Chinois ou au Japonais. Seraient-ils alphabétisables ? Si oui, on ne peut alors avoir recours à aucune langue intermédiaire, il faudrait donc les alphabétiser en chinois ou en japonais. L'image accoustique correspondant aux phonèmes et aux morphèmes ainsi que l'image graphique correspondant aux lettres, syllabes, mots, etc ne s'associeraient pour eux aux signifiés ou aux concepts équivalents que dans la mesure où ils sont directement et systématiquement entraînés à effectuer cette combinaison, à établir le rapport signifiant-signifié pour en dégager le signe approprié. Dès lors, dans l'hypothèse d'alphabétisation en chinois ou en japonais, l'adulte lettré, haïtien, serait au même niveau que l'analphabète. On n'objectera peut-être qu'accoutumé, rompu au système de décodage dans sa propre langue et qu'en fonction de sa formation académique, l'adulte lettré aurait une nette supériorité par rapport à l'analphabète dans l'apprentissage de ces langues. Nous n'en sommes pas trop sûr, le contraire peut tout aussi bien se produire. D'aucuns protesteront contre une hypothèse qui ne tient pas compte ni des parentés linguistiques, ni du niveau intellectuel des individus en question et qui tend à rapprocher le créole et le français du japonais et du chinois comme si ces langues appartenaient à la même famille. Ils n'auront peut-être pas tort, mais le problème ne resterait pas moins entier, l'absence d'une langue intermédiaire n'en subsisterait pas moins. Par ailleurs, MR Estinvil a aussi observé que :

> Un analphabète peut parler une langue étrangère sans maîtriser pour autant son code écrit. Nous donnons comme exemple les viejos haïtiens aux Bahamas pour la langue anglaise, à Cuba et en République dominicaine pour l'espagnol. En Haïti même, les domestiques et servantes dans les familles bourgeoises arrivent parfois avec beaucoup de peine à s'exprimer plus ou moins clairement alors qu'elles ne savent ni lire ni écrire le français.

À plus forte raison, en ce qui concerne l'analphabète haïtien au Québec, il convient de conclure que l'acquisition de la langue peut se faire dans des conditions très propices et qu'il ne s'agit plus que de l'aider à en maîtriser le code écrit.

Ainsi donc, fort des considérations qui précèdent nous nous demandons encore si ce n'est pas fausser le problème et négliger, voire ignorer l'urgence des objectifs à atteindre que d'adopter la méthode préconisée par Mr. Estinvil.

Nous nous demandons encore s'il y a vraiment une économie de temps à enseigner les lettres en tant que signes graphiques, en créole avant de passer au français, alors que ces signes sont identiques dans les deux langues.

Nous nous demandons encore s'il y a une économie d'efforts et de « stress » à alphabétiser ces compatriotes en créole avant de leur enseigner le français comme langue se-

conde, si ce n'est pas précisément maintenir cette tension que d'utiliser un intermédiaire superflu par rapport aux réalités linguistiques environnantes.

Quoiqu'il en soit, nos réflexions se veulent, simplement une modeste addition à une entreprise digne d'éloges. Nous espérons avoir souligné ainsi le caractère solidaire de nos préoccupations et nous associer à toute l'équipe qui a bâti ce dossier. Toutefois si nous nous sommes attardé au compte rendu de Mr. Estinvil c'est parce qu'il est le seul qui se soit saisi du problème dans ces aspects pratiques à la fois passés, présents, et futurs. Soucieux alors du sort de ces nouveaux immigrants, nous ne pouvions nous empêcher de nous interroger sur les projets que cet article révèle. En dépit de tout, il a débrouillé des problèmes confus en enveloppés et il nous a porté ainsi à les regarder avec des yeux neufs. Quant aux autres articles du dossier, en parler serait redire mal, avec des mots impropres ce qu'ils ont si bien dit dans le langage approprié.

Jean Prophète

NOTES

1 Voir l'article d'Émile Ollivier. *Collectif Paroles*, n° 6, juin 1980. « L'alphabétisation des immigrants haïtiens à Montréal ».

2 Voir l'article de Josianne Gabriel. *Collectif Paroles*, n° 11, Avril-Mai 1981. « Question financière et prise en charge des Centres d'alphabétisation haïtiens. »

• Compter les formations politiques haïtiennes dans la diaspora

Martial Lemanoir

Dans une récente interview accordée à *Haïti-Observateur*[1], le professeur Leslie F. Manigat, se référant à l'expérience du Vénézuéla d'avant 1958, c'est-à-dire d'avant la « restauration » de la « démocratie » dans ce pays, souhaite la formation d'un pacte de « Punto Fijo » haïtien d'où pourra émerger la démocratie politique haïtienne. La référence est intéressante, elle l'est d'autant plus qu'elle soulève un problème lui-même intéressant, mais aussi, important : celui de compter les formations politiques haïtiennes dans la diaspora.

En effet, celui-ci ne se réduit pas à un simple inventaire, un simple dénombrement, encore qu'une telle étape puisse avoir en elle-même une certaine signification et peut aussi servir d'indicateur dans une étude sur la structure des clivages dans le contexte socio-politique haïtien, permettant ainsi d'émettre des hypothèses sur le degré de politisation des différents secteurs, comme ceux-ci auront été déterminés par les lignes de civage. Cette étape pourra permettre aussi de voir si la formation des groupements politiques répond à des niveaux de la structure sociale haïtienne, peut-être non encore tout-à-fait politisés, ou si ces groupements ne constituent que de simples instruments passagers au service de « personnalités ». On comprend aisément, dans ce dernier cas, ce qui peut se produire quand les « personnalités » politiques s'amusent à se multiplier.

Pour la formation d'un « pacte » cependant, compter les formations politiques revient à se demander : Quelles sont les formations politiques qui comptent ? M. Manigat, d'ailleurs, le dit assez clairement : « Eh bien, nous autres, nous sommes pour un pacte de Punto Fijo, mais *non pas entre cinquante, soixante, soixante-dix organisations*, dont certaines comportent un membre qui signe à l'occasion d'une conférence de Panama, où un membre qui signe avec deux ou trois autres sur les rues de Broadway... Non, nous sommes pour des rassemblements unitaires, d'abord, et entre *les grandes organisations* passer un pacte de Punto Fijo[2]. » (Les soulignés sont de nous).

Le problème ainsi posé invite à se questionner d'abord sur la stratégie à adopter pour déterminer des quarante, soixante et soixante-dix organisations qui peuplent la diaspora haïtienne, les « grandes » qu'il faut pour le « pacte » et ensuite sur la référence vénézuélienne.

La sociologie politique classique a mis au point des critères à partir desquels le compte des partis politiques peut se faire. C'est d'ailleurs sur de tels dénombrements que se base la classification ou la typologie des systèmes de partis. Sartori, par exemple, a retenu les critères de la force électorale, du pouvoir de coalition et, dans le cas de partis anti-systèmes ou de partis révolutionnaires, du pouvoir d'intimidation[3]. Mais, nous ne devons pas l'oublier, l'étude des partis politiques dans la sociologie classique présuppose un contexte démocratique. C'est d'ailleurs dans un tel contexte que les cri-

tères de Sartori, par exemple, peuvent s'appliquer. Ils valent encore moins pour des « partis politiques » qui se développent en dehors du milieu dont ils sont appelés à assumer la direction politique. Une autre approche s'impose donc.

Le problème est cependant plus complexe que cela car parler de « partis politiques » en référence à un contexte non- et anti-démocratique répercute sur le concept de parti politique qui, en conséquence, perd de sa spécificité théorique. La contradiction apparaît plus clairement si l'on se rappelle que l'un des points importants du programme de certains « partis politiques » haïtiens dans la diaspora est la mise en place d'un contexte socio-politique (pas seulement légal) devant favoriser l'émergence et le développement de partis politiques. Faut-il donc poser que la société de référence pour les « partis politiques » haïtiens dans la diaspora n'est pas la société haïtienne telle qu'elle est maintenant politiquement organisée?

En conclusion, les critères de la sociologie classique ne peuvent être utilisés pour compter les formations politiquies haïtiennes dans la diaspora, parce que ces dernières ne sont tout simplement pas des partis politiques dans le paradigme de cette sociologie. Laissons-nous souligner qu'il ne s'agit pas là d'un simple problème de terminologie. Se trouvent impliqués des problèmes d'objectifs politiques, d'organisation et de stratégie. (Est-ce par hasard que certaines formations ne répondent pas au nom de « partis politiques »?)

Pour ce qui concerne la référence vénézuélienne, il est bon de se rappeler que Vénézuéla d'avant 1958 n'est pas Haïti d'avant « l'après-Duvalier ». Pour avoir écrit sur les partis politiques du Vénézuéla, M. Manigat le sait bien[4].

En effet, les trois partis politiques : « Accion Democratica » (AD), « Union Republicana Democratica » (URD), et « Comite de Organizacion Politica Electoral Indepiendente » (COPEI) qui, en octobre 1958, ont participé à la formation du pacte « Punto Fijo » avaient déjà, à cette époque, une pratique politique, fait un apprentissage politique[5] dans le milieu à partir desquels ils pouvaient non seulement évaleur la force politique de chaque formation dans la conjoncture telle qu'ils l'avaient comprise alors, mais aussi apporter à leur programme politique les changements qu'il fallait pour avoir le support de la droite et surtout de l'institution militaire. AD avait déjà participé victorieusement à des élections, son pouvoir de mobilisation était donc connu. Le « Partido Comunista Venezolano » (PCV), malgré sa force dans le mouvement ouvrier[6], malgré sa participation, avec les trois autres (AD, URD, COPEI), à la « Junta Patriotica[7] » dont les menées clandestines avaient conduit, au début de 1958, au coup de Larrazabal (qui, par la suite, devenait le leader de URD), était exclu du pacte. Betancourt, le leader de AD, dans son virage à droite pour accomoder les nouveaux partenaires, jugeait que le PCV soutenait une politique internationale qui mettait en danger les intérêts du Vénézuéla[8]. Il fallait, peut-être, tenir compte de la « dimension géo-politique ».

Ce bref rappel est pour simplement établir le point que la formation d'un pacte « Punto Fijo », le décantement des formations politiques pose un problème d'arrière-plan. L'expérience du Vénézuéla peut difficilement nous aider. Comment donc compter les formations politiquies haïtiennes dans la diaspora? À ce point et pour le moment, nous pouvons seulement poser des jalons.

Commençons par dire que la situation de ces formations se compose de deux éléments : *Le milieu opérationnel*, celui dans lequel les formations évoluent et se développent, et *le milieu de référence*, la société haïtienne.

Au niveau du milieu opérationnel, des facteurs comme le pouvoir de mobilisation au sein de la diaspora, les ressources humaines et matérielles, l'appui d'autres organisations (mouvement syndical, partis politiques) ou de gouvernements peuvent être retenus.

Au niveau du milieu de référence, c'est plus difficile et plus délicat. Les formations politiques qui ont pu arriver à s'implanter dans le milieu opèrent dans la clandestinité. À ce moment précis, nous pouvons difficilement nous prononcer sur les facteurs de la lutte politique en Haïti. On peut cependant se demander si les conditions de la lutte ont changé au point que les relations primaires (liens de parenté, liens d'amitié) le régionalisme (Nord, Sud, Artibonite...), les valeurs magicoreligieuses, les relations clientélistes ne l'emporteraient pas sur les facteurs objectifs construits à partir de programmes politiques, de projets de société dans les choix politiques, si tant est que l'on puisse déjà parler de choix politiques.

Somme toute, encore qu'identifier, mesurer et pondérer les facteurs posent de grandes difficultés, il y a aussi le fait que la forte position d'une formation au niveau opérationnel ne peut être nullement transférée de façon automatique au milieu de référence.

En temps opportun, nous y reviendrons.

Dans la diaspora (Montréal),
21 novembre 1981.

Note et références

[1] Léo Joseph, « Interview avec le Prof. Leslie Manigat » in *Haïti-Observateur*, Vol. XI, n° 48 (20-27 nov. 1981) p. 8,9,11,14 et 15.

[2] Id. p. 15. La phrase « ... nous sommes pour des rassemblements unitaires, d'abord, ... » ne résoud pas le problème de la décantation.

[3] Giovanni Sartori, *Parties and Party systems*, Cambridge : Cambridge University Press, 1976, p. 119-124.

[4] Leslies F. Manigat, « Venezuela, » in *Collectif Paroles*, *Tableau des partis politiques en Amérique du Sud*, Paris : Armand Collin, 1969, p. 365-402.

[5] Voir, par exemple, Daniel H. Levine, « Venezuela since 1958 : The Consolidation of Democratic Politics, » in J.J. Linz and A. Stepan, (ed.s), *The Breakdown of Democratic Regimes - Latin America*, Baltimore and London : The John Hopkins University Press, 1978, p. 82-109.

[6] Leslie F. Manigat, Loc. Cit.

[7] A.E. Van Niekerk, « Venezuela : Populism and democratic Socialism, » in *Populism and Political Development in Latin America* », The Netherlands : Rottesdam University Press, 1974, p. 61-76.

[8] Voir citation in *Id.*, p. 74.

• Propos sur l'art haïtien — Maxi Saint-Félix, sculpteur

Gérard Baptiste

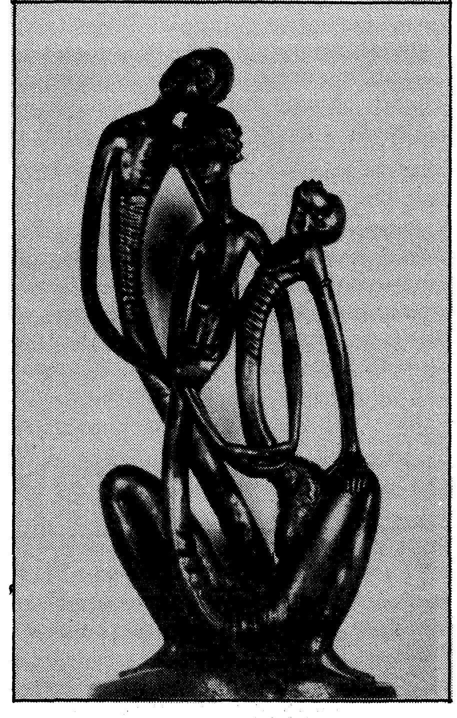
Tant en Haïti qu'à l'étranger, l'art haïtien semble se porter bien. « Collectif Paroles » *a rencontré en Haïti et à l'étranger des artistes, peintres, sculpteurs, plus particulièrement, qui s'interrogent sur les orientations de cet Art et sur leur situation d'« artistes haïtiens » d'autant plus ambiguë que nombre d'entre eux se trouvent en dehors de leur pays.*

Après une courte réflexion sur la situation actuelle de l'art haïtien, G.B. présente le sculpteur Maxi-St-Félix.

Il n'y a pas d'art sans contrainte. Si l'on s'en tient à cette affirmation, on serait tenté, en voyant pulluler une certaine forme d'art en Haïti, de demander aux génies bienveillants qui multiplient, à loisir, les contraintes de toutes sortes sur ce petit bout de terre brûlée, de restreindre quelque peu leur libéralisme.

De l' « Art »..., il y a des moments où l'on commence à se demander s'il n'y en a pas un peu trop en Haïti. Submergé sous la surproduction, il faut beaucoup de clairvoyance et de perspicacité pour s'y retrouver entre l' « art-prétexte », l'« art-propagande », l' « art-misère », l' « art-touriste », l' « art-macoute », et ... l'art ...tout court.

La confusion, d'ailleurs atteint aussi bien les consommateurs d'art



Les Désespérés : une des plus récentes sculptures de l'artiste.

que les artistes eux-mêmes. Si bien, qu'au bout du compte, on peut se demander : qui trompe qui, l'amateur « éclairé » ou l'artiste « inspiré » finit-il pas se prendre pour un autre ?

Le malheur est que les galeries d'art américaines et européennes ont « découvert » l'art haïtien (qui devait sans doute ne pas exister avant l'arrivée de ces Christophe Colomb de la peinture). Entre deux masques africains, une sculpture esquimaude, un primitif yougoslave ou un tissage guatémaltèque, l'art haïtien avait trouvé son créneau.

Une fois que ce récupérateur de génie qu'est André Malraux, (pour ne citer que lui) eut « découvert » Saint-Soleil[1] avec des tremblements dans la voix (dans l'écriture, devrais-je dire), l'autre récupérateur local (moins génial, il faut l'avouer) emboucha lui aussi ses trompettes dont la résonance n'a d'égal que le vide.

Voilà donc Jean-Claude Duvalier, lui aussi amateur d'art « éclairé » et lui aussi s'élançant dans des envolées pathétiques sur l'art haïtien.

« Il reste l'authenticité dernière. Celle peut-être qui émerveille le plus ceux qui nous visitent. Nos peintres leur donnent, en effet, à voir le monde actuel avec les yeux purs de leur enfance, avec le coeur candide de l'enfance-même de la race humaine[2] »...

Faut-il ajouter des commentaires et comment ne pas être inquiet devant l'intérêt de ce champion du cynisme pour les « yeux purs » et le « coeur can-

dide » de nos artistes? Ce discours « illustre la situation dramatique de l'art en Haïti. C'est un art clandestin, qui n'est pas « dérangeant ». Il occupe la place que lui a laissé la dictature et la dictature lui en sait gré.

Même quand les sujets, au départ, pourraient être subversifs, ils finissent par devenir inoffensifs, contrôlés qu'ils sont dans le cadre qui leur sert de prison ou le socle qui est leur boulet au pied. C'est donc sans crainte, que les macoutes peuvent faire entrer dans leurs salons des enfants affamés, des paysans « candides » et « purs » et des portefaix résignés et domptés. Le Marron Inconnu peut souffler dans son lambi jour et nuit. Son souffle est coulé dans le bronze... et pour le protéger contre lui-même (peut-être y-a-t'il d'autres marrons qui courent encore), il est gardé militairement.

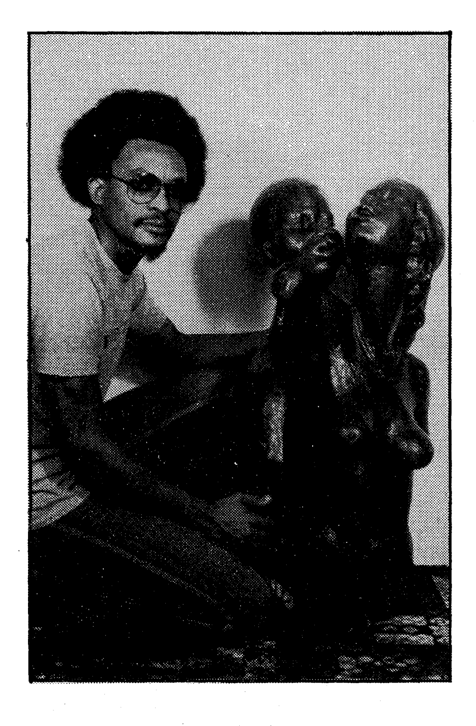
Jamais, dans l'histoire de l'art haïtien, on ne s'est intéressé au paysan et au peuple ... « l'enfance même de la race humaine »... autant que dans cette ère de dictature étouffante. Tout se passe comme si une autocensure inconsciente empêchait les artistes haïtiens de voir les macoutes sanguinaires et monstrueux, comme des « Saturne » de Goya, les profiteurs du régime s'empiffrant comme dans une noce de Bruegel et la laideur expressionniste de tous les vices qui transforment les bourgeois en personnages vivants de Ensor ou de Munch.

Il n'y a pas d'art que réaliste et engagé. Le réalisme socialiste nous a montré à quelles aberrations et à quelles distorsions pareille conception de l'art peut aboutir. Mais au moins peut-on espérer qu'en Haïti, l'Art, un jour sera libéré et deviendra autre chose que cet ersatz hybride et asexué, réduit à l'état d'objet de commerce et de produit de consommation.

A-t-on besoin de dire que ce discours ne s'adresse pas à tous ceux qui dans ce domaine (comme d'autres, dans d'autres sphères d'expression) assistent impuissants à ce galvaudage et à cette profanation?

Les artistes qui arrivent, dans ces temps du triomphe de l'imposture et du mensonge, à rester vrais en résistant aux tentations de la prostitution et du triomphe facile, n'en ont que plus de mérite et ont droit à notre respect.

Il y a peut-être pire que de vendre un paysan au plus offrant, c'est de vendre l'âme et la conscience d'un peuple.



Maxi Saint-Félix, sculpteur. *

La main-mise des marchands de tableaux est complète sur la peinture et la sculpture haïtienne. Maxi Saint-Félix en est conscient. Il sait qu'il faut échapper aux pièges de l'art commercial. Il sait comment un « mécène » intéressé peut décider pour lui du genre dans lequel il doit se lancer s'il veut vendre... Mais Maxi Saint-Félix ne veut pas vendre. Ou du moins, s'il veut vendre, il ne veut pas se vendre.

S'il était résigné à se vendre, il n'y aurait pas chez lui cette inquiétude et cette volonté de se dépasser, cette curiosité pour d'autres choses à découvrir et ce langage choisi pour parler de son corps-à-corps avec le bois... l'acajou, en particulier, dont la dureté et les pièges des noeuds sont pour lui des défis.

Il m'a parlé d'un tronc centenaire qui l'attend à Aquin, à son retour en Haïti, comme on parle d'un ami qui vous attend. Il connaît les bois « difficiles » et les bois « faciles », ceux qui résistent et qu'il faut apprivoiser et ceux qui guident la main et l'inspiration...

Maxi Saint-Félix n'est pas encore « arrivé » et bien qu'il veuille aller toujours plus loin, il ne tient pas nécessairement à savoir où il va. Il n'est sûr que d'une chose : il n'est pas prêt de s'arrêter.

Il a appris la sculpture avec un oncle sculpteur, Ludovic Booz, à Aquin, sa ville natale. Il a fréquenté l'Académie des Beaux-Arts de Port-au-Prince. Mais, il raconte comment sa recherche a toujours été très personnelle, ne gardant des enseignements qu'il recevait que ce qui lui convenait. Très vite, il s'est pris lui-même en main et il ne s'en repent pas.

Quand il m'a parlé, j'ai eu l'impression qu'il sentait confusément qu'il ne fallait pas qu'il se laisse enfermer dans les limites étroites d'une certaine tendance de l'art haïtien. Les voyages à l'étranger, en même temps qu'ils lui ouvrent d'autres perspectives, lui permettent de se donner du recul et un temps de réflexion pour se remettre en question.

Il m'a parlé d'abstraction, une voie qu'il n'a pas encore explorée. Toute son oeuvre jusqu'ici est figurative quoiqu'on décèle dans ses pièces plus récentes la préoccupation des formes et des masses pour elles-mêmes (et non pour ce qu'elles représentent) et la recherche de l'expression du thème au détriment du réalisme figuratif, qui annoncent peut-être une évolution vers l'abstrait.

Quand on a vu l'abondance et la qualité de son oeuvre jusqu'ici, on peut être assuré que, quelle que soit la voie qu'il aura choisie, on retrouvera toujours la même rigueur, la même exigence et la même authenticité qui sont la marque de son talent.

NOTES

[1] Malraux, André. *L'Intemporel*. Gallimar, Paris 1976. (pp. 313 à 343).

[2] Citation de Jean-Claude Duvalier, en exergue du livre *Peintures haïtiennes*, Delroisse, Paris, 1980.

* Maxi Saint-Félix est un jeune sculpteur haïtien, né à Aquin, Haïti, le 21 novembre 1946.
Il a exposé en Haïti et aux États-Unis. Au Québec, on a pu voir ses oeuvres à la Galerie Colbert à Montréal (1979), au Festival culturel haïtien à l'UQAM (1980), à la Galerie Renaissance à Laval (1981) et plus récemment au Centre culturel haïtien Hector Hyppolite à Montréal (1981) et à la place Desjardins à Montréal (1981).

• Boss et métier (6) le ferblantier

Serge Larose

Au marché Vallières. Il est six heures du matin. Les ferblantiers accrochent leurs immenses mobiles argentés aux poutres du toit. Joncs, pistons, clairons et abat-jour plaquent leurs accords lumineux au rythme lent d'une brise trop rare, qui, de la mer, réussit tant bien que mal à se frayer un chemin à travers la cohue.

Trois ateliers voisins occupent, chacun, l'espace réduit qu'ils ont loué du marché. Côte à côte, séparés les uns des autres par des boîtes de bois, empilées l'une sur l'autre et faisant cloison, de la galerie qu'ils occupent, ils éclatent en hauteur et vers la rue, au-dessus des étalages multicolores d'une marchande de tissus sur la gauche et d'une marchande de vaisselle et verrerie sur la droite. La ferblanterie c'est l'art du pauvre.

En se faufilant à travers les étalages, le client accède au 'bòs', assis sur le côté d'une table de travail sur laquelle il a, seul, privilège de travailler; derrière lui, dans la pénombre, les yeux aveuglés par la lumière distinguent deux ou trois employés— on les appelle tantôt familièrement, tantôt péjorativement 'ti-bòs' — assis sur une caisse ou simplement accroupi sur le sol. Au fond, un 'bak' empli de ferraille récupérée.

Bien vêtu, du haut de la chaise suélévée qu'il occupe, le 'bòs' prend les commandes, interpelle les amis qui passent, blague avec les marchandes ambulantes. Face aux récholiés, les 'bòs' fèblantye' sont respectables : une petite aristocratie de la ferraille.

L'occupation se transmet le plus souvent dans le cadre élargi de la famille : du père au fils, de l'oncle au niveau. Le ferblantier est cependant rarement fier du métier qu'il exerce; la plupart aimeraient que leurs enfants soient médecins, avocats ; il est important de le souligner; trop de descriptions ethnographiques font abstraction des espoirs et ambitions de ceux dont elles parlent. Le plus souvent un 'bòs fèblantye' prendra en apprentissage de jeunes enfants ou adolescents à qui il n'apprendra finalement que peu de choses. La plupart des artisans interrogés disaient avoir appris grâce à leur talent et à leurs seules capacités d'observation. On a là une caractéristique générale des petits métiers haïtiens : les patrons sont réticents à transmettre les connaissances techniques finalement limitées, sur lesquelles repose la mini-hiérarchie qui s'établit dans l'atelier. L'apprenti ne fait le plus souvent que des tâches partielles et répétitives jusqu'à ce que, dégoûté, il parte sa propre affaire ou abandonne tout simplement.

Le ferblantier se distingue d'abord du récholié par sa polyvalence : réparation de petits objects domestiques locaux ou importés ; production de petite vaisselle courante et de lampes pour l'éclairage ; instruments musicaux divers et en particulier ceux des 'rara'; divers objets rituels pour les temples voduesques et les 'rogatwa' personnels ; attirail des marchandes ; balances pour orfèvres ; et on pourrait allonger la liste.

Il dinstingue également du récholié par l'utilisation quasi exclusive de métaux mous et souples à travailler ; ceci se traduit immédiatement au niveau de son outillage moins lourd et plus diversifié, par l'importance plus grande des opérations de soudure et de moulage. Voici une liste sommaire de l'outillage d'un atelier.

Les outils.

a) *Soudure.*
 « «baton diten ». Tige de plomb servant aux opérations de soudure.
 «fè a soude ». Le fer à souder est une simple tige de fer insérée dans un manche en bois. Il est chauffé dans un réchaud à l'aide de charbon de bois et d' « ***allmèt bwa pen*** ».
 «Brik » (brique). Sur la brique, on déposera la résine et du sel d'amoniaque ; on y recueillera ensuite quelques perles de plomb fondu, qui serviront à l'assemblage des pièces. Ammoniaque et résine facilitent l'adhésion.
 «recho ».
 «Rezin » et « amònyak ».
 «dlo ». L'eau sert à « pwopte » le métal.

b) *Moulage.*
 « «bigòn ». Il s'agit d'une simple tige métallique, dont le diamètre peut varier entre 1/2" et 2 » et contre laquelle on arrondit en cercle le métal, en l'appuyant contre le bois d'une chaise ou contre le sol, fermement maintenue entre les cuisses.

c) *Découpage.*
 « Les outils portent les mêmes noms que ceux utilisés par les récholiés ; ils sont cependant plus légers et plus diversifiés. Un « bout ray » servant d'enclume ; une « tranch » servant au pliage du métal ; un « biren » servant au découpage et à la fixation des « rivè » (tête de clou) ; des « sizo » de plusieurs dimensions servant au découpage ; des « konpa » ; une « pè pens » ; des « mayè » en bois (du bois dur comme l'acajou) ou en fer.

Les matières premières

Les feuilles de fer blanc sont achetées à des commerçants de Port au Prince. Une grande partie de la ferraille utilisée vient cependant de la récupération de conserves et de contenants importés. Tout peut servir : boîtes de lait condensé Carnation servant de corps aux lampes populaires « gri dap ») ; les « dik dal » ou « galon », les boîtes de lait en poudre, les boîtes de sardine...

Tout en conservant systématiquement ce qu'il a chez lui, le ferblantier ramasse tout ce que ses voisins et amis lui apportent et achète bien souvent de pauvres hères qui ramassent dans les rues de la capitale.

• À propos d'un bon livre

Ghislaine Charlier

Je tiens à recommander le beau travail de Denise Helly. En le lisant, je n'ai cessé d'admirer la sobriété, la pertinence d'un style parfaitement adapté à son sujet. « Idéologie et ethnicité [1] » est l'historique de la prétendue immigration chinoise à Cuba. En réalité, la traite des Jaunes...

Comme le disait un savant français à l'antenne de Radio Canada F.M.[2], l'Homme[3], le plus cruel des animaux, loin d'être « un loup pour l'Homme »— les loups ne s'entretuent point — est bien plus proche du rat, parce que celui-ci n'aperçoit une différence, si minime soit-elle, sans aussitôt agresser l'autre pour tenter de le détruire.

Notre espèce, douée d'intelligence, est allée plus loin. Des différences physiques, elle est passée aux moindres divergences mentales, intellectuelles, culturelles. Tout lui sert de prétexte pour tuer son semblable, non sans auparavant, si l'on en a le temps et les moyens, raffiner sur les tortures plus incroyables les unes que les autres.

À ce compte-là, l'espèce aurait pu devenir d'une homogénéité assommante ou s'éteindre depuis belle lurette, mais nous dit Albert Jacquard :

> *Par chance, la nature dispose d'une merveilleuse robustesse face aux méfaits de l'Homme; le flux génétique poursuit son oeuvre de différenciation et de maintien de la diversité, presque insensible aux agissements humains; l' « univers des phénotypes » où nous vivons, n'a fort heureusement que peu de possibilité d'action sur l'« univers des génotypes » dont dépend notre avenir*[4].

Pour combien de temps?

On parle de surpopulation, mais si l'Homme n'avait pas utilisé le meilleur de son énergie à s'entredétruire d'une manière de plus en plus « scientifique », il aurait peut-être, et depuis longtemps, été assez pourvu en outils techniques pour coloniser les mondes habitables inhabités.

C'es là un vieux rêve commun aux savants, aux poètes, aux utopistes. Il tient tellement au coeur de l'Humanité que nous voyons, à l'ère de l'électronique, la science-fiction, prenant la relève (non sans errer souvent) nous initier aux splendeurs d'« un nouveau ciel et une nouvelle terre », comme il est dit (déjà !) dans l'Apocalypse...

Hélas, en fait, on travaille à l'annihilation de la terre et de ses habitants, bien avant d'avoir eu accès à un relais dans l'espace pour les rares survivants au cas où il en resterait. Pourtant, l'Humanité ne veut pas mourir et beaucoup d'hommes, malgré les multiples pressions des criminels qui, en majorité, les dirigent, n'hésitent pas à s'insurger contre tout emploi d'armes de destruction massive. Ce n'est sans doute pas assez. Toute arme laisse supposer qu'on pourrait la rendre plus meurtrière en en multipliant la puissance. Il suffit que nombre d'objets d'usage courant soient susceptibles de se transformer en armes offensives ou défensives.

Ceux qui prônent l'union dans la compréhension mutuelle, le respect de l'autre, la fraternité, la paix enfin, sont ceux qui méritent d'être écoutés afin que l'Humanité puisse poursuivre son évolution et qui sait? Donner un jour naissance à une espèce supérieure à la nôtre et... au rat, notre émule en férocité.

Chacun rêve d'un monde meilleur. L'Homme n'est ni à court d'inventions, ni incapable de s'améliorer. Jadis, on torturait en public; aujourd'hui, on le fait à huis clos, car on sait que l'on fait mal et l'on a peur de la colère collective. C'est un progrès, parce que l'on peut néanmoins savoir ce qui sei passe derrière les verrous et que les tortionnaires sont parfois mis hors d'état de nuire. Il y a des raisons d'espérer.

Cuba, depuis sa révolution, n'a cessé de susciter l'intérêt, en particulier dans les Antilles, Grandes et Petites[5] et partout ailleurs. Pour nous, Haïtiens, la Cuba d'hier a été une terre d'asile pour les vaincus bourgeois des

guerres civiles ou victimes des autocrates. Quant aux malheureux paysans dépouillés par l'Occupation américaine, ils ont été, comme on sait, plus ou moins vendus par les spéculateurs locaux aux propriétaires de canneraies et d'usines tant cubains qu'étrangers. Qui fera pour eux ce que Denise Helly a si impeccablement réussi pour les Chinois ? C'est un sujet qui devrait tenter les excellents chercheurs que sont les auteurs de « La participation étrangère à l'expédition française de Saint-Domingue » et « Les déportés de Saint-Domingue », Claude et Marcel Bonaparte Auguste[6].

En dépit de ce qu'en disent certains, il est évident qu'aujourd'hui le peuple cubain, les anciens esclaves et « engagés » sont loin d'être aussi malheureux qu'avant. Les images de la télévision, avec ou sans commentaires favorables, nous ont montré l'énorme écart entre l'état général des réfugiés cubains et haïtiens. Ceux qui ont pu aller à Miami, ont constaté tout ce qui, en l'occurrence, n'a pas été vu sur le petit écran. Le reste, c'est du blablabla destiné à induire les gens naïfs en erreur et à satisfaire les coquins.

Il est important pour nos compatriotes, les jeunes surtout, de connaître les malheurs des autres, de savoir que tout près de chez nous, ont souffert des hommes jaunes arrachés de leurs foyers à l'aide de promesses fallacieuses, très souvent de sévices. Et en premier lieu, il importe de savoir que dans la Cuba esclavagiste et le régime qui a suivi, on a tout fait pour créer, attiser, perpétuer la haine entre les opprimés africains et asiatiques en vue de faciliter leur exploitation à outrance.

Il nous appartient, à nous, descendants d'esclaves d'être partout et toujours, aux côtés de ceux que l'on opprime ou que l'on brime, quelle que soit leur race. Il n'y a pas d'autre issue, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle mondiale. C'est d'ailleurs le mode de conduite de certains de nos pères, ce sera celui de nos fils si nous leur en donnons l'exemple.

D'après Bernard Leakey[7] — il n'est pas seul à le dire — l'homme aurait pu suivre une voie différente de celle qu'il a suivie jusqu'à présent. Rien ne s'oppose à ce qu'il en change. Jacquard exprime cette idée de façon magistrale :

Le monde vivant que nous observons n'est pas un accomplissement ; il n'est pas l'aboutissement d'une série de déterminismes qui ne pouvaient que le conduire à l'état où nous le voyons ; il n'était pas nécessaire. À chaque instant le réel est gros d'une infinité de possibles...[8]

Jacquard nous explique aussi le sens et la valeur de la différence :

Il s'agit de reconnaître que l'autre nous est précieux dans la mesure où il nous est dissemblable. Et ce n'est pas là une morale quelconque résultant d'une option gratuite ou d'une religion révélée, c'est directement la leçon que nous donne la génétique[9].

Merci à Denise Helly de m'avoir fait réfléchir, lire et relire non seulement son livre, mais d'autres et d'avoir ravivé ma confiance en un avenir meilleur, en dépit des horreurs dont nous abreuve l'époque actuelle.

Ghislaine Charlier

NOTES

1 Les Presses de l'université de Montréal, 1979.

2 Émission « De l'Homme de nature à l'Homme de raison ».

3 Il s'agit, bien sûr, de l'espèce humaine. Toutefois, il est indéniable que le mâle de cette espèce a joué le rôle primordial dans l'interminable gâchis qui en constitue l'histoire. On peut, pour faire bonne mesure, ajouter que sa femelle, lorsqu'elle en a eu le loisir n'a pas manqué de suivre son exemple.

4 Albert Jacquard, « Éloge de la différence— La génétique et les hommes », collection Sciences, Points, Éd. du Seuil, Paris, 1981.

5 Je ne dis pas la ou les Caraïbes. Encore un tour des ex et néo-colons. Les Caraïbes ayant été, paraît-il, des anthropophages, ils aimeraient ainsi nous faire passer pour des mangeurs d'hommes, ce qui pourrait toujours servir de prétexte à un génocide. Nos intellectuels, avides de nouveautés, se sont empressés de donner dans le panneau.

6 Le premier cité a été édité par ses auteurs et les econd par les Éd. Naaman.

7 « People of the Lake », Avon Éd. N.Y. 1979

8 Jacquard, op. cit., p. 206.

9 Jacquard, op. cit., p. 133.

• Pologne : la bête est lâchée mais l'esprit de renouveau est-il compressible ?

Pierre Simon

L'État de siège proclamé en Pologne dans la nuit du 12-13 décembre 1981 a ému le monde occidental. Journaux et revues de l'Amérique et de l'Europe se sont faits l'écho des répressions exercées par l'armée du général Jaruzelsky. Pierre Simon et Etzer Flavien nous font part de leur interprétation de ce même événement.

Le coup d'état militaire de la fin de semaine du 12-13 décembre en Pologne est de ces événements qui parviennent toujours à jeter l'émoi même si tout les laissait prévoir. Comme une mère penchée sur le berceau de son enfant à qui la médecine accorde peu de chance de survie, il nous arrive quelquefois d'espérer contre toute probabilité. Depuis quelques jours en effet il était difficile de ne pas se rendre que « l'été polonais »— un miracle qui dure depuis plus de quinze mois — était menacé, plus que jamais auparavant, par les gros nuages amenés par l'automne-hiver 81. Les mesures plus que drastiques prises à l'égard des étudiants-pompiers ne sont en fait qu'un des nombreux signes annonciateurs de la tempête. Le ciel était trop bas pour qu'il ne se produise rien, dans un sens ou dans l'autre.

« Jusqu'ici, je craignais que cette crise ne se terminât jamais. Aujourd'hui, je tremble à l'idée qu'elle finisse très vite et très mal » commente un Polonais quelques jours avant cette nuit fatidique du 12 décembre. Mais, en raison même de la « grande patience » dont ce pouvoir a usé jusque là, il est peut être utile d'essayer de comprendre cet abrupt revirement.

La « témérité » de solidarité

Nul n'a jamais douté... que Solidarité s'était accordé au départ un rôle éminemment politique.

À un certain niveau en effet — même si la plupart des questions fondamentales restaient pendantes — tout se passait comme si le pouvoir avait accepté Solidarité comme partenaire gouvernemental. Certains loustics radicaux du syndicat disaient même de Walesa qu'il était le ministre du Travail de Jaruzelski. L'idée d'une « entente nationale — était ouvertement admise et même prônée par le régime. Des rencontres de concertation ont même eu lieu entre les deux pouvoirs. Il fut convenu de se rencontrer formellement en commissions pour examiner des questions aussi importantes que le contrôle social de l'économie, la réforme économique, les mesures à prendre dans l'immédiat pour sortir de la crise, l'accès aux mass media et le règlement des conflits locaux.

Toutes ces questions étaient extrêmement difficiles mais le fait par le pouvoir d'accepter d'en discuter était d'une importance politique et idéologique colossale. C'est ainsi, à notre sens, qu'on doit comprendre, au beau milieu de ces concessions, les réaffirmations léninistes sur l'omnipotence du parti. Il n'y a pas de doute que les dix millions d'adhérents de Solidarité, son appui populaire et son rayonnement hors-frontière, c'était lourd. Il était, tout compte fait, plus sage d'accompagner l'esprit de renouveau que de s'y opposer. Le gouvernement l'a compris. L'urgence politique était évidente, on ne pouvait que renvoyer à plus tard les accommodements théoriques ou idéologiques. Solidarité elle-même dans un projet de programme soumis à ses délégués se définit avec réalisme comme « syndicat et mouvement social devenu la plus grande force de la renaissance nationale en Pologne ». Bref, sous la poussée de la bourrasque Solidarité, les choses semblaient aller bon train pour l'esprit de renouveau. De telle sorte que pour s'expliquer les derniers événements— si on se permet d'avoir notre petite idée là-dessus avant que les historiens ne s'en emparent — on pourrait dire de trois choses l'une : ou bien les concessions du pouvoir n'ont « jamais valu le papier sur lequel elles étaient écrites » ou bien le gouvernement était sincère mais que le grand frère soviétique l'a obligé à réviser ses positions ou bien alors les réactions du gouvernement s'expliquent en fonction même de la rupture du « pacte de confiance » par Solidarité qui serait passé... d'une stratégie de partage du pouvoir à une stratégie de conquête ou même d'assaut du pouvoir.

On ne saura peut-être jamais d'une façon certaine si depuis août 1980 le pouvoir polonais était sincère, c'est-à-dire s'il voulait ou non respecter ses promesses et si dans ces derniers temps il entrait de bonne foi dans les négociations entreprises avec Solidarité. Il nous est permis toutefois d'en

douter. Ne serait-ce qu'à cause de la question idéologique de l'omnipotence du parti, question qui est d'une importance capitale pour le système. Si l'on ajoute à cela le danger politique de la contagion, inacceptable pour les pays frères, on comprend pourquoi le gouvernement polonais pourrait difficilement répondre seul à cette question. Ce qui nous amène à l'hypothèse du gouvernement de bonne foi mais qui serait pressuré de l'extérieur.

Cependant, quand on les considère de plus près, ces deux hypothèses ne sont que très partiellement ou très difficilement séparables car la sincérité du gouvernement polonais dans ses engagements était, dans une très large mesure, conditionnée par le degré de vigueur de la pression russe. Il reste toujours, bien entendu, la sous-hypothèse d'un gouvernement polonais de bonne foi dans ses négociations avec Solidarité et donc prêt à affronter le grand frère soviétique et le reste du bloc. Tentant mais pas tellement plausible.

L'énoncé de la troisième hypothèse devient donc de ce fait pro forma. En effet, si le pouvoir n'était pas sincère, pour des raisons internes ou pour cause de pression externe, n'importe, le fait par Solidarité d'avoir rompu ou non le pacte de confiance n'aurait pas changé grand-chose. Cela ne pourrait tout au plus que précipiter la tentative de normalisation entreprise par le pouvoir. Bien entendu il était de bonne guerre pour les autorités d'insister sur tout ce qui pouvait accréditer la thèse de la provocation ou même de la conspiration. Un échange secret entre Walesa et quelques-uns de ses conseillers, piraté et publié par le pouvoir, semble indiquer que ces derniers s'attendaient, se préparaient même à un affrontement. Deux taureaux, dit un vieux proverbe haïtien, ne peuvent pas gronder indéfiniment dans une même savane. « La confrontation est inévitable et elle aura lieu » disait Walesa au cours de cette fameuse réunion du présidium du syndicat. De toute façon, Solidarité, dans des résolutions votées à Radom et à Gdansk, réclamait un référendum sur le régime et des élections libres en vue d'un nouveau parlement. Qui ne se serait pas rendu compte que la confrontation était l'issue la plus probable de la crise? Certainement pas le pouvoir. Ce dernier aura beau feindre la surprise indignée : « Ainsi les masques tombent et les objectifs poursuivis, jusqu'ici soigneusement camouflés par les slogans trompeurs, apparaissent clairement » proclame le journal de l'armée « Zolniere Wolnosci ». En tous cas, quelques soient les intentions réelles de Solidarité en ce qui concerne la conquête du pouvoir, elle a été clairement prise de court, doublée par les autorités, la plupart des dirigeants du syndicat indépendant étant actuellement sous les verrous. Ce qui ne signifie nullement dans notre esprit que ces derniers n'avaient pas les intentions que leur prêtait le pouvoir. Nul n'a jamais douté, en dépit de certaines protestations de Solidarité, que celle-ci s'était accordée un rôle éminemment politique. Qui pourrait s'offusquer du fait que ce syndicat — devenu la plus grande force de la renaissance nationale et, à ce titre, plus légitime que l'autorité en place — ne pouvant pas changer le pouvoir, ait décidé de provoquer sa chute? Il n'y aurait pas là pour nous matière à scandale politique même si, par ailleurs, nous aimons penser que nous avons la morale plutôt tatillonne.

Légalité, argument favori des pouvoirs établis

D'un côté, il faut aussi le dire ici-même, historiquement on a rarement vu un pouvoir politique assister passivement à l'érosion de son autorité. C'est dire donc que même si on ne se trouve pas sur la même position ou dans la même sensibilité politique que l'État polonais, on ne saurait ne pas admettre que c'est la logique du pouvoir qui a parlé ce samedi 12 décembre. Les états de siège et les « révolutions appréhendées », ce n'est pas notre propos ici d'en faire l'historique mais on en a vus aussi, et dans l'histoire récente des démocraties occidentales. Cela a toujours, incontestablement, fait le jeu des gouvernements en panne de légitimité— dans le camp oriental comme dans le camp occidental— que de considérer ces questions sur le strict plan de la légalité ou de la « provocation ». Le Parti communiste français parle de la « surenchère de Solidarité ». Il n'y a pas jusqu'à Trudeau qui ne déclare qu'il n'est « pas prêt à condamner le régime militaire en Pologne s'il contribue dans des conditions acceptables (sic, *La Presse* du 19 décembre 1981), à empêcher la guerre civile », « ... si un régime militaire, poursuit-il, a pour effet d'empêcher la guerre civile, on ne peut pas dire que c'est mauvais ». L'éditorialiste de *La Presse*, J. Pellerin, de son côté, parle de « deux intransigeances », question de renvoyer les deux protagonistes dos à dos. De leur côté, les banques occidentales, semble-t-il, n'auraient pas caché leur satisfaction face à l'effort de normalisation de Varsovie.

Tout cela aurait prouvé, s'il en était encore besoin, jusqu'à quel point l'ordre, n'importe lequel, est important pour certains. Précisément, dans l'ordre capitaliste comme dans celui du socialisme existant, un syndicat n'est pas sensé faire de la politique. C'est cette légalité des pouvoirs établis qu'il faut récuser. C'est nous enfermer dans leur logique que de nous demander qui a provoqué qui, ou qui a raison ou tort dans l'immédiat. Il faut, à notre avis, laisser tout cela de côté pour se poser bravement les questions de fond : celle de la légitimité et une autre— du plus haut intérêt pour tous ceux qui, Polonais en non-Polonais, sont intéressés à l'avenir du socialisme — qui en est une de valeur, de choix même entre les deux propositions politiques en présence. D'un côté celle de l'actuel état polonais et de ses frères socialistes européens et de l'autre celle qui soustend les revendications de Solidarité.

L'europe de l'est et le devenir du socialisme

Le même terreau sur lequel a germé l'été polonais existe, à des nuances près, dans les autres pays socialistes est-européens.

En ce qui nous concerne, il est clair que Solidarité est le mouvement qui pose pour l'instant les questions d'avenir du socialisme est-européen, sinon du socialisme existant tout court. Nous croyons l'avoir clairement exprimé dans un article concernant la Pologne (*Collectif Paroles*, n° 8, sept.-oct.-nov. 1980). Nous entendons l'affirmer encore aujourd'hui, les questions de la participation démocratique et des droits humains sont capitales pour l'avenir du socialisme. Évidemment, on peut toujours se demander, en référence à ces questions, si Solidarité en tant que syndicat, mandaté en principe que par ses adhérents, offre une garantie de représentativité populaire suffisante. La question se pose. Mais, là comme ailleurs en politique, on ne devrait jamais parler en termes de garantie mais plutôt en termes d'espoir raisonnable. Et de ce point de vue, les dix millions de personnes qui forment aujourd'hui Solidarité et qui avaient abandonné les syndicats officiels, essentiellement parce qu'elles n'étaient pas satisfaites de leur niveau de participation effective, constituent à nos yeux une raison d'espérer non méprisable. C'est pourquoi d'ailleurs— et c'est central dans notre propos — nous

moins avancés), brisée par 24 ans de dictature rétrograde, présente un caractère plus pressant et plus dramatique que celle, tout aussi justifiée par ailleurs, menée en Pologne par Solidarité.

Pourtant les faits sont là :

D'un côté, protestations gouvernementales énergiques, répétées en choeur par les mass média; adoption de mesures de représailles, etc.

De l'autre, silence complice des gouvernements; dénonciations routinières, prises en charge presqu'exclusivement par les milieux progressistes.

D'où vient cette différence?

Faut-il l'attribuer à quelqu'élan spontané ou à l'appartenance de la Pologne au groupe des pays développés? Au rôle joué par l'église polonaise et à l'intervention personnelle du pape dans un conflit qui déchire son pays d'origine?

Ces divers facteurs ne sont certes pas étrangers à l'ampleur de ce tollé général. Mais, plus fondamentalement, les gouvernements et les groupes de pressions occidentaux sont beaucoup plus sensibles aux violations des droits et libertés dans les pays de régime socialiste que dans les pays de la périphérie capitaliste?

Ce qui oblige à questionner les intérêts géopolitiques des grandes puissances capitalistes et notamment ceux des États-Unis.

La vigueur de la réaction de Reagan à la crise polonaise contraste tellement avec l'indifférence indécente de l'administration américaine à la répression des peuples du tiers-monde qu'elle en est choquante.

Tout se passe comme si la tournure prise par les événements en Pologne dans la nuit du 12-13 décembre 1981 est venue compromettre les plans et mettre un terme aux espoirs de Washington.

Essayons d'approfondir cette hypothèse. Un souci quasi obsessionnel domine la politique extérieure des États-Unis sous l'administration actuelle : mettre en échec son principal rival et restaurer la suprématie américaine dans le monde. Dans cette guerre de tranchée, il apparaît de plus en plus clairement que la Pologne joue le rôle de terrain privilégié d'affrontement. Mais ce choix est sans conteste celui de Washington, et pour les stratèges du Pentagone et de la Maison Blanche c'est un coup de maître.

Tout bien considéré, dans l'ensemble du bloc socialiste (Comecon, Pacte de Varsovie), la Pologne apparaît, depuis quelques années, comme le maillon le plus faible. Une situation explosive y règne, due à de nombreux facteurs qui plongent leurs racines à la fois dans le passé lointain et dans l'histoire récente du pays. En effet, particularismes nationaux (importance de la propriété privée, poids persistant de l'Église catholique dans la vie nationale) et circonstances spéciales (importance des relations avec les institutions bancaires de l'occident, retombées de la crise économique mondiale) se conjuguent pour y créer des conditions propices à la contestation des liens par certains côtés trop contraignants avec l'URSS et du dirigisme étatique national. Autant dire que ce pays est devenu plus réceptif aux idées nouvelles.

L'aggravation des difficultés économiques, le raidissement du pouvoir, l'action corrosive insidieuse de la propagande occidentale ont vite fait d'exacerber la crise restée longtemps à l'état larvaire.

Tout au long de cette conjoncture explosive, les milieux et organes de presse occidentaux n'ont pas lésiné sur les moyens pour amplifier la lutte de Solidarité et lui assurer les appuis les plus larges et divers.

Il y a lieu de se demander si ce soutien trop empressé et combien massif n'a pas desservi la cause de *Solidarité* ne serait-ce que dans la mesure où son efficacité a été surestimée par les instances du syndicat polonais. Était-il en effet opportun, compte-tenu du rapport de force actuel à l'intérieur du bloc socialiste et entre les deux super-grands, de porter les revendications ouvrières sur le terrain strictement politique? (proposition de référendum sur la représentativité du gouvernement par exemple). Ne sautait-il pas aux yeux qu'une telle initiative était de nature à provoquer l'épreuve de force avec le pouvoir, ainsi acculé à assurer sa propre survie et à rassurer l'URSS inquiète de la menace de dissidence d'un important membre du pacte de Varsovie[1]? Or, toute déstabilisation du pouvoir en Pologne porte en germe l'affaiblissement de l'URSS par rapport aux États-Unis. On comprend dès lors le choc produit à l'ouest par la mise au pas du mouvement ouvrier polonais.

Faut-il autant conclure à l'imminence de l'instauration de la dictature absolue du parti communiste dans ce pays? Rien n'autorise à le craindre. De nombreux indices, tels le traitement accordé aux principaux leaders ouvriers, les tractations en cours entre l'Église et le pouvoir, les garanties officielles données par les dirigeants militaires, etc., montrent la volonté de maintenir un jeu d'équilibre entre les différentes forces de la société, en tenant compte de l'implication du pays dans l'axe de tension Est-Ouest.

Dans la conjoncture internationale actuelle, plus que jamais, la bipolarisation reste la clef maîtresse pour l'interprétation des initiatives sur le plan international.

Ce clivage planétaire ne présente pas que des inconvénients. On l'a vu, il favorise la dénonciation des abus et injustices, car chaque camp se fait fort de dénoncer les atteintes à la liberté dans le camp opposé. Mais cette pratique suspecte, empreinte de partialité, demeure une contre-partie bien mince par rapport aux abus et déformations provoqués par une logique Est-Ouest implacable qui fausse les données des problèmes du monde et surtout celui des droits humains.

C'est ainsi que s'explique la différence d'approche du Département d'État américain face aux crises haïtienne et polonaise. C'est de là que provient la discrimination flagrante dans le traitement réservé par le gouvernement américain aux réfugiés de la Mer des Antilles suivant qu'ils proviennent de Cuba, pays socialiste, membre du Comecon ou, au contraire, d'Haïti, paradis du capitalisme sauvage. Il reste aux forces en lutte pour le changement en Haïti à tirer les enseignements de cette dure réalité.

Etzer Flavien
Le 28 décembre 1981.

NOTES

[1] La position du gouvernement canadien. peu suspect de sympathie procommuniste, est l'une des rares prises de position par un pays occidental à tenir compte des différentes composantes de cette crise.